

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2019/201830]

Extrait de l'arrêt n° 49/2019 du 4 avril 2019

Numéro du rôle : 6693

En cause : le recours en annulation de la loi du 1^{er} décembre 2016 « modifiant la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et abrogeant le chapitre III, section 3, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, en ce qui concerne le recouvrement par voie de contrainte par l'Office national de sécurité sociale et modifiant la loi du 24 février 2003 concernant la modernisation de la gestion de la sécurité sociale et concernant la communication électronique entre des entreprises et l'autorité fédérale », introduit par l'Ordre des barreaux francophones et germanophone.

La Cour constitutionnelle,

composée du juge J.-P. Snappe, faisant fonction de président, du président A. Alen, et des juges L. Lavrysen, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, T. Giet, R. Leysen et M. Pâques, assistée du greffier F. Meersschaut, présidée par le juge J.-P. Snappe,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 27 juin 2017 et parvenue au greffe le 28 juin 2017, l'Ordre des barreaux francophones et germanophone, assisté et représenté par Me A. Daoût, avocat au barreau de Bruxelles, a introduit un recours en annulation de la loi du 1^{er} décembre 2016 « modifiant la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et abrogeant le chapitre III, section 3, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, en ce qui concerne le recouvrement par voie de contrainte par l'Office national de sécurité sociale et modifiant la loi du 24 février 2003 concernant la modernisation de la gestion de la sécurité sociale et concernant la communication électronique entre des entreprises et l'autorité fédérale » (publiée au *Moniteur belge* du 29 décembre 2016, deuxième édition).

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant à la loi attaquée et son contexte

B.1. Le recours en annulation est dirigé contre la loi du 1^{er} décembre 2016 « modifiant la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et abrogeant le chapitre III, section 3, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, en ce qui concerne le recouvrement par voie de contrainte par l'Office national de sécurité sociale et modifiant la loi du 24 février 2003 concernant la modernisation de la gestion de la sécurité sociale et concernant la communication électronique entre des entreprises et l'autorité fédérale » (ci-après : la loi du 1^{er} décembre 2016).

La loi du 1^{er} décembre 2016 dispose :« Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. Dans l'article 12, § 3, alinéa 2, de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, remplacé par la loi du 29 mars 2012, les mots 'sans procédure judiciaire' sont remplacés par les mots 'sans recours à une procédure judiciaire ou à la contrainte'.

Art. 3. L'article 30bis, § 3, alinéa 9, de la même loi, remplacé par la loi du 27 avril 2007, est abrogé.

Art. 4. L'article 40 de la même loi, remplacé par la loi du 4 août 1978 et modifié par la loi du 29 mars 2012, est remplacé par ce qui suit :

'Art. 40. § 1^{er}. L'Office national de sécurité sociale procède au recouvrement des sommes qui lui sont dues par voie de contrainte, sans préjudice de son droit de citer devant le juge.

§ 2. Les cotisations, majorations de cotisations, intérêts de retard, les indemnités forfaitaires y compris les majorations et sommes visées aux articles 30bis et 30ter peuvent être recouvrés par voie de contrainte à partir du moment où est rendu exécutoire le rôle spécial auquel ils sont mentionnés.

Un rôle rendu exécutoire vaut titre exécutoire en vue du recouvrement.

Les rôles sont rendus exécutoires par l'administrateur général, l'administrateur général adjoint ou un membre du personnel délégué à cette fin par le Comité de gestion.

§ 3. La contrainte de l'Office national de sécurité sociale est décernée par l'administrateur général, l'administrateur général adjoint ou un membre du personnel délégué à cette fin par le Comité de gestion.

§ 4. La contrainte est signifiée au débiteur par exploit d'huissier de justice. La signification contient un commandement de payer dans les 24 heures, à peine d'exécution par voie de saisie, de même qu'une justification comptable des sommes exigées ainsi que copie de l'exécutoire.

§ 5. Le débiteur peut former opposition à la contrainte devant le tribunal du travail de son domicile ou siège social.

L'opposition est motivée à peine de nullité; elle est formée au moyen d'une citation à l'Office national de sécurité sociale par exploit d'huissier dans les quinze jours à partir de la signification de la contrainte. Les dispositions du chapitre VIII, première partie, du Code judiciaire sont applicables à ce délai, y compris les prorogations prévues à l'article 50, alinéa 2, et l'article 55 de ce Code.

L'exercice de l'opposition à la contrainte suspend l'exécution de la contrainte, ainsi que la prescription des créances contenues dans la contrainte, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur son bien-fondé. Les saisies déjà pratiquées antérieurement conservent leur caractère conservatoire.

§ 6. L'Office national de sécurité sociale peut faire pratiquer la saisie conservatoire et exécuter la contrainte en usant des voies d'exécution prévues à la partie V du Code judiciaire.

Les paiements partiels effectués en suite de la signification d'une contrainte ne font pas obstacle à la continuation des poursuites.

§ 7. Les frais de signification de la contrainte de même que les frais de l'exécution ou des mesures conservatoires sont à charge du débiteur.

Ils sont déterminés suivant les règles établies pour les actes accomplis par les huissiers de justice en matière civile et commerciale.

§ 8. Le recouvrement administratif et judiciaire des cotisations, majorations de cotisations, intérêts de retard, frais judiciaires, indemnités forfaitaires y compris les majorations et sommes visées aux articles 30bis et 30ter, est une mission de service public qui peut être déléguée par l'Office national de sécurité sociale à un concessionnaire. Cette mission inclut tous les actes préparatoires et d'exécution nécessaires au recouvrement administratif et judiciaire des créances impayées dont l'Office national de sécurité sociale assure le recouvrement, tels que notamment la répartition des demandes d'intervention auprès des huissiers de justice compétents, la gestion administrative et financière des huissiers de justice, la transmission électronique à ces derniers des données personnelles des débiteurs, des jugements, contraintes et autres titres exécutoires à signifier et à exécuter, le suivi et le rapportage de leur signification et exécution forcée ainsi que la gestion administrative de leurs éventuelles contestations amiables ou judiciaires.

La communication des données personnelles des débiteurs de l'Office national de sécurité sociale au concessionnaire et aux huissiers de justice et leur traitement, dans le cadre de la mission de service public visée à l'alinéa 1^{er}, ont pour seule finalité le recouvrement des créances impayées dont l'Office national de sécurité sociale assure le recouvrement.

Les données personnelles qui peuvent être traitées conformément à l'alinéa 2 sont les données personnelles nécessaires au recouvrement des créances impayées dont l'Office national de sécurité sociale assure le recouvrement, dont celles mentionnées sur les titres exécutoires. Il s'agit des données telles que, entre autres :

- nom, prénoms, numéro de registre national, date de naissance, lieu de naissance, sexe, état civil, régime matrimonial, profession, composition familiale, coordonnées de contact (mail, téléphone,...), adresse du domicile et de la résidence, numéro de compte bancaire du débiteur ou d'un tiers saisi, revendiquant, héritier ou co-propriétaire, co-saisi, mandataire, associé;

- les titres exécutoires obtenus par l'ONSS;
- les actes d'huissiers de justice;
- les biens mobiliers ou immobiliers, corporels ou incorporels saisissables répertoriés par l'huissier de justice;
- les données devant être contenues dans les actes d'huissiers, telles que prévues par le Code judiciaire;
- le montant et la nature des dettes sociales;
- les informations échangées en vue d'assurer l'exécution des titres exécutoires;
- l'extrait du fichier des avis de saisie;
- l'état des procédures judiciaires relatives aux saisies en cours.

Les données en question sont traitées dans le respect des principes visés à l'article 4 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

L'Office national de sécurité sociale est le responsable du traitement de ces données personnelles. Il est autorisé à communiquer ces données personnelles au concessionnaire et aux huissiers de justice, en vue de leur traitement dans le respect des finalités légales déterminées à l'alinéa 3.

Le concessionnaire ne peut les conserver que le temps nécessaire pour mener à terme la procédure de recouvrement, c'est-à-dire jusqu'au paiement de la dette ou la déclaration d'irrécouvrabilité et à la clôture de l'intervention de l'huissier de justice dans la procédure en question'.

Art. 5. Dans la loi du 24 février 2003 concernant la modernisation de la gestion de la sécurité sociale et concernant la communication électronique entre des entreprises et l'autorité fédérale, il est inséré un article 4/3 rédigé comme suit :

'Art. 4/3. Toutes les communications de la part des institutions de sécurité sociale avec une entreprise, un mandataire ou un curateur se font au moyen d'une technique électronique via la boîte mail sécurisée visée à l'article 4/2.

Le Roi détermine, après avis du Comité de gestion de la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale, la date d'entrée en vigueur de l'alinéa 1^{er}. La date d'entrée en vigueur peut différer selon l'institution de sécurité sociale et/ou selon le type de communication'.

Art. 6. Dans le chapitre III de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, la section 3, comportant les articles 43bis à 43sexies, inséré par l'arrêté royal du 5 août 1991, est abrogée.

Art. 7. Les articles 1^{er} à 4 et l'article 6 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2017 ».

B.2.1. La loi du 1^{er} décembre 2016 modifie la procédure de recouvrement des créances de l'Office national de sécurité sociale (ONSS), en généralisant le recours à la contrainte :

« [Cette loi] vise à permettre à l'Office national de sécurité sociale de recourir à la contrainte pour la récupération de toutes les dettes non contestées. Le texte s'inspire très largement des dispositions qui existaient déjà au profit de cet Office mais étaient reprises dans un arrêté royal d'exécution » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2082/001, p. 3).

B.2.2. En ce qui concerne cette procédure de recouvrement par voie de contrainte, l'exposé des motifs indique que la loi attaquée exécute une décision du 8 mai 2015 par laquelle le Conseil des ministres, approuvant l'avant-projet de loi modifiant le droit de la procédure civile (devenu la « loi du 19 octobre 2015 modifiant le droit de la procédure civile et portant des dispositions diverses en matière de justice », dite loi « pot-pourri I »), avait prévu :

« Les Ministres de l'Emploi, de la Santé publique et des Affaires sociales, des Pensions et des indépendants sont chargés de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour que, à partir du 1^{er} janvier 2017, les institutions publiques de sécurité sociale soient organisées de telle façon qu'elles puissent se délivrer à elles-mêmes un titre exécutoire dans les affaires non contestées » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2082/001, p. 4).

L'exposé des motifs explique :

« Cette décision découlait du point 62 du Plan Justice où l'emploi de la contrainte est imposé :

Éviter les procédures inutiles est également une responsabilité des autorités et autres organismes de droit public. L'intervention du tribunal est superflue et ne constitue qu'une charge administrative si l'autorité ou l'organisme même peut se conférer un titre exécutoire sans l'intervention du tribunal (par exemple une contrainte). Pour cette raison, les autorités et organismes sont dissuadés d'initier, en pareil cas, une procédure devant le tribunal, en renvoyant systématiquement à eux pour l'ensemble des frais de justice, de sorte qu'une indemnité de procédure ne doit jamais être payée par le défendeur, même si celui-ci succombe'.

[...] L'entière du processus de recouvrement judiciaire des dettes sociales est donc revu de manière approfondie. En effet, au lieu de recourir à la procédure via les tribunaux, l'ONSS donnera la priorité à l'usage de la contrainte.

Toutefois, l'usage de la contrainte n'est pas [nouveau] pour l'ONSS. À l'heure actuelle, l'ONSS recourt déjà à la contrainte en vue du recouvrement de dettes auprès d'entreprises de titres-services, dans des cas de fraude, dans le cas où les délais de paiement à l'amiable octroyés sur la base de l'article 40bis de la loi du 27 juin 1969 ne sont pas respectés et dans le cas d'un recouvrement pour le compte d'organismes étrangers de sécurité sociale. À l'exception de ce dernier cas d'espèce, cela représente environ 3000 contraintes par an par rapport à un nombre approximatif de 52 000 procédures par voie de citation.

Outre le maintien de la contrainte dans les catégories déjà existantes telles que décrites ci-dessus, le but du présent projet de loi est de procéder, dans la mesure du possible, à partir du 1^{er} janvier 2017, également dans les cas où le recouvrement se fait encore par voie de citation au recouvrement par voie de contrainte » (*ibid.*, pp. 4-5).

B.2.3. Le commentaire de l'article 4, en projet, devenu l'article 4 de la loi du 1^{er} décembre 2016, qui a remplacé l'article 40 de la loi du 27 juin 1969, expose :

« Cet article règle la généralisation du recours à la contrainte par l'ONSS. Le dispositif actuel prévoit une délégation au Roi pour régler les conditions et le mode de poursuite par voie de contrainte ainsi que les frais de poursuite y liés et leur mise à charge. Par cet article, toute la réglementation est ancrée dans la loi. Cela permet de promouvoir la visibilité et la sécurité juridique.

Le paragraphe 1^{er} du nouvel article 40 reprend le contenu de l'actuel article 40, alinéa 1^{er}, de la loi du 27 juin 1969, étant bien entendu que la rédaction a été adaptée à l'utilisation généralisée de la contrainte : la contrainte devient la règle et la citation l'exception » (*ibid.*, p. 8).

B.3.1. La loi du 1^{er} décembre 2016 vise également à améliorer la communication électronique avec l'administration, en rendant obligatoire, à l'avenir, l'usage de l'e-Box entreprise :

« [Cette loi] vise, à termes, à permettre de rendre obligatoire l'usage de l'e-Box entreprise dans le cadre des relations entre l'organisme percepteur des cotisations et les employeurs et ce afin de faciliter et accélérer les procédures d'octroi de plans amiables de paiement aux employeurs confrontés à des difficultés de paiement » (*ibid.*, p. 3).

La loi du 1^{er} décembre 2016 modifie à cette fin la loi du 24 février 2003 « concernant la modernisation de la gestion de la sécurité sociale et concernant la communication électronique entre des entreprises et l'autorité fédérale » (ci-après : la loi du 24 février 2003).

B.3.2. En ce qui concerne l'usage de l'e-Box entreprise ainsi que son lien avec la procédure de recouvrement par contrainte, les travaux préparatoires exposent :

« L'accord de gouvernement inclut l'objectif d'augmenter l'attractivité de ses services numériques par des applications qualitatives et conviviales et, simultanément, découragera des supports papiers dans ses procédures administratives et de communication avec l'administration.

Vu l'impact de la contrainte sur les relations entre l'Office et les entreprises il est extrêmement important que la communication entre les parties se fasse par un canal clairement réglementé qui permet aux parties de communiquer d'une manière sécurisée et traçable. Dans ce sens, il est prévu que l'existant e-Box de la sécurité sociale, un mailbox sécurisé, sera utilisé comme canal de communication.

[...]

L'objectif de la généralisation de l'usage de l'e-Box est à la fois de permettre aux institutions de sécurité sociale d'envoyer aux entreprises, à leurs mandataires et aux curateurs les différents messages électroniques et courriers recommandés qui doivent l'être conformément au prescrit légal mais aussi de pouvoir communiquer avec eux en leur adressant par ce canal toutes les informations et documents pertinents.

L'ONSS favorisera également l'approche proactive de sorte que, plus que par le passé, il sera procédé à un accompagnement des employeurs ayant des problèmes de paiement au moyen de mesures tels des plans de paiement. Pour la communication dans ce cadre, l'eBox sera en mesure de représenter une valeur ajoutée significative » (*ibid.*, pp. 5-6).

Il est également exposé :

« Toutes les communications émanant de l'ONSS se font au moyen d'une technique électronique via la boîte mail sécurisée à partir de la date d'entrée en vigueur du présent article. Durant une période de transition l'ONSS continuera à envoyer certains documents en format papier aux employeurs qui n'ont pas encore activé leur e-Box entreprise, documents accompagnés d'une invitation à activer leur e-Box sans tarder.

[...]

Dès lors, complémentirement à la communication susvisée, il est créé la possibilité de rendre dorénavant obligatoire toute autre communication de manière électronique via la boîte mail sécurisée. Le Roi peut à cette fin en déterminer le moment, le cas échéant par institution, secteur ou échange de données, après avis du Comité de Gestion de la Banque-carrefour de la sécurité sociale » (*ibid.*, p. 11).

B.4.1. La loi du 1^{er} décembre 2016 permet également « à travers une concession, le développement d'une plateforme informatisée visant à optimiser les relations avec les huissiers de justice dans le cadre de ce recouvrement par voie de contrainte » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2082/001, p. 3).

B.4.2. En ce qui concerne cette plateforme électronique, les travaux préparatoires exposent :

« En vue d'améliorer encore la numérisation de ses activités, l'ONSS est également habilitée par le présent projet de loi à mettre sur pied une plateforme informatique unique, dont la gestion sera confiée à un opérateur par voie de concession de services publics. Cet outil informatique permettra à l'ONSS de centraliser les titres exécutoires des créances impayées dont il a la charge sur une plateforme numérique qui assurera ensuite une transmission automatisée des dossiers de recouvrement vers les huissiers de justice territorialement compétents, ainsi que le suivi administratif et la communication entre les huissiers et l'ONSS par rapport aux actes pour lesquels leur intervention est requise » (*ibid.*, p. 6).

B.5. Il ressort de ce qui précède que la loi du 1^{er} décembre 2016 généralise l'usage de la contrainte pour le recouvrement des créances non contestées de l'ONSS.

Dans le contexte de cette procédure de recouvrement par voie de contrainte, les outils numériques sont renforcés.

D'une part, la loi attaquée prévoit que l'ONSS est autorisé à créer une plateforme informatique unique, dont la gestion sera confiée à un opérateur par voie de concession de services publics, en vue du recouvrement des cotisations dues à l'ONSS. Cette plateforme numérique permettra de centraliser les titres exécutoires des créances impayées et « assurera ensuite une transmission automatisée des dossiers de recouvrement vers les huissiers de justice territorialement compétents, ainsi que le suivi administratif et la communication entre les huissiers et l'ONSS par rapport aux actes pour lesquels leur intervention est requise » (*ibid.*, p. 6).

D'autre part, la généralisation, par phases successives, de l'e-Box entreprise vise à apporter une « valeur ajoutée significative » afin d'accompagner « les employeurs ayant des problèmes de paiement au moyen de mesures tels des plans de paiement » (*ibid.*).

Quant à l'étendue du recours et du contrôle de la Cour

B.6. La Cour détermine l'étendue du recours en annulation à partir du contenu de la requête, et en particulier sur la base de l'exposé des moyens. La Cour limite son examen aux dispositions contre lesquelles des moyens sont dirigés.

Il ressort de l'exposé des moyens que les griefs de la partie requérante portent uniquement sur l'article 40 de la loi du 27 juin 1969 « révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs » (ci-après : la loi du 27 juin 1969), tel qu'il a été remplacé par l'article 4 de la loi du 1^{er} décembre 2016. Sont plus précisément critiqués le mode d'établissement de la contrainte (article 40, §§ 2 et 3, de la loi du 27 juin 1969), les modalités de recours contre la contrainte (article 40, § 5, alinéa 2, de la loi du 27 juin 1969) et la possibilité de concession de service public en vue de la gestion d'une plateforme électronique destinée au recouvrement des créances impayées de l'ONSS (article 40, § 8, de la loi du 27 juin 1969).

La Cour limite son examen à ces parties de la disposition attaquée contre lesquelles des moyens sont dirigés; elle ne se prononce dès lors pas sur la constitutionnalité de l'article 40 de la loi du 27 juin 1969, tel qu'il a été remplacé par l'article 4 de la loi du 1^{er} décembre 2016, en ce qu'il généralise le recours à la contrainte pour le recouvrement des créances non contestées de l'ONSS.

B.7.1. Le Conseil des ministres souligne que l'article 40, §§ 2 et 3, et § 5, alinéa 2, de la loi du 27 juin 1969, tel qu'il a été inséré par l'article 4 de la loi du 1^{er} décembre 2016, n'est pas une disposition nouvelle, dès lors que son contenu figurait déjà dans les articles 43*bis* à 43*quater* de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 « pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs » (ci-après : l'arrêté royal du 28 novembre 1969) et que ces articles n'ont jamais été contestés devant le Conseil d'État.

B.7.2. Avant l'entrée en vigueur de la loi du 1^{er} décembre 2016, l'article 40 de la loi du 27 juin 1969 permettait déjà à l'ONSS de recourir à la contrainte, selon les modalités prévues par les articles 43*bis* à 43*sexies* de l'arrêté royal du 28 novembre 1969, tels qu'ils avaient été insérés par l'arrêté royal du 5 août 1991 « organisant le recouvrement par voie de contrainte de certaines sommes dues à l'Office national de sécurité sociale ».

Avant leur abrogation par l'article 6 de la loi du 1^{er} décembre 2016, les articles 43*bis* à 43*sexies* de l'arrêté royal du 28 novembre 1969, tels qu'ils avaient été insérés par l'arrêté royal du 5 août 1991, disposaient :

« Art. 43*bis*. Les cotisations, majorations, cotisations de cotisations, intérêts de retard, les indemnités forfaitaires y compris les majorations et sommes visées aux articles 30*bis*, et 30*ter* de la loi peuvent être, dans les catégories de cas à déterminer par l'Office national de sécurité sociale, recouvrés par voie de contrainte à partir du moment où est rendu exécutoire le rôle spécial auquel ils sont mentionnés.

Le rôle rendu exécutoire vaut titre exécutoire en vue du recouvrement.

Les rôles sont rendus exécutoires par l'administrateur général, l'administrateur général adjoint ou un membre du personnel désigné à cette fin par le comité de gestion.

Art. 43*ter*. La contrainte de l'Office national de sécurité sociale est décernée par l'administrateur général, l'administrateur général adjoint ou un membre du personnel désigné à cette fin par le comité de gestion et est signifiée au débiteur par exploit d'huissier de justice.

Elle contient commandement de payer dans les 24 heures, à peine d'exécution par voie de saisie, de même qu'une justification comptable des sommes exigées ainsi que copie de l'exécutoire.

Art. 43*quater*. Le débiteur peut former opposition à la contrainte devant le tribunal de son domicile ou siège social.

L'opposition est motivée à peine de nullité; elle est formée au moyen d'une citation à l'Office national de sécurité sociale par exploit d'huissier dans les 15 jours de la signification de la contrainte.

Art. 43*quinquies*. L'Office national de sécurité sociale peut faire pratiquer la saisie conservatoire et exécuter la contrainte en usant des voies d'exécution prévues à la cinquième partie du Code judiciaire.

Les paiements partiels effectués en suite de la signification d'une contrainte ne font pas obstacle à la continuation des poursuites.

Art. 43*sexies*. Les frais de signification de la contrainte de même que les frais de l'exécution ou des mesures conservatoires sont à charge du débiteur.

Ils sont déterminés suivant les règles établies pour les actes accomplis par les huissiers de justice en matière civile et commerciale ».

B.7.3. La ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a exposé, à cet égard :

« Jusqu'à présent, la contrainte pouvait être imposée en vertu de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs. Pour des raisons de transparence et de sécurité juridique, il est désormais opté pour un ancrage légal de l'ensemble de la réglementation » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2082/003, p. 7; voy. aussi *Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2082/001, pp. 3 et 8).

Avant l'entrée en vigueur de la loi du 1^{er} décembre 2016, le recours à la contrainte de l'ONSS restait exceptionnel (*ibid.*, pp. 4-5).

B.7.4. Le législateur du 1^{er} décembre 2016 s'est approprié le contenu de dispositions règlementaires, dans le contexte d'une généralisation du recouvrement des cotisations sociales par voie de contrainte, et ce, à partir du 1^{er} janvier 2017, date d'entrée en vigueur de la loi du 1^{er} décembre 2016. L'insertion du contenu d'un arrêté dans une disposition légale a pour conséquence que le Conseil d'État et les cours et tribunaux ne peuvent se prononcer sur ce contenu, le contrôle de ce dernier relevant de la compétence de la Cour.

Quant au fond

En ce qui concerne le premier moyen

B.8. Le premier moyen est pris de la violation des articles 10, 11, 13 et 23 de la Constitution, combinés ou non avec les articles 6 et 13 de la Convention européenne des droits de l'homme, avec l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, avec le principe de proportionnalité, avec le principe de légalité, avec le principe de la sécurité juridique et avec l'obligation de *standstill*.

La partie requérante invoque une atteinte substantielle au droit d'accès au juge en ce que l'opposition à la contrainte ne peut être formée que par la voie d'une citation, à l'exclusion d'une requête contradictoire (première branche), dans un délai de quinze jours à dater de la signification de la contrainte (deuxième branche), sans procédure administrative préalable permettant à l'employeur de contester les montants réclamés avant la délivrance de la contrainte (troisième branche) et avec une possibilité trop large de délégation à un membre du personnel de l'ONSS (quatrième branche).

Il en résulterait une régression injustifiée des droits des justiciables, tant par rapport au droit d'accès au juge que par rapport au droit à la sécurité sociale protégé par l'article 23 de la Constitution.

B.9.1. L'article 13 de la Constitution implique un droit d'accès au juge compétent. Ce droit est également garanti par l'article 6, paragraphe 1, de la Convention européenne des droits de l'homme, par l'article 14, paragraphe 1, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et par un principe général de droit.

L'article 13 de la Convention européenne des droits de l'homme garantit le droit à un recours effectif devant une instance nationale à toute personne dont les droits et libertés mentionnés dans cette Convention ont été violés.

L'article 47 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne garantit le droit à un recours effectif et à accéder à un tribunal impartial.

B.9.2. Les articles 10 et 11 de la Constitution garantissent le principe d'égalité et de non-discrimination.

B.9.3. L'article 23 de la Constitution dispose que chacun a le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine, et charge les différents législateurs de garantir les droits économiques, sociaux et culturels y mentionnés, dont « 2° le droit à la sécurité sociale [...] ».

B.10.1. Lorsque sont en cause des dispositions garantissant des droits fondamentaux dont le respect peut être invoqué directement devant un juge, le fait d'invoquer une obligation de *standstill* n'est pas pertinent.

B.10.2. Comme la Cour l'a jugé par son arrêt n° 62/2018 du 31 mai 2018, il n'existe pas d'obligation de *standstill* découlant des dispositions constitutionnelles et conventionnelles invoquées, à l'exception de l'article 23 de la Constitution.

B.11.1. L'article 23 de la Constitution contient une obligation de *standstill* qui interdit au législateur compétent de réduire significativement le degré de protection offert par la législation applicable, sans qu'existent pour ce faire des motifs d'intérêt général.

B.11.2. Si des cotisations de sécurité sociale participent du droit à la sécurité sociale garanti par l'article 23, alinéa 3, 2°, de la Constitution, il n'en va pas de même des modalités de recouvrement de ces cotisations, à tout le moins lorsqu'elles ne sont pas susceptibles de porter atteinte à la substance même du droit à la sécurité sociale.

Une procédure de recouvrement par voie de contrainte des créances impayées de l'ONSS n'est pas susceptible de porter atteinte à la substance du droit à la sécurité sociale. La disposition attaquée ne saurait, partant, violer le droit à la sécurité sociale, garanti par l'article 23, alinéa 3, 2°, de la Constitution.

B.11.3. Le premier moyen, en ce qu'il est pris de la violation de l'obligation de *standstill*, n'est pas fondé.

B.12. Il convient maintenant d'examiner si la disposition attaquée viole les autres dispositions constitutionnelles et conventionnelles, combinées le cas échéant avec les autres principes précités qui sont invoqués dans le moyen.

La Cour examine d'abord les troisième et quatrième branches du moyen, qui concernent la délivrance de la contrainte (article 40, §§ 2 et 3, de la loi du 27 juin 1969), puis les deux premières branches du moyen, qui concernent les modalités de recours contre la contrainte (article 40, § 5, alinéa 2, de la loi du 27 juin 1969).

En ce qui concerne la délivrance de la contrainte (article 40, §§ 2 et 3, de la loi du 27 juin 1969)

B.13. Dans la troisième branche du moyen, la partie requérante critique l'absence de procédure amiable préalable à la contrainte, qui empêcherait le débiteur de cotisations sociales d'en contester les montants et l'obligerait dès lors à recourir à une procédure judiciaire pour s'opposer à la contrainte.

Les débiteurs de cotisations sociales soumis au régime des travailleurs salariés seraient ainsi discriminés par rapport aux débiteurs de cotisations sociales soumis au régime des travailleurs indépendants, à l'égard desquels la contrainte ne peut être utilisée que pour autant que l'assujetti n'ait pas contesté les sommes dues aux caisses d'assurances sociales (article 47bis, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 19 décembre 1967) et après un dernier rappel par envoi recommandé (article 46 de l'arrêté royal du 19 décembre 1967).

B.14.1. L'article 20, § 7, de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, modifié par la loi du 20 juillet 2005, dispose :

« Sans préjudice de leur droit de citer devant le juge, les caisses visées par le présent article peuvent, en tant qu'organismes percepteurs des cotisations, également procéder au recouvrement des sommes qui leur sont dues par voie de contrainte.

Le Roi règle les conditions et les modalités de poursuite par voie de contrainte ainsi que les frais résultant de la poursuite et leur mise à charge ».

Cette disposition a été adoptée en vue d'étendre, en ce qui concerne le régime des travailleurs indépendants, la possibilité de recouvrement des cotisations sociales par voie de contrainte qui avait été introduite dans le régime des travailleurs salariés (articles 40 et 40bis de la loi du 27 juin 1969, respectivement remplacé et inséré par les lois des 4 août 1978 et 3 juillet 2005).

B.14.2. Mettant en œuvre l'article 20, § 7, de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 précité, les articles 46 et 47bis de l'arrêté royal du 19 décembre 1967 « portant règlement général en exécution de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants » (ci-après : l'arrêté royal du 19 décembre 1967) disposent :

« Art. 46. Avant de procéder au recouvrement judiciaire ou au recouvrement par voie de contrainte, les caisses d'assurances sociales doivent, en tout état de cause, envoyer à l'assujetti un dernier rappel par lettre recommandée à la poste mentionnant les sommes sur lesquelles portera ledit recouvrement.

Ce rappel peut être envoyé par l'intermédiaire d'un huissier de justice.

Ce rappel doit mentionner, à peine de nullité, qu'à défaut pour l'assujetti de contester les sommes qui lui sont réclamées ou de solliciter et d'obtenir des termes et délais de paiement, par lettre recommandée à la poste, dans le mois de la signification ou de la notification du rappel, la caisse d'assurances sociales pourra procéder au recouvrement de ces sommes par la voie d'une contrainte.

L'octroi de termes et délais par la caisse d'assurances sociales suspend la délivrance d'une éventuelle contrainte ainsi que le recouvrement par voie judiciaire pour autant que l'accord passé entre la caisse d'assurances sociales et l'assujetti soit respecté par ce dernier ».

« Art. 47bis. § 1^{er}. Pour l'application de l'article 20, § 7, de l'arrêté royal n° 38, les cotisations, ainsi que les majorations, intérêts de retard et autres accessoires peuvent être recouverts par voie de contrainte par la caisse d'assurances sociales à laquelle ils sont dus pour autant que l'assujetti n'ait pas contesté les sommes qui lui ont été réclamées ou sollicité et obtenu l'octroi de termes et délais de paiement, dans les conditions et délai énoncés à l'article 46.

§ 2. Les cotisations, ainsi que les majorations, intérêts de retard et autres accessoires peuvent être recouverts par voie de contrainte par la caisse d'assurances sociales à laquelle ils sont dus à partir du moment où est rendu exécutoire le rôle spécial auquel ils sont mentionnés.

Le rôle spécial contient :

1° les coordonnées de la caisse d'assurances sociales créancière;

2° les nom, prénom, adresse et numéro national du travailleur indépendant débiteur ou, le cas échéant, de la personne solidairement responsable du paiement des cotisations, ou les dénomination, siège et numéro d'entreprise si cette dernière est une personne morale;

3° un décompte détaillé des cotisations, majorations, intérêts de retard et autres accessoires dus à la caisse et pour le recouvrement desquels elle procède par voie de contrainte;

4° la motivation de l'utilisation de la contrainte;

- 5° la date du visa exécutoire;
- 6° la date d'envoi;
- 7° la date ultime de paiement;
- 8° les recours dont dispose le débiteur ainsi que les délais dans lesquels il peut les introduire valablement.

Le rôle rendu exécutoire vaut titre exécutoire en vue du recouvrement.

Les rôles sont rendus exécutoires par un ou plusieurs membres du personnel de la caisse d'assurances sociales créancière, désignés à cette fin par le conseil d'administration et dûment agréés par le Ministre des Classes moyennes.

§ 3. La contrainte de la caisse d'assurances sociale créancière est décernée par un membre de son personnel désigné à cette fin par le conseil d'administration.

§ 4. La contrainte est signifiée au débiteur par exploit d'huissier. La signification contient commandement de payer dans les 24 heures, à peine d'exécution par voie de saisie, de même qu'une justification comptable des sommes exigées ainsi qu'une copie de l'exécutoire.

Les intérêts moratoires tels que prévus à l'article 1153 du Code civil sont dus à partir du jour de la signification.

§ 5. Le débiteur peut former opposition à la contrainte devant le tribunal du travail de son domicile ou de son siège social.

L'opposition est motivée à peine de nullité; elle est formée au moyen d'une citation à la caisse d'assurances sociales par exploit d'huissier dans le mois de la signification de la contrainte, sans préjudice de l'application des articles 50, alinéa 2, et 55 du Code judiciaire.

L'exercice de l'opposition suspend l'exécution de la contrainte jusqu'à ce qu'il ait été statué sur son bien-fondé.

§ 6. La caisse d'assurances sociales créancière peut faire pratiquer la saisie conservatoire et exécuter la contrainte en usant des voies d'exécution prévues à la cinquième partie du Code judiciaire.

Les paiements partiels effectués en suite de la signification d'une contrainte ne font pas obstacle à la continuation des poursuites.

§ 7. Les frais de signification de la contrainte de même que les frais de l'exécution ou des mesures conservatoires sont à charge du débiteur.

Ils sont déterminés suivant les règles établies pour les actes accomplis par les huissiers de justice en matière civile et commerciale ».

B.15.1. L'article 40, § 2, de la loi du 27 juin 1969, tel qu'il a été remplacé par la loi du 1^{er} décembre 2016, dispose :

« Les cotisations, majorations de cotisations, intérêts de retard, les indemnités forfaitaires y compris les majorations et sommes visées aux articles 30bis et 30ter peuvent être recouvrés par voie de contrainte à partir du moment où est rendu exécutoire le rôle spécial auquel ils sont mentionnés.

Un rôle rendu exécutoire vaut titre exécutoire en vue du recouvrement.

Les rôles sont rendus exécutoires par l'administrateur général, l'administrateur général adjoint ou un membre du personnel délégué à cette fin par le Comité de gestion ».

B.15.2. Cette disposition permet à l'ONSS de se délivrer un titre exécutoire en vue du recouvrement des « cotisations, majorations de cotisations, intérêts de retard, [des] indemnités forfaitaires y compris les majorations et sommes visées aux articles 30bis et 30ter ».

B.16.1. La Cour doit examiner si, en ce que la disposition attaquée n'organise pas la procédure préalable à la délivrance de la contrainte en vue du recouvrement des montants précités, cette disposition crée une différence de traitement injustifiée entre les débiteurs de cotisations sociales, selon qu'ils relèvent du régime des travailleurs salariés ou du régime des travailleurs indépendants.

B.16.2. La différence de traitement entre certaines catégories de personnes qui découle de l'application de règles procédurales différentes dans des circonstances différentes n'est pas discriminatoire en soi. Il ne pourrait être question de discrimination dans ce cadre, l'eBox sera en mesure de représenter une valeur ajoutée significative » (*Doc. parl., Chambre, 2016-2017, DOC 54-2082/001, p. 6*).

B.17.1. En ce qui concerne la communication avec les employeurs, préalablement à l'usage de la contrainte, les travaux préparatoires indiquent :

« L'ONSS favorisera également l'approche proactive de sorte que, plus que par le passé, il sera procédé à un accompagnement des employeurs ayant des problèmes de paiement au moyen de mesures tels des plans de paiement. Pour la communication dans ce cadre, l'eBox sera en mesure de représenter une valeur ajoutée significative » (*Doc. parl., Chambre, 2016-2017, DOC 54-2082/001, p. 6*).

B.17.2. Dans le cadre du rapport fait au nom de la commission des Affaires sociales, la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a également expliqué :

« La contrainte ne sera toutefois pas introduite sans discernement. Il se déduit en outre du constat que la plupart des actions en justice intentées par l'ONSS aboutissent à l'établissement de plans de paiement judiciaires qu'il convient également d'améliorer la procédure administrative. En effet, il va de soi que tout employeur qui éprouve des difficultés de paiement et qui a dès lors demandé un plan de paiement au tribunal fera opposition devant le tribunal lorsqu'il recevra une contrainte afin de récupérer l'avantage dudit plan de paiement.

La généralisation sans discernement de la contrainte pourrait ainsi avoir comme conséquence que le nombre d'affaires en justice concernant les cotisations de l'ONSS ne diminue pas de manière significative. Il est donc préférable de ne pas mettre directement le couteau sur la gorge de l'employeur confronté à des difficultés de paiement temporaires, mais de lui laisser une marge de manœuvre au moyen d'un plan de remboursement administratif.

La généralisation de la contrainte s'accompagnera dès lors d'un renforcement du régime actuel des plans de remboursement administratif afin d'éviter la mise en faillite d'entreprises de bonne foi qui éprouvent néanmoins des difficultés de paiement temporaires.

[...]

Dès lors que la généralisation de l'utilisation de la contrainte et (surtout) le renforcement du recours aux plans de paiement entraînera une augmentation du nombre d'envois recommandés, le projet de loi à l'examen prévoit aussi que ces envois s'effectueront par voie électronique dans tout le secteur de la sécurité sociale, ce qui se traduira, sur le plan technique, par l'utilisation d'une e-box.

Afin d'éviter qu'un employeur soit soudainement confronté à une saisie parce qu'il n'a pas prêté attention à sa e-box, une entrée en vigueur en phases est prévue. Le timing des envois recommandés au moyen de l'ebox sera fixé par un arrêté royal, sur lequel le comité de gestion de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale devra donner son avis » (*Doc. parl., Chambre, 2016-2017, DOC 54-2082/003, pp. 3-4*).

B.17.3. À des questions soulevées par des parlementaires, la ministre a également répondu :

« La contrainte peut bel et bien être contestée :

- lorsque l'ONSS est déjà intervenu d'office, l'employeur en est informé par un envoi recommandé. Dans ce cas, il a la possibilité de contester administrativement la décision, ce qui entraînera une suspension du recouvrement, à moins qu'il ne soit question de fraude manifeste ou que les dettes risquent d'être prescrites;

- en l'absence de contestation, l'ONSS procède au recouvrement administratif des dettes. Si l'employeur ne paie pas, il recevra une mise en demeure. S'il ne paie toujours pas et qu'il ne convient pas d'un plan de paiement avec l'ONSS, celui-ci rédigera une contrainte qui pourra encore faire l'objet d'un recours devant le tribunal du travail » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2082/003, p. 8).

B.17.4. La ministre a également indiqué que le délai de quinze jours pour former opposition « est précédé d'un délai de trois mois au cours duquel l'ONSS prend déjà contact à trois reprises avec les employeurs visés » (*ibid.*, p. 10).

B.18.1. En vertu de l'article 21, alinéa 1^{er}, de la loi du 27 juin 1969, tout employeur assujéti est tenu de faire parvenir à l'ONSS une déclaration justificative du montant des cotisations dues.

En vertu de l'article 34, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969, le montant des cotisations est dû par l'employeur à l'ONSS aux quatre dates suivantes de chaque année : 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

B.18.2. L'article 22 de la loi du 27 juin 1969 prévoit qu'en l'absence de déclaration trimestrielle ou en cas de déclaration incomplète ou inexacte, l'Office national de sécurité sociale établit d'office le montant des cotisations dues, sur la base des éléments déjà en sa possession ou sur la base des renseignements recueillis auprès de l'employeur (article 22, alinéa 1^{er}) et que le montant de la créance établie est « notifié à l'employeur (ou au curateur) par lettre recommandée » (article 22, alinéa 2).

Dans cette hypothèse, l'employeur reçoit une notification par lettre recommandée de la créance de cotisations sociales établie d'office par l'ONSS.

B.18.3. L'article 28, § 1^{er}, de la loi du 27 juin 1969 prévoit que l'employeur qui ne verse pas les cotisations dans les délais fixés par le Roi est redevable d'une majoration de cotisation et d'un intérêt de retard fixé à 7 % (article 28, § 1^{er}, alinéa 1^{er}); la majoration de cotisation ne peut toutefois être supérieure à 10 % des cotisations dues (article 28, § 1^{er}, alinéa 2).

Le non-respect des obligations de déclaration et de versement des cotisations sociales fait l'objet d'une indemnité forfaitaire (articles 28, § 2, 29 et 30), pour laquelle l'ONSS peut décider d'accorder à l'employeur une exonération ou une réduction.

Les articles 30bis et 30ter de la loi du 27 juin 1969 prévoient des hypothèses de responsabilité solidaire pour le paiement des dettes sociales.

B.18.4. En ce qui concerne les possibilités de recouvrement amiable, l'article 40bis de la loi du 27 juin 1969, inséré par l'article 43 de la loi du 3 juillet 2005 portant des dispositions diverses relatives à la concertation sociale, dispose :

« L'Office peut octroyer amiablement des termes et délais à ses débiteurs, selon les conditions et modalités déterminées par le Roi après avis du Comité de gestion, avant de citer devant le juge ou de procéder par voie de contrainte ».

B.18.5. Figurant sous la section 4 « Recouvrement amiable » du Chapitre III de l'arrêté royal du 28 novembre 1969, les articles 43octies et 43decies de l'arrêté royal du 28 novembre 1969, tels qu'ils ont été remplacés par l'arrêté royal du 1^{er} décembre 2016, organisent la possibilité, pour l'ONSS, d'octroyer un ou des plans d'apurement aux employeurs qui en font la demande, préalablement au recouvrement par voie de contrainte :

« Art. 43octies. L'Office peut octroyer un ou des plan(s) d'apurement, consistant en des termes et délais amiablement octroyés aux employeurs débiteurs qui en font la demande, dès lors que celle-ci porte sur toute la dette échue à la date à laquelle la demande est introduite ou sur une dette à échoir dont le montant en cotisations est connu par l'ONSS.

Conformément à l'article 40bis de la loi du 27 juin 1969 et par dérogation à l'alinéa 1^{er}, sont cependant exclues de la possibilité d'obtention d'un plan d'apurement les dettes échues faisant déjà l'objet de poursuites judiciaires ou de recouvrement par voie de contrainte par l'Office ».

« Art. 43decies. § 1^{er}. Le plan d'apurement visé à l'article 43octies ne dépasse pas douze mensualités.

Elles peuvent cependant s'étendre jusqu'à vingt-quatre mensualités lorsque l'employeur démontre à l'aide de tous les éléments et/ou documents sollicités par l'Office que l'octroi d'un délai supérieur à douze mensualités est l'unique moyen de pouvoir apurer sa dette tout en maintenant la viabilité de son entreprise.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 2, la requête de l'employeur fait l'objet d'une analyse financière approfondie sur base des documents comptables et financiers de l'entreprise ainsi que de tout document probant quant à la viabilité de celle-ci.

§ 2. L'Office calcule les paiements mensuels sur une dette établie compte tenu des sanctions civiles applicables et d'un calcul des intérêts, arrondi à l'euro supérieur, anticipant l'apurement de la dette en cotisations prévu dans le plan d'apurement.

Le plan prévoit toujours un premier paiement immédiat, au plus tard dans les dix jours qui suivent la date présumée de réception du plan de paiement.

La surveillance du respect d'un plan de paiement par l'employeur a lieu une fois par mois et tient compte des échéances convenues.

§ 3. Le plan d'apurement est envoyé par lettre recommandée et sort ses effets le 3^e jour ouvrable suivant la date de son expédition, sauf si le destinataire apporte la preuve du fait qu'il a reçu l'envoi recommandé après ce délai de trois jours auquel cas cette nouvelle date sera prise en compte ».

B.19.1. Bien que la disposition attaquée ne détaille pas la procédure préalable à la délivrance de la contrainte, il ressort des travaux préparatoires cités en B.17 que la contrainte ne peut être décernée par l'ONSS que si elle a été précédée de plusieurs contacts avec l'employeur, le cas échéant, par le canal de la e-Box entreprise, pendant un délai minimal au cours duquel l'employeur doit avoir eu la possibilité de prendre connaissance et de contester, le cas échéant, les montants dus et de solliciter un plan de recouvrement amiable.

L'existence d'une procédure administrative préalable à la délivrance de la contrainte est également confirmée par les documents communiqués par le Conseil des ministres, qui montrent que le Comité de gestion de l'ONSS a souligné en avril et en mai 2016 la nécessité d'une démarche proactive de l'ONSS, et notamment la nécessité de contacts directs et rapides avec les employeurs, comme une condition de l'effectivité de la généralisation de la contrainte.

B.19.2.1. La procédure préalable à la délivrance de la contrainte doit par ailleurs s'interpréter compte tenu du fait que la contrainte ne peut être délivrée par l'ONSS pour le recouvrement de « cotisations, majorations de cotisations, intérêts de retard [et] indemnités forfaitaires y compris les majorations et sommes visées aux articles 30bis et 30ter », que pour autant que ces montants n'aient pas été contestés par l'employeur débiteur.

Le recours à la contrainte généralisée est en effet conçu pour « toutes les dettes non contestées » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2082/001, p. 3; voy. aussi *ibid.*, p. 4). Le fait que la contrainte ne peut être décernée que pour des « cotisations incontestablement dues » est aussi confirmé dans les travaux préparatoires de la loi du 3 juillet 2005 portant des dispositions diverses relatives à la concertation sociale, précitée, qui a inséré l'article 40bis de la loi du 27 juin 1969 concernant les termes et délais amiables (*Doc. parl.*, Chambre, 2004-2005, n° 1767/003, p. 24).

B.19.2.2. Le caractère « non contesté » des créances de cotisations sociales qui peuvent faire l'objet de la contrainte délivrée par l'ONSS a pour conséquence que doit être organisée, préalablement à la délivrance de la contrainte, une procédure assurant la possibilité, pour le débiteur concerné, de contester les créances en cause.

B.19.3. Il découle de ce qui précède que la condition selon laquelle il doit s'agir de créances de cotisations sociales non contestées et la condition selon laquelle le débiteur doit avoir été mis en demeure par lettre recommandée préalablement à l'envoi de la contrainte de l'ONSS impliquent qu'une contrainte ne peut être valablement décernée qu'après que le débiteur a ignoré, par son absence de réaction, plusieurs possibilités de contester les prétentions de l'ONSS. En effet, le caractère non contesté de la créance implique qu'au moment où la contrainte de l'ONSS est décernée, il n'existe aucun « litige » réel au sujet duquel un juge doit se prononcer.

B.20.1. Ces exigences préalables au recouvrement par voie de contrainte sont, pour le surplus, directement inspirées de la procédure de recouvrement organisée par les articles 46 et 47bis de l'arrêté royal du 19 décembre 1967, ainsi que de la procédure de recouvrement de dettes d'argent non contestées, organisée par les articles 1394/20 et suivants du Code judiciaire, insérés par les articles 33 et suivants de la loi du 19 octobre 2015 « modifiant le droit de la procédure civile et portant des dispositions diverses en matière de justice » (loi « Pot-Pourri I »). Comme il a d'ailleurs été dit en B.2.2, la loi attaquée s'inscrit dans le prolongement de la loi Pot-Pourri I.

B.20.2. La mise en demeure préalable à la contrainte doit permettre à l'employeur débiteur (1) de prendre connaissance d'une description claire et d'une justification des différents montants qui lui sont réclamés et qui feront, le cas échéant, l'objet du recouvrement par voie de contrainte (cotisations, majorations de cotisations, intérêts de retard, indemnités forfaitaires y compris les majorations et sommes visées aux articles 30bis et 30ter), (2) de contester ces montants auprès de l'ONSS ou (3) de solliciter un plan de recouvrement amiable qui suspendrait la délivrance d'une éventuelle contrainte. Cette mise en demeure doit énoncer les possibilités dont dispose le débiteur pour réagir, et doit déterminer les modalités de contestation de la créance.

Par conséquent, si après avoir reçu la mise en demeure par lettre recommandée, l'employeur débiteur conteste, même de façon sommaire, l'existence, le montant ou l'exigibilité de la dette de cotisations sociales, la disposition attaquée ne peut être appliquée, même si cette contestation n'est manifestement pas fondée. Dans ce cas, l'ONSS doit s'adresser au juge compétent pour contraindre le débiteur au paiement de la créance contestée. Toutefois, le simple défaut de paiement de la dette ne constitue pas en soi une contestation permettant d'exclure la possibilité de décerner une contrainte.

B.20.3. Les exigences préalables, mentionnées en B.20.2, constituent en effet des garanties essentielles pour le débiteur de cotisations sociales, mais aussi des conditions indispensables pour atteindre l'objectif poursuivi en l'espèce, à savoir une diminution du contentieux pour les créances « non contestées » de l'ONSS.

B.20.4. Il ressort par ailleurs des travaux préparatoires cités en B.3 que le législateur a décidé, dans le cadre de la généralisation de la contrainte, d'instaurer, à terme, l'usage généralisé d'une e-Box entreprise, pour les communications avec les employeurs, conçue comme représentant « une valeur ajoutée significative » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2082/001, p. 6).

Même si l'usage obligatoire de l'e-Box pour toutes les communications entre les institutions de sécurité sociale et une entreprise, un mandataire ou un curateur n'est pas encore en vigueur, il appartient à l'ONSS de veiller à assurer une communication avec les employeurs qui respecte les garanties énumérées en B.20.2.

B.21. Dans la mesure où le législateur a omis de prévoir une procédure préalable à la délivrance de la contrainte par l'ONSS et de définir les exigences auxquelles cette procédure doit répondre, le débiteur de l'ONSS se trouve privé, sans justification, des garanties essentielles énumérées en B.20.2.

B.22. Le moyen, en sa troisième branche, est fondé, mais uniquement en ce que l'article 40 de la loi du 27 juin 1969 ne prévoit pas une procédure préalable à la délivrance de la contrainte et contenant les garanties énumérées en B.20.2.

Il appartient au législateur de formaliser ces garanties en adoptant une disposition qui complète l'article 40 de la loi du 27 juin 1969.

B.23. Dès lors qu'une contrainte qui ne respecterait pas ces garanties essentielles ne pourrait constituer un titre exécutoire valable, il convient de maintenir les effets de la disposition attaquée, dans la mesure indiquée dans le dispositif.

B.24. Dans la quatrième branche du moyen, la partie requérante critique le fait que la compétence de délivrer le titre exécutoire (en l'espèce la contrainte) et, préalablement, la compétence de déterminer le montant des cotisations sociales impayées soient attribuées à des agents de l'ONSS, avec une possibilité trop large de délégation et sans contrôle juridictionnel préalable avant la délivrance du titre exécutoire.

B.25. L'article 40, § 2, alinéa 3, de la loi du 27 juin 1969, tel qu'il a été remplacé par la loi du 1^{er} décembre 2016, dispose :

« Les rôles sont rendus exécutoires par l'administrateur général, l'administrateur général adjoint ou un membre du personnel délégué à cette fin par le Comité de gestion ».

Ce rôle rendu exécutoire vaut titre exécutoire (article 40, § 2, alinéa 2), en vue du recouvrement par voie de contrainte des « cotisations, majorations de cotisations, intérêts de retard, [et] indemnités forfaitaires y compris les majorations et sommes visées aux articles 30bis et 30ter » (article 40, § 2, alinéa 1^{er}).

L'article 40, § 3, de la loi du 27 juin 1969, tel qu'il a été remplacé par la loi du 1^{er} décembre 2016, dispose :

« La contrainte de l'Office national de sécurité sociale est décernée par l'administrateur général, l'administrateur général adjoint ou un membre du personnel délégué à cette fin par le Comité de gestion ».

B.26. L'exposé des motifs de la loi du 1^{er} décembre 2016 indique à ce sujet :

« Le paragraphe 2 du nouvel article 40 reprend le contenu de l'actuel article 43bis de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, qui traite du rôle et du fait de rendre exécutoire ce rôle.

Afin de mettre le texte en concordance avec l'utilisation généralisée de la contrainte, un certain nombre de modifications rédactionnelles ont été apportées. Le renvoi actuel au recouvrement par voie de contrainte dans les catégories de cas à déterminer par l'Office national de Sécurité sociale est ainsi devenu superflu et est supprimé. Là où jusqu'ici - outre l'administrateur général et l'administrateur général adjoint - un membre du personnel désigné à cette fin par le Comité de Gestion dispose également du pouvoir de rendre les rôles exécutoires, cette dernière catégorie est dans la nouvelle réglementation remplacée par un membre du personnel auquel ce pouvoir a été délégué par le Comité de gestion.

Le paragraphe 3 du nouvel article 40 reprend une grande partie du contenu de l'article 43^{ter}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal précité du 28 novembre 1969. Ce paragraphe détermine la personne qui rend la contrainte exécutoire. Tout comme pour le rôle rendu exécutoire, la même adaptation terminologique est appliquée ici » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2082/001, pp. 8-9).

B.27. Si, compte tenu de la volonté d'éviter des procédures judiciaires inutiles pour le recouvrement des arriérés de cotisations sociales, il peut être admis que l'ONSS est investi du pouvoir de récupérer ces arriérés par voie de contrainte, il appartient au législateur de ménager un juste équilibre entre les droits des débiteurs concernés et ceux de l'autorité publique investie du pouvoir de décerner des contraintes.

B.28. Conformément à l'article 40, § 2, alinéa 3, et § 3, de la loi du 27 juin 1969, un membre du personnel délégué à cette fin par le Comité de gestion de l'ONSS peut, respectivement, rendre le rôle spécial exécutoire en vue du recouvrement par voie de contrainte et décerner la contrainte.

Cette possibilité de délégation à un agent de l'ONSS est justifiée par la charge administrative que peut représenter la gestion quotidienne du recouvrement par voie de contrainte des cotisations sociales dues à l'ONSS. Il serait en effet irréaliste d'exiger que l'administrateur général ou l'administrateur général adjoint de l'ONSS décernent eux-mêmes les contraintes de l'ONSS.

B.29.1. Cette possibilité de délégation n'est toutefois pas de nature à porter atteinte aux droits des débiteurs concernés.

B.29.2. Le membre du personnel délégué par le Comité de gestion ne peut en effet rendre le rôle spécial exécutoire et décerner la contrainte qu'au nom et pour le compte du créancier public qu'est l'ONSS. Pour l'exercice de cette compétence, l'agent de l'ONSS doit respecter le mode de calcul des montants qui peuvent être recouverts par voie de contrainte, conformément aux articles 14 à 18 et 28 à 30^{ter} de la loi du 27 juin 1969, mais aussi les conditions de délivrance de la contrainte prévues par l'article 40 de la même loi.

B.29.3. La procédure de recouvrement par voie de contrainte prévue par l'article 40 de la loi du 27 juin 1969 concerne uniquement des dettes de cotisations sociales et ne s'applique qu'aux employeurs assujettis soumis aux obligations de déclaration et de paiement des cotisations sociales.

La généralisation de la contrainte vise à décharger les tribunaux d'un contentieux dans lequel il n'y a pas réellement de litige entre les parties. Comme il a été souligné en B.19.2, la possibilité, pour l'ONSS, de se délivrer un titre exécutoire à lui-même ne concerne que « les affaires non contestées » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2082/001, p. 4; voy. aussi *ibid.*, p. 3).

Le recours à la contrainte au profit de l'ONSS ne peut être admis que pour autant qu'il n'y ait pas de contestation de la part de l'employeur débiteur. Cette absence de contestation suppose que soient respectées, préalablement à la délivrance de la contrainte, les exigences essentielles, énumérées en B.20.2, garantissant l'information du débiteur par une mise en demeure par lettre recommandée lui laissant un délai raisonnable pour faire valoir, fût-ce de manière sommaire, ses éventuels motifs de contestation ou pour solliciter un plan d'apurement qui suspendrait le recouvrement.

La procédure de recouvrement par voie de contrainte doit être interrompue à la moindre contestation de la dette, même si celle-ci n'est pas fondée, auquel cas l'affaire doit être soumise au juge. L'employeur débiteur peut donc obtenir, préalablement à la délivrance du titre exécutoire, l'intervention d'un juge qui statue en pleine juridiction, et peut examiner tous les aspects factuels, juridiques et procéduraux de la cause.

B.29.4. Le titre exécutoire ne peut par conséquent être délivré sans intervention judiciaire préalable, le cas échéant par l'agent de l'ONSS délégué à cette fin, que si l'employeur débiteur a négligé de payer sa dette de cotisations sociales et après qu'il n'a pas non plus donné suite à une mise en demeure de payer par lettre recommandée.

La disposition attaquée n'octroie dès lors aucun pouvoir excessif que ce soit à l'ONSS ou à son agent délégué.

B.29.5. Compte tenu de ce qui précède, le droit fondamental à une protection juridictionnelle effective, garanti par l'article 6, paragraphe 1, de la Convention européenne des droits de l'homme et par l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, n'est pas affecté par l'absence de contrôle judiciaire préalable à la délivrance du titre exécutoire, le cas échéant par un agent de l'ONSS délégué à cette fin, dès lors que les créances de cotisations sociales de l'ONSS ne font pas encore l'objet d'une contestation à ce stade de la procédure de recouvrement et que la délivrance de la contrainte n'implique par conséquent aucun pouvoir d'appréciation.

B.30. Le premier moyen, en sa quatrième branche, n'est pas fondé.

En ce qui concerne les modalités de recours contre la contrainte (article 40, § 5, alinéa 2, de la loi du 27 juin 1969)

B.31. Dans la première branche du moyen, la partie requérante critique l'atteinte substantielle au droit d'accès au juge, en ce que l'obligation d'utiliser une citation par huissier de justice, à l'exclusion de la requête contradictoire, pour pouvoir contester la contrainte décernée par l'ONSS entraîne un surcoût financier excessif pour les débiteurs de cotisations sociales.

Dans la deuxième branche du moyen, la partie requérante critique le délai d'opposition à contrainte de quinze jours, qui aurait pour effet d'empêcher et de dissuader les justiciables d'exercer utilement un recours contre les contraintes de l'ONSS.

La Cour examine ces deux branches du moyen conjointement.

B.32.1. Une contrainte qui a été signifiée au débiteur par exploit d'huissier de justice constitue un acte extrajudiciaire qui confère à l'ONSS un titre exécutoire lui permettant de procéder au recouvrement de la créance qui fait l'objet de la contrainte. La signification contient un commandement de payer dans les 24 heures, de même qu'une justification comptable des sommes exigées ainsi que copie de l'exécutoire (article 40, § 4, de la loi du 27 juin 1969).

Sur la base de la contrainte, l'ONSS peut faire pratiquer la saisie conservatoire et faire ordonner les actes d'exécution de droit commun, y compris la saisie mobilière ou immobilière (article 40, § 6, de la loi du 27 juin 1969).

La procédure de la contrainte « peut toujours être arrêtée en cas de paiement des dettes » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2082/003, p. 9).

B.32.2. Conformément à la disposition attaquée, le débiteur dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signification de la contrainte pour former, devant le tribunal du travail, opposition à l'exploit d'huissier de justice lui ayant signifié la contrainte de l'ONSS, et ce, uniquement par voie de citation.

L'opposition est motivée à peine de nullité (article 40, § 5, alinéa 2); elle suspend l'exécution de la contrainte, ainsi que la prescription des créances contenues dans la contrainte, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur son bien-fondé (article 40, § 5, alinéa 3).

B.32.3. L'exposé des motifs indique, en ce qui concerne la disposition qui est devenue l'article 40, § 5, de la loi du 27 juin 1969 :

« Le paragraphe 5 du nouvel article 40 reprend le contenu de l'article 43^{quater} de l'arrêté royal précité du 28 novembre 1969. Ce paragraphe traite de la possibilité de former opposition à la contrainte devant le tribunal du travail, de la procédure à suivre et dans quel délai. Le paragraphe 5 mentionne également que les dispositions relatives aux délais du chapitre VIII, Première partie, du Code judiciaire sont applicables au délai d'opposition. Cet ajout

explicite veille à ce qu'aucune discussion ne puisse avoir lieu au sujet de l'applicabilité de ces dispositions, ce qui favorise la sécurité juridique. Finalement, ce paragraphe 5 prévoit aussi que l'exercice de l'opposition suspend l'exécution et la prescription des créances contenues dans la contrainte, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur son bien-fondé et que les saisies pratiquées auparavant conservent leur caractère conservatoire » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2082/001, p. 9).

B.32.4. Alors qu'un amendement proposait de remplacer le délai de quinze jours par un délai d'un mois pour former opposition à la contrainte, la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a indiqué :

« [Le] délai de quinze jours est précédé d'un délai de trois mois au cours duquel l'ONSS prend déjà contact à trois reprises avec les employeurs visés. De plus, les organisations représentant les employeurs n'ont pas demandé que ce délai soit porté à un mois, et il convient de distinguer, à cet égard, la situation des travailleurs indépendants, qui ne paient des cotisations sociales que pour eux-mêmes, de la situation des entreprises, qui doivent payer les cotisations sociales de leur personnel » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2082/003 p. 10).

Elle a également répondu :

« Quinze jours est un délai raisonnable. Nous prévoyons en outre un système double, incluant l'envoi de messages via l'e-Box ainsi que par e-mail. Ce faisant, nous franchissons une nouvelle étape importante en matière de simplification administrative » (Compte rendu intégral, Chambre, 2016-2017, CRIV 54 PLEN 138, p. 86).

B.33.1. Le droit d'accès au juge constitue un principe général de droit qui doit être garanti à chacun dans le respect des articles 10, 11 et 13 de la Constitution, des articles 6 et 13 de la Convention européenne des droits de l'homme, et de l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Il constitue un aspect essentiel du droit à un procès équitable et est fondamental dans un État de droit. De plus, le droit de s'adresser à un juge concerne tout autant la liberté d'agir en justice que celle de se défendre.

B.33.2.1. Le droit d'accès au juge n'est cependant pas absolu. Il peut faire l'objet de restrictions financières pour autant que celles-ci ne portent pas atteinte à l'essence même de ce droit. Les restrictions à ce droit doivent être raisonnablement proportionnées au but légitime qu'elles poursuivent (CEDH, *Stagno c. Belgique*, 7 juillet 2009, § 25). La réglementation à cet égard doit servir les buts de sécurité juridique et de bonne administration de la justice et ne peut donc induire des restrictions empêchant le justiciable de voir la substance de son litige tranchée par la juridiction compétente (CEDH, 7 juillet 2009, *Stagno c. Belgique*, § 25; 29 mars 2011, *RTBF c. Belgique*, § 69).

B.33.2.2. L'introduction de règles financières est de nature à décourager les procédures non fondées et les frais excessifs et participe d'une bonne administration de la justice et de la sauvegarde des intérêts et droits d'autrui, parmi lesquels l'État en tant que partie au procès (CEDH, 18 juillet 2013, *Klauz c. Croatie*, § 85; 6 septembre 2016, *Cindrić et Bešlić c. Croatie*, § 96).

En soi, l'instauration de frais de procédure liés à l'introduction d'un recours ne porte pas atteinte au droit d'accès au juge, pour autant qu'il ne soit pas imposé de charge excessive à une partie au procès (CEDH, 3 juin 2014, *Harrison McKee c. Hongrie*, §§ 27-28; 6 septembre 2016, *Cindrić et Bešlić c. Croatie*, §§ 96-99 et §§ 121-122).

B.33.3.1. Le droit d'accès au juge, qui constitue un aspect du droit à un procès équitable, peut également être soumis à des conditions de recevabilité, notamment en ce qui concerne l'introduction d'une voie de recours. Ces conditions ne peuvent cependant aboutir à restreindre le droit de manière telle que celui-ci s'en trouve atteint dans sa substance même. Tel serait le cas si les restrictions imposées ne tendaient pas vers un but légitime et s'il n'existait pas un rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé. La compatibilité de ces limitations avec le droit d'accès à un tribunal dépend des particularités de la procédure en cause et s'apprécie au regard de l'ensemble du procès (CEDH, 24 février 2009, *L'Érablière A.S.B.L. c. Belgique*, § 36; 29 mars 2011, *RTBF c. Belgique*, § 69; 18 octobre 2016, *Miessen c. Belgique*, § 64; 17 juillet 2018, *Ronald Vermeulen c. Belgique*, § 43).

B.33.3.2. Plus particulièrement, les règles relatives aux formalités et délais fixés pour former un recours visent à assurer une bonne administration de la justice et à écarter les risques d'insécurité juridique. Toutefois, ces règles ne peuvent empêcher les justiciables de se prévaloir des voies de recours disponibles.

De surcroît, « les tribunaux doivent, en appliquant des règles de procédure, éviter à la fois un excès de formalisme qui porterait atteinte à l'équité de la procédure, et une souplesse excessive qui aboutirait à supprimer les conditions de procédure établies par les lois » (CEDH, 26 juillet 2007, *Walchli c. France*, § 29; 25 mai 2004, *Kadlec et autres c. République tchèque*, § 26). « En effet, le droit d'accès à un tribunal se trouve atteint lorsque sa réglementation cesse de servir les buts de la sécurité juridique et de la bonne administration de la justice et constitue une sorte de barrière qui empêche le justiciable de voir son litige tranché au fond par la juridiction compétente » (CEDH, 24 mai 2011, *Sabri Güneş c. Turquie*, § 58; 13 janvier 2011, *Evangelou c. Grèce*, § 19; 18 octobre 2016, *Miessen c. Belgique*, § 66).

Le droit d'accès au juge est notamment violé s'il est imposé à une partie au procès un formalisme excessif sous la forme d'un délai dont le respect est tributaire de circonstances échappant à son pouvoir (CEDH, 22 juillet 2010, *Melis c. Grèce*, §§ 27-28).

B.34.1. La mesure qui prévoit que l'opposition à la contrainte ne peut être formée qu'au moyen d'une citation de l'ONSS par exploit d'huissier dans les quinze jours à partir de la signification de la contrainte porte sur la recevabilité du recours du débiteur contre la contrainte décernée par l'ONSS.

B.34.2. Certes, le débiteur qui veut obtenir la suspension de la contrainte doit introduire lui-même un recours auprès du juge (ce qui revient à une « inversion du contentieux ») après que l'ONSS s'est décerné un titre exécutoire. Mais cette procédure ne s'applique que lorsque le débiteur n'a pas réagi à la mise en demeure de l'ONSS, de sorte que ce dernier a pu décerner la contrainte.

Comme il est dit en B.20.2, le débiteur peut éviter cette situation en réagissant à la mise en demeure, soit en payant, soit en demandant un plan d'apurement, soit en contestant la créance de l'ONSS moyennant une motivation sommaire.

Il n'est donc pas déraisonnable d'obliger le débiteur qui ne réagit pas à la mise en demeure, et qui ensuite souhaite l'intervention du juge, à déposer lui-même un recours en ce sens devant un juge qui effectue un contrôle de pleine juridiction de la contrainte en examinant tous les aspects factuels, juridiques et procéduraux de la cause. Si l'opposition est déclarée fondée, tous les frais relatifs à la signification de la contrainte et à la procédure d'opposition sont à la charge de l'ONSS.

L'exploit d'huissier de justice doit par ailleurs indiquer, dans la contrainte, cette possibilité de former opposition, comme le prévoit l'article 2, 4^o, de la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration. À défaut, le délai d'opposition visé par la disposition attaquée ne prend pas cours.

B.34.3. Si, en généralisant la contrainte de l'ONSS, le législateur poursuivait le but légitime consistant à améliorer le recouvrement des cotisations sociales dues à l'ONSS en évitant, au profit de toutes les parties concernées, des procédures judiciaires inutiles dans des affaires non contestées, l'« inversion du contentieux » que la contrainte généralisée emporte ne doit toutefois pas faire peser sur les débiteurs de l'ONSS qui souhaiteraient s'opposer à la contrainte décernée des frais ou conditions de recevabilité susceptibles d'entraver de manière excessive leur droit d'accès au juge.

L'accès à la justice de ces débiteurs doit par ailleurs s'apprécier compte tenu du fait que les employeurs débiteurs de cotisations sociales se trouvent généralement dans des situations financières difficiles. Il convient aussi de tenir compte du fait que le délai d'opposition « peut aussi jouer un rôle dans l'obtention d'une transaction réalisable et souhaitable » et que « les ressources administratives et les aides juridiques au sein des PME et des TPE sont limitées, parfois inexistantes » (Compte rendu intégral, Chambre, 2016-2017, CRIV 54 PLEN 138, p. 85).

B.35.1. En imposant de recourir à la citation pour former opposition à la contrainte, ce qui engendre les frais liés à l'intervention d'un huissier de justice, la disposition attaquée traite différemment les débiteurs des cotisations dues à l'ONSS par rapport aux autres justiciables qui peuvent introduire les demandes principales par voie de requête contradictoire devant le tribunal du travail (article 704, § 1^{er}, du Code judiciaire), mais également par rapport à d'autres justiciables à l'égard desquels le législateur a instauré une « inversion du contentieux » et qui peuvent introduire, par voie de requête contradictoire, leur recours contre le titre exécutoire décerné (voy., en ce qui concerne le « recouvrement de dettes d'argent non contestées », l'article 1394/24, § 3, du Code judiciaire, tel qu'il a été inséré par l'article 37 de la loi du 19 octobre 2015; voy., en ce qui concerne la contrainte communale pour créances non fiscales, l'article 94, alinéa 2, du décret communal flamand du 15 juillet 2005 et l'article L1124-40, § 1^{er}, 1^o, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, tel qu'il a été remplacé par l'article 26 du décret de la Région wallonne du 18 avril 2013; voy., en ce qui concerne les contestations concernant l'application d'une loi d'impôt, l'article 1385*decies*, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire).

B.35.2. En imposant, en outre, de former opposition dans un délai de quinze jours à dater de la signification de la contrainte, la disposition attaquée traite différemment les débiteurs des cotisations dues à l'ONSS par rapport à d'autres justiciables à l'égard desquels le législateur a instauré une « inversion du contentieux », qui disposent d'un délai d'un mois au minimum pour introduire leur recours contre le titre exécutoire décerné (voy. en ce qui concerne le recouvrement des cotisations sociales dues par les travailleurs indépendants, l'article 47*bis*, § 5, alinéa 2, de l'arrêté royal du 19 décembre 1967; voy., en ce qui concerne le « recouvrement de dettes d'argent non contestées », l'article 1394/24, § 3, du Code judiciaire, tel qu'il a été inséré par l'article 37 de la loi du 19 octobre 2015; voy., en ce qui concerne la contrainte communale pour créances non fiscales, l'article 94, alinéa 2, du décret communal flamand du 15 juillet 2005 et l'article L1124-40, § 1^{er}, 1^o, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, tel qu'il a été remplacé par l'article 26 du décret de la Région wallonne du 18 avril 2013; voy., en ce qui concerne les contestations concernant l'application d'une loi d'impôt, l'article 1385*undecies* du Code judiciaire).

La circonstance que le délai de quinze jours pour former opposition à la contrainte est précédé d'une phase administrative au cours de laquelle l'ONSS contacte l'employeur débiteur ne modifie pas ce constat, dès lors que le délai de quinze jours concerne l'accès au juge d'un débiteur souhaitant contester la contrainte.

B.35.3. Ces exigences procédurales ont pour effet d'obliger, sans justification, le débiteur de l'ONSS à exposer des frais liés à la citation et à introduire son opposition dans un délai de quinze jours à dater de la signification de la contrainte. Cette mesure révèle un formalisme et des frais excessifs qui risquent d'entraver, de manière manifestement disproportionnée, le débiteur de l'ONSS dans l'exercice de son droit de recours contre la contrainte, généralisée, de l'ONSS.

Ce constat est accentué par l'exigence, non attaquée, de la disposition attaquée, selon laquelle l'opposition doit être motivée à peine de nullité.

B.36. Les deux premières branches du moyen sont fondées, mais uniquement en ce que l'article 40, § 5, alinéa 2, de la loi du 27 juin 1969 ne permet pas de former l'opposition à la contrainte au moyen d'une requête contradictoire et en ce qu'il prévoit que cette opposition doit être formée dans les quinze jours à partir de la signification de la contrainte.

B.37. Cette annulation ainsi limitée n'est pas de nature à créer une insécurité juridique à l'égard des oppositions qui auraient été formées, conformément à l'article 40, § 5, alinéa 2, de la loi du 27 juin 1969, par voie de citation et dans le délai de quinze jours. Par contre, cette annulation partielle signifie qu'aussi longtemps que le législateur n'adopte pas une nouvelle disposition organisant les modalités de l'opposition à la contrainte, l'opposition peut être formée, en dehors de ce délai de quinze jours, par voie de requête contradictoire ou de citation contre une contrainte décernée par l'ONSS.

En ce qui concerne le second moyen

B.38. Le second moyen est pris de la violation de l'article 22 de la Constitution, lu isolément ou en combinaison avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, avec la Convention n° 108 du 28 janvier 1981 « pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel » (ci-après : la « Convention n° 108 ») et avec les principes de légalité, de sécurité juridique et de proportionnalité.

La partie requérante estime qu'en prévoyant la mise en place, en vue du recouvrement des créances impayées de l'ONSS, d'une concession de service public à un concessionnaire non défini, sans prévoir aucune garantie de nature à protéger efficacement les données des débiteurs, la loi attaquée viole le principe de légalité, en vertu duquel tous les éléments nécessaires pour assurer la protection effective de la vie privée doivent être clairement énoncés dans le texte légal.

B.39.1. Le nouvel article 40, § 8, alinéa 1^{er}, de la loi du 27 juin 1969 habilite l'ONSS à déléguer la gestion d'une plateforme numérique, dans le cadre d'une concession de service public, en vue de mettre en œuvre la mission de service public de recouvrement des créances dont l'ONSS est chargé.

Cette mission inclut « tous les actes préparatoires et d'exécution nécessaires au recouvrement administratif et judiciaire des créances impayées dont l'Office national de sécurité sociale assure le recouvrement, tels que notamment la répartition des demandes d'intervention auprès des huissiers de justice compétents, la gestion administrative et financière des huissiers de justice, la transmission électronique à ces derniers des données personnelles des débiteurs, des jugements, contraintes et autres titres exécutoires à signifier et à exécuter, le suivi et le rapportage de leur signification et exécution forcée ainsi que la gestion administrative de leurs éventuelles contestations amiables ou judiciaires » (article 40, § 8, alinéa 1^{er}).

B.39.2. La communication et le traitement des données personnelles des débiteurs de l'ONSS ont pour seule finalité le recouvrement des créances impayées de l'ONSS (article 40, § 8, alinéa 2), ces données étant énumérées de manière non exhaustive à l'article 40, § 8, alinéa 3, de la loi du 27 juin 1969.

Les données en question sont traitées dans le respect des principes visés à l'article 4, abrogé dans l'intervalle, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel (article 40, § 8, alinéa 4), devant sans doute être interprétés comme les principes visés à l'article 5 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après : le « RGPD »), et l'ONSS est le responsable du traitement de ces données personnelles (article 40, § 8, alinéa 5).

Le concessionnaire ne peut conserver ces données « que le temps nécessaire pour mener à terme la procédure de recouvrement, c'est-à-dire jusqu'au paiement de la dette ou la déclaration d'irrecouvrabilité et à la clôture de l'intervention de l'huissier de justice dans la procédure en question » (article 40, § 8, alinéa 6).

B.40.1. L'exposé des motifs de la loi du 1^{er} décembre 2016 indique que la plateforme informatique instaurée par la disposition attaquée « permettra à l'ONSS de centraliser les titres exécutoires des créances impayées dont il a la charge sur une plateforme numérique qui assurera ensuite une transmission automatisée des dossiers de recouvrement vers les huissiers de justice territorialement compétents, ainsi que le suivi administratif et la communication entre les huissiers et l'ONSS par rapport aux actes pour lesquels leur intervention est requise » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2082/001, p. 6).

Conformément à la disposition attaquée, la gestion de cette plateforme informatique unique « sera confiée à un opérateur par voie de concession de services publics » (*ibid.*).

Il est également exposé :

« Le paragraphe 8, alinéa 1^{er}, habilite l'ONSS à déléguer, dans le cadre d'une concession de services publics, la mise en œuvre et la gestion d'une future plateforme informatique ayant pour objet la numérisation et la centralisation de la gestion administrative du recouvrement des créances impayées dont l'ONSS est chargé.

Cette plateforme devra notamment permettre la transmission, par voie informatique, de tous les échanges avec les huissiers de justice territorialement compétents, dont la transmission des copies des titres exécutoires, jugements et contraintes à signifier et exécuter pour compte de l'ONSS.

Les alinéas 2 à 4 du § 8 posent diverses balises garantissant que les données personnelles communiquées et traitées via la plateforme informatique donnée en concession par l'ONSS, respecteront la protection de la vie privée des débiteurs de l'ONSS qu'il s'agisse de débiteur personne physique ou personne morale.

Ainsi, l'alinéa 2 précise que le traitement de ces données n'aura d'autre finalité que le recouvrement des créances de l'ONSS. L'alinéa 3 détaille les données personnelles dont le traitement est autorisé. Ne pourront être traitées que les données qui sont nécessaires au recouvrement : il s'agira notamment des données reprises sur les titres exécutoires à signifier et à exécuter, notamment les données d'identification des débiteurs de l'ONSS, incluant le numéro de registre national, les données relatives aux créances impayées à l'égard de l'ONSS et les éventuels rétroactes de procédure qui ont eu lieu avant le recouvrement. L'alinéa 4 prévoit enfin que le responsable du traitement de ces données est l'Office, lequel est expressément autorisé à communiquer ces données au concessionnaire et aux huissiers de justice.

L'alinéa 5 précise ce qu'il en est du délai de conservation des données par le concessionnaire » (*ibid.*, p. 10).

B.40.2. En ce qui concerne le rôle du concessionnaire, la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a indiqué :

« La mission du concessionnaire se limite à l'organisation et à la gestion de la plateforme numérique. Elle est donc séparée du recouvrement effectif des créances. Le concessionnaire doit de surcroît être habilité par le comité sectoriel compétent avant de pouvoir accéder aux données personnelles des débiteurs » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2082/003, p. 7).

B.40.3. Si, au moment de l'adoption de la loi du 1^{er} décembre 2016, la procédure de désignation du concessionnaire était en cours (*ibid.*), le Conseil des ministres a indiqué, dans son mémoire, que cette concession a été attribuée à la SPRL « JD-Consult ».

B.40.4. Par sa délibération n° 17/006 du 7 février 2017 « relative à la communication de données à caractère personnel par l'Office national de sécurité sociale au concessionnaire et aux huissiers de justice en vue du recouvrement d'arriérés (' P4Employer ') », le Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé - Section « Sécurité sociale » de la Commission de la protection de la vie privée - s'est prononcé sur la possibilité, pour l'ONSS, de communiquer ces données à caractère personnel au concessionnaire JD-Consult et aux huissiers de justice compétents.

La section « Sécurité sociale » du Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé a considéré à cet égard :

« 8. L'Office national de sécurité sociale, plus précisément les directions générales des services de perception, les services juridiques (direction du recouvrement judiciaire) et les services d'inspection (direction de la gestion des risques), souhaite donc pouvoir traiter des données à caractère personnel de la banque de données ' P4Employer ' et les communiquer à son concessionnaire (J.D.-CONSULT), et ce exclusivement pour le recouvrement d'arriérés auprès des débiteurs (cotisations sociales, intérêts de retard, indemnités forfaitaires,...). Le concessionnaire qui est chargé de la gestion de l'exécution des contraintes de l'Office national de sécurité sociale et des autres titres exécutoires, doit aussi pouvoir transmettre ces données à caractère personnel, pour suite utile, aux huissiers de justice compétents.

9. La banque de données ' P4Employer ' est utilisée en vue d'une identification et authentification centralisées d'employeurs (avec suivi de leur dossier), au profit de l'Office national de sécurité sociale et d'autres instances publiques fédérales. Elle contient en principe les données à caractère personnel précitées, qui sont énumérées de manière non exhaustive dans la loi modifiée du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs. Les directions générales précitées de l'Office national de sécurité sociale souhaitent pouvoir transmettre au concessionnaire tous les renseignements nécessaires à l'exécution forcée.

[...]

14. La communication des données à caractère personnel par l'Office national de sécurité sociale au concessionnaire et ensuite aux huissiers de justice compétents peut être considérée comme une communication de données à caractère personnel par une institution de sécurité sociale à son sous-traitant qui, en vertu de l'arrêté royal du 4 février 1997 organisant la communication de données sociales à caractère personnel entre institutions de sécurité sociale, ne doit pas non plus faire l'objet d'une autorisation du Comité sectoriel. En vue de la perception de cotisations sociales, l'Office national de sécurité sociale fait, en l'espèce, appel à une instance qui règle les contacts ultérieurs avec les huissiers de justice compétents, toutefois, il demeure responsable du traitement des données à caractère personnel (le concessionnaire poursuit un objectif qui n'est pas déterminé par lui-même mais par l'Office national de sécurité sociale).

[...]

16. La demande contient une description des mesures techniques prises par le concessionnaire pour sécuriser les données à caractère personnel. Il s'agit notamment des initiatives suivantes :

Est utilisée la source authentique des utilisateurs de la plateforme dans laquelle sont enregistrés leurs qualités, rôles et droits. L'enregistrement est réalisé par une personne désignée par le coordinateur en sécurité.

L'accès à l'application intervient au moyen de la carte d'identité électronique des utilisateurs et leurs actions font l'objet d'une prise de logs (pour surveillance/rapportage). Les logs détaillés sont uniquement accessibles au coordinateur en sécurité et au data protection manager.

Tous les collaborateurs du concessionnaire doivent signer une déclaration de confidentialité; par ailleurs, il y a lieu d'accorder une attention particulière à la protection physique du bâtiment et des appareils.

Le concessionnaire réalise des audits internes à des intervalles réguliers. Le conseiller en sécurité de l'information analyse les réponses des huissiers de justice et constate les infractions éventuelles.

[...]

18. Lors du traitement des données à caractère personnel, les parties concernées doivent respecter la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, leurs arrêtés d'exécution et toute autre législation relative à la protection de la vie privée.

[...]

Par ces motifs,

la section sécurité sociale du Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé

autorise l'Office national de sécurité sociale, à communiquer les données à caractère personnel précitées, selon les modalités précitées, au concessionnaire (JD-CONSULT) et aux huissiers de justice compétents, et ce uniquement pour le recouvrement efficace des arriérés qui lui sont dus, conformément à l'article 40 de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

En cas d'utilisation d'un environnement cloud, les parties concernées doivent garantir une protection adéquate, éventuellement en faisant appel au G-Cloud sécurisé, de sorte que les données à caractère personnel traitées puissent être protégées, dans des conditions optimales, contre des attaques externes.

Le concessionnaire et la Chambre Nationale des Huissiers de Justice doivent conclure un accord explicite selon lequel la Chambre actualisera en permanence la liste des utilisateurs de la plateforme informatique et communiquera, dans les meilleurs délais, les éventuelles modifications au concessionnaire ».

B.41.1. Dans son avis relatif au projet de loi qui est devenu la loi du 1^{er} décembre 2016, la section de législation du Conseil d'État a émis les observations suivantes, en ce qui concerne l'article 40, § 8, en projet :

« Il est recommandé de recueillir l'avis de la Commission de la protection de la vie privée sur ces dispositions, en application de l'article 29, § 1^{er}, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel ».

Si, consécutivement à l'avis de la Commission, des modifications devaient encore être apportées au projet de loi, ces dernières devront être soumises pour avis au Conseil d'État, section de législation.

Afin de rester en conformité avec l'article 22 de la Constitution, l'on peut d'ores et déjà envisager de donner dans la loi proprement dite une énumération exhaustive (et non indicative, comme c'est actuellement le cas) des données personnelles qui peuvent être traitées conformément à l'alinéa 2 (article 40, § 8, alinéa 3, en projet) et de fixer dans cette même loi la période maximale pendant laquelle les données personnelles peuvent être conservées. La finalité du traitement des données personnelles apparaît déjà de manière suffisamment explicite dans le texte en projet » (*Doc. parl., Chambre, 2016-2017, DOC 54-2082/001, p. 33*).

B.41.2. En réponse à cette remarque, il est dit, à ce sujet, dans l'exposé des motifs :

« Il a été en grande partie tenu compte des remarques émises par le Conseil d'État dans son avis n° 60 024/1/V du 15 septembre 2016. La remarque faite quant à la nécessité d'énumérer de manière exhaustive les données pouvant être traitées n'a pu être complètement rencontrée au risque de rendre inopérantes certaines procédures de recouvrement à défaut de pouvoir traiter une donnée nécessaire à l'exécution de la mission confiée à un huissier au motif que l'Office national de sécurité sociale n'aurait pas été expressément autorisé par la loi à communiquer celle-ci à la plateforme et aux huissiers » (*ibid.*, p. 7).

La ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a également répondu :

« L'énumération des données personnelles figurant à l'article 4, § 8, n'est pas exhaustive. Toutes les données actuellement pertinentes sont explicitement énumérées, mais si une modification des règles ou des évolutions technologiques l'imposent, la liste doit pouvoir être complétée à l'avenir par d'autres données sans modification de loi. Dans ce cas, l'assentiment de la Commission de la protection de la vie privée ou du comité sectoriel concerné est toutefois requis. Les données auxquelles les huissiers de justice ont accès dans le cadre de leurs missions sont en outre inscrites dans le Code judiciaire. Les coûts afférents au développement et à la gestion de la plateforme ne peuvent encore être chiffrés, dès lors que la procédure d'attribution du contrat de concession est toujours en cours » (*Doc. parl., Chambre, 2016-2017, DOC 54-2082/003, p. 8*).

B.41.3. Saisie par l'ONSS d'une demande d'avis sur l'avant-projet de loi qui est devenu la loi du 1^{er} décembre 2016, la Commission de la protection de la vie privée a émis, le 12 octobre 2016, un avis favorable « sous réserve de la prise en compte des remarques formulées dans le présent avis aux considérants 16 à 18 », qui disposent :

« 16. En matière de sous-traitance, la Commission rappelle au demandeur que l'article 16 de la loi vie privée doit être observé tant par le responsable de traitement que par le sous-traitant.

17. À cet effet, la Commission invite le demandeur à rappeler tout d'abord que les traitements de données envisagés sont soumis aux dispositions de la Loi du 8 décembre 1992 mais également, de souligner l'importance pour le sous-traitant d'en respecter l'article 16. Il en va notamment des mesures organisationnelles et techniques de sécurité à mettre en place.

18. La Commission invite également le demandeur à préciser exactement les données d'identification nécessaires au traitement des contraintes qui seront communiquées aux huissiers par l'intermédiaire de la plateforme à mettre en œuvre » (avis n° 58/2016 du 12 octobre 2016).

B.42.1. L'article 22 de la Constitution dispose :

« Chacun a droit au respect de sa vie privée et familiale, sauf dans les cas et conditions fixés par la loi.

La loi, le décret ou la règle visée à l'article 134 garantissent la protection de ce droit ».

B.42.2. L'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme dispose :

« 1. Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance.

2. Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui ».

B.42.3. Le Constituant a recherché la plus grande concordance possible entre l'article 22 de la Constitution et l'article 8 de la Convention européenne précitée (*Doc. parl., Chambre, 1992-1993, n° 997/5, p. 2*).

La portée de cet article 8 est analogue à celle de la disposition constitutionnelle précitée, de sorte que les garanties que fournissent ces deux dispositions forment un ensemble indissociable.

B.43.1. Le droit au respect de la vie privée, tel qu'il est garanti par les dispositions constitutionnelle et conventionnelle précitées, a pour but essentiel de protéger les personnes contre les ingérences dans leur vie privée.

Ce droit a une portée étendue et englobe notamment la protection des données à caractère personnel et des informations personnelles. La jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme fait apparaître que de la protection de ce droit relèvent notamment les données et informations personnelles suivantes : le nom, l'adresse, les activités professionnelles, les relations personnelles, les empreintes digitales, les images filmées, les photographies, les communications, les données ADN, les données judiciaires (condamnations ou inculpations), les données financières

et les informations concernant des biens (voy. notamment CEDH, 26 mars 1987, *Leander c. Suède*, §§ 47-48; grande chambre, 4 décembre 2008, *S. et Marper c. Royaume-Uni*, §§ 66-68; 17 décembre 2009, *B.B. c. France*, § 57; 10 février 2011, *Dimitrov-Kazakov c. Bulgarie*, §§ 29-31; 18 octobre 2011, *Khelili c. Suisse*, §§ 55-57; 9 octobre 2012, *Alkaya c. Turquie*, § 29; 18 avril 2013, *M.K. c. France*, § 26; 18 septembre 2014, *Brunet c. France*, § 31).

B.43.2. Les droits que garantissent l'article 22 de la Constitution et l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme ne sont toutefois pas absolus.

Ils n'excluent pas toute ingérence d'une autorité publique dans l'exercice du droit au respect de la vie privée mais exigent que cette ingérence soit prévue par une disposition législative suffisamment précise, qu'elle réponde à un besoin social impérieux dans une société démocratique et qu'elle soit proportionnée à l'objectif légitime qu'elle poursuit. Ces dispositions engendrent de surcroît l'obligation positive, pour l'autorité publique, de prendre des mesures qui assurent le respect effectif de la vie privée, même dans la sphère des relations entre les individus (CEDH, 27 octobre 1994, *Kroon et autres c. Pays-Bas*, § 31; grande chambre, 12 novembre 2013, *Söderman c. Suède*, § 78).

B.44.1. En réservant au législateur compétent le pouvoir de fixer dans quels cas et à quelles conditions il peut être porté atteinte au droit au respect de la vie privée, l'article 22 de la Constitution garantit à tout justiciable qu'aucune ingérence dans l'exercice de ce droit ne peut avoir lieu qu'en vertu de règles adoptées par une assemblée délibérante, démocratiquement élue.

Une délégation à un autre pouvoir n'est toutefois pas contraire au principe de légalité, pour autant que l'habilitation soit définie de manière suffisamment précise et porte sur l'exécution de mesures dont les éléments essentiels sont fixés préalablement par le législateur.

B.44.2. Outre l'exigence de légalité formelle, l'article 22 de la Constitution impose également que l'ingérence dans l'exercice du droit au respect de la vie privée soit définie en des termes clairs et suffisamment précis qui permettent d'appréhender de manière prévisible les hypothèses dans lesquelles le législateur autorise une pareille ingérence.

De même, l'exigence de prévisibilité à laquelle la loi doit satisfaire pour être jugée conforme à l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme implique que sa formulation soit assez précise pour que chacun puisse - en s'entourant au besoin de conseils éclairés - prévoir, à un degré raisonnable, dans les circonstances de la cause, les conséquences d'un acte déterminé (CEDH, grande chambre, 4 mai 2000, *Rotaru c. Roumanie*, § 55; grande chambre, 17 février 2004, *Maestri c. Italie*, § 30). La législation doit donner à chacun une indication suffisante sur les circonstances dans lesquelles et à quelles conditions elle habilite la puissance publique à recourir à des mesures affectant les droits protégés par la Convention (CEDH, grande chambre, 12 juin 2014, *Fernández Martínez c. Espagne*, § 117).

B.44.3. Il découle dès lors de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et de l'article 22 de la Constitution qu'il doit être prévu de manière suffisamment précise dans quelles circonstances un traitement de données à caractère personnel est autorisé (CEDH, grande chambre, 4 mai 2000, *Rotaru c. Roumanie*, § 57; grande chambre, 4 décembre 2008, *S. et Marper c. Royaume-Uni*, § 99).

Le niveau requis de précision de la législation concernée - laquelle ne peut du reste parer à toute éventualité - dépend notamment, selon la Cour européenne des droits de l'homme, du domaine qu'elle est censée couvrir et du nombre et de la qualité de ses destinataires (CEDH, grande chambre, 4 décembre 2008, *S. et Marper c. Royaume-Uni*, §§ 95 et 96). Ainsi, la Cour européenne des droits de l'homme a jugé que l'exigence de prévisibilité dans des domaines liés à la sécurité nationale ne pouvait avoir la même portée que dans d'autres domaines (CEDH, 26 mars 1987, *Leander c. Suède*, § 51; 8 juin 2006, *Lupsa c. Roumanie*, § 33).

B.45.1. Une ingérence des pouvoirs publics dans l'exercice du droit au respect de la vie privée doit non seulement reposer sur une disposition législative suffisamment précise mais aussi répondre à un besoin social impérieux dans une société démocratique et être proportionnée au but légitime poursuivi.

Le législateur dispose en la matière d'une marge d'appréciation. Cette marge n'est toutefois pas illimitée : pour qu'une norme soit compatible avec le droit au respect de la vie privée, il faut que le législateur ait établi un juste équilibre entre tous les droits et intérêts en cause.

B.45.2. Pour juger de cet équilibre, la Cour européenne des droits de l'homme tient compte notamment de la Convention n° 108 (CEDH, 25 février 1997, *Z c. Finlande*, § 95; grande chambre, 4 décembre 2008, *S. et Marper c. Royaume-Uni*, § 103).

Cette Convention contient, entre autres, les principes relatifs au traitement de données à caractère personnel : licéité, loyauté, transparence, limitation des finalités, proportionnalité, exactitude, limitation de la conservation, intégrité et confidentialité, et responsabilité.

Cette Convention n° 108 est actualisée par un protocole d'amendement ouvert à signature le 10 octobre 2018.

B.45.3. Une ingérence dans l'exercice du droit au respect de la vie privée par un traitement de données à caractère personnel, en l'occurrence par un accès et par l'utilisation par les services publics de certaines données personnelles au moyen de techniques particulières (CEDH, 26 mars 1987, *Leander c. Suède*, § 48; grande chambre, 4 mai 2000, *Rotaru c. Roumanie*, § 46; CJUE, grande chambre, 8 avril 2014, C-293/12, *Digital Rights Ireland Ltd*, et C-594/12, *Kärntner Landesregierung e.a.*) doit donc reposer sur une justification raisonnable et être proportionnée aux buts poursuivis par le législateur.

B.45.4. En ce qui concerne la proportionnalité, la Cour européenne des droits de l'homme et la Cour de justice de l'Union européenne tiennent compte de l'existence ou non, dans la réglementation visée, des garanties matérielles et procédurales mentionnées en B.44.2.

Pour juger du caractère proportionné de mesures relatives au traitement de données à caractère personnel, il convient dès lors de tenir compte notamment de leur caractère automatisé, des techniques utilisées, de la précision, de la pertinence et du caractère excessif ou non des données traitées, de l'existence ou de l'absence de mesures qui limitent la durée de conservation des données, de l'existence ou de l'absence d'un système de contrôle indépendant permettant de vérifier si la conservation des données est encore requise, de la présence ou de l'absence de droits de contrôle et de voies de recours suffisants pour les personnes concernées, de la présence ou de l'absence de garanties visant à éviter la stigmatisation des personnes dont les données sont traitées, du caractère distinctif de la réglementation et de la présence ou de l'absence de garanties visant à éviter l'usage inapproprié et abusif, par les services publics, des données à caractère personnel traitées (CEDH, grande chambre, 4 mai 2000, *Rotaru c. Roumanie*, § 59; décision, 29 juin 2006, *Weber et Saravia c. Allemagne*, § 135; 28 avril 2009, *K.H. e.a. c. Slovaquie*, §§ 60-69; grande chambre, 4 décembre 2008, *S. et Marper c. Royaume-Uni*, §§ 101-103, 119, 122 et 124; 18 avril 2013, *M.K. c. France*, §§ 37 et 42-44; 18 septembre 2014, *Brunet c. France*, §§ 35-37; 12 janvier 2016, *Szabó et Vissy c. Hongrie*, § 68; CJUE, grande chambre, 8 avril 2014, C-293/12, *Digital Rights Ireland Ltd*, et C-594/12, *Kärntner Landesregierung e.a.*, points 56-66).

B.46.1. Comme l'exposent les travaux préparatoires cités en B.40.1, l'article 40, § 8, de la loi du 27 juin 1969 permet à l'ONSS de déléguer la mission de service public de recouvrement des cotisations sociales qui lui sont dues à un concessionnaire, en lui confiant la gestion d'une plateforme informatisée au moyen de laquelle sont collectées les données nécessaires en vue du recouvrement, tant administratif que judiciaire, de ces créances.

Cette mesure constitue une ingérence dans le droit au respect de la vie privée et familiale.

B.46.2. Toute personne doit savoir de manière suffisamment précise les circonstances et conditions dans lesquelles une ingérence dans sa vie privée est autorisée, en particulier en ce qui concerne le traitement automatisé de données à caractère personnel. Toute personne doit dès lors avoir une idée suffisamment claire des données traitées, des personnes concernées par ce traitement de données et des conditions et finalités dudit traitement.

B.46.3. L'article 40, § 8, de la loi du 27 juin 1969 détermine de manière précise la mission de service public pouvant être déléguée au concessionnaire comme « inclu [an]t tous les actes préparatoires et d'exécution nécessaires au recouvrement administratif et judiciaire des créances impayées dont l'Office national de sécurité sociale assure le recouvrement ».

Pour l'exercice de cette mission, le concessionnaire gère, notamment, « la répartition des demandes d'intervention auprès des huissiers de justice compétents, la gestion administrative et financière des huissiers de justice, la transmission électronique à ces derniers des données personnelles des débiteurs, des jugements, contraintes et autres titres exécutoires à signifier et à exécuter, le suivi et le rapportage de leur signification et exécution forcée ainsi que la gestion administrative de leurs éventuelles contestations amiables ou judiciaires » (article 40, § 8, alinéa 1^{er}).

L'énumération exemplative des éléments visés à l'article 40, § 8, alinéa 1^{er}, de la loi du 27 juin 1969 a pour objet d'explicitier la mission de service public incluant « tous les actes préparatoires et d'exécution nécessaires au recouvrement administratif et judiciaire des créances impayées dont l'Office national de sécurité sociale assure le recouvrement ». Tout autre élément ne pourrait être délégué au concessionnaire que pour autant qu'il s'insère dans la mission de service public ainsi prédéfinie.

B.46.4. Si la disposition attaquée organise le transfert électronique des données personnelles des débiteurs au concessionnaire, puis du concessionnaire aux huissiers de justice, elle encadre toutefois ce transfert de données, dès lors que la communication des données personnelles des débiteurs de l'ONSS au concessionnaire et aux huissiers de justice et leur traitement, dans le cadre de la mission de service public visée à l'alinéa 1^{er}, ont pour seule finalité le recouvrement des créances impayées dont l'Office national de sécurité sociale assure le recouvrement (article 40, § 8, alinéa 2).

Le transfert de données organisé par la disposition attaquée est donc strictement limité à ce qui est nécessaire pour assurer le recouvrement, par l'ONSS, des cotisations sociales qui lui sont dues.

Comme l'a souligné la Commission de la protection de la vie privée dans son avis n° 58/2016 du 12 octobre 2016 cité en B.41.3, la plateforme créée par l'article 40, § 8, de la loi du 27 juin 1969, constitue un « outil de simplification administrative par centralisation des titres exécutoires et transmission automatisée de ceux-ci aux huissiers territorialement compétents » (point 15).

B.46.5.1. La disposition attaquée prévoit en outre que les données personnelles des débiteurs sont « traitées dans le respect des principes visés à l'article 4 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel » (ci-après : la loi du 8 décembre 1992) (article 40, § 8, alinéa 4).

La loi du 8 décembre 1992 a été abrogée par l'article 280 de la loi du 30 juillet 2018 « relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel » (ci-après : la loi du 30 juillet 2018), qui, notamment, met en œuvre le RGPD. La référence, dans l'article 40, § 8, alinéa 4, de la loi du 27 juin 1969, à la loi du 8 décembre 1992 doit dès lors se comprendre comme visant la loi du 30 juillet 2018 et le RGPD.

B.46.5.2. Conformément à l'article 40, § 8, alinéa 5, de la loi du 27 juin 1969, l'ONSS est considéré comme le responsable du traitement de ces données personnelles échangées dans le cadre de la plateforme de recouvrement. Ceci suppose que l'ONSS est tenu, en tant que responsable du traitement, de respecter non seulement les obligations imposées par la loi du 30 juillet 2018, mais aussi celles qui sont prévues par le RGPD, par la Convention n° 108 ou par toute autre législation en matière de protection des données à caractère personnel.

Il en découle également que le concessionnaire auquel la mission de service public de recouvrement des créances de l'ONSS a été déléguée est, en qualité de sous-traitant, également tenu de respecter les obligations qui étaient imposées par la loi du 8 décembre 1992 (voy. Commission de la protection de la vie privée, avis n° 58/2016 du 12 octobre 2016, points 16 et 17), dont le principe de finalité et de proportionnalité consacré par l'article 4 de cette loi et repris dans l'article 5 du RGPD.

Tant le responsable du traitement que le sous-traitant sont tenus de prendre des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour garantir la protection des données à caractère personnel (articles 24 et 28 du RGPD). L'article 7 de la Convention n° 108 impose également que des mesures de sécurité appropriées soient prises pour garantir la protection des données à caractère personnel.

Les huissiers de justice qui auraient accès à cette plateforme informatique exercent certes une profession libérale, mais ils sont en même temps des officiers ministériels nommés suivant une procédure spécifique, qui prêtent leur collaboration à l'exécution du service public de la justice, qui sont tenus par le secret professionnel et qui sont soumis à un régime disciplinaire spécifique (voy. les articles 509 à 548 du Code judiciaire). Ces huissiers de justice sont donc obligés de respecter le caractère confidentiel des données personnelles contenues sur la plateforme, sous peine de violation de leur secret professionnel (article 458 du Code pénal).

La délibération du Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé n° 17/006 du 7 février 2017, citée en B.40.4, indique également que toutes les parties concernées devront respecter toute législation sur la protection des données à caractère personnel (point 18).

B.46.6. Enfin, le concessionnaire ne peut conserver ces données que le temps nécessaire pour mener à terme la procédure de recouvrement, « c'est-à-dire jusqu'au paiement de la dette ou la déclaration d'irrecouvrabilité et à la clôture de l'intervention de l'huissier de justice dans la procédure en question » (article 40, § 8, alinéa 6).

La durée de conservation de ces données est donc limitée à une durée n'excédant pas la durée nécessaire à la finalité pour laquelle ces données ont été enregistrées.

B.46.7. L'article 40, § 8, de la loi du 27 juin 1969 détermine donc les personnes qui ont accès aux données personnelles des débiteurs, le responsable du traitement de ces données, la finalité du traitement de ces données et la durée de leur conservation par le concessionnaire, limitée à la durée de la procédure de recouvrement.

Contrairement à ce qu'allègue la partie requérante, la loi détermine ces éléments de manière suffisamment précise pour satisfaire au principe de légalité garanti par l'article 22 de la Constitution et par l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme.

B.46.8. Eu égard à ce qui précède, l'ingérence dans le droit au respect de la vie privée répond à un besoin social impérieux et est proportionnée à l'objectif légitime poursuivi.

B.47.1. Les données personnelles des débiteurs sont énumérées de manière non limitative dans l'article 40, § 8, alinéa 3, de la loi du 27 juin 1969, qui dispose :

« Il s'agit des données telles que, entre autres :

- nom, prénoms, numéro de registre national, date de naissance, lieu de naissance, sexe, état civil, régime matrimonial, profession, composition familiale, coordonnées de contact (mail, téléphone,...), adresse du domicile et de la résidence, numéro de compte bancaire du débiteur ou d'un tiers saisi, revendiquant, héritier ou co-propriétaire, co-saisi, mandataire, associé;

- les titres exécutoires obtenus par l'ONSS;
- les actes d'huissiers de justice;
- les biens mobiliers ou immobiliers, corporels ou incorporels saisissables répertoriés par l'huissier de justice;
- les données devant être contenues dans les actes d'huissiers, telles que prévues par le Code judiciaire;
- le montant et la nature des dettes sociales;
- les informations échangées en vue d'assurer l'exécution des titres exécutoires;
- l'extrait du fichier des avis de saisie;
- l'état des procédures judiciaires relatives aux saisies en cours ».

B.47.2. Le Roi pourrait ainsi, en vertu de l'article 108 de la Constitution, désigner encore d'autres données personnelles qui pourraient être traitées conformément à l'article 40, § 8, alinéa 2, de la loi du 27 juin 1969 s'il les estimait nécessaires au recouvrement des créances impayées, ainsi qu'il est mentionné à l'article 40, § 8, alinéa 3, de la loi précitée. Comme il est dit en B.44.1, pareille délégation n'est pas contraire au principe de légalité contenu dans l'article 22 de la Constitution, dès lors que cette habilitation porte uniquement sur l'exécution de mesures dont les éléments essentiels ont été déterminés par le législateur.

Il appartient, le cas échéant, au juge compétent d'examiner si l'utilisation, par le Roi, de cette habilitation est conforme aux dispositions constitutionnelle et conventionnelles invoquées au moyen, telles qu'elles ont été précisées, en particulier en B.45.1, B.45.3 et B.46.2.

B.47.3. Le moyen n'est pas fondé.

Par ces motifs,

la Cour

1. annule l'article 40 de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, tel qu'il a été remplacé par l'article 4 de la loi du 1^{er} décembre 2016 « modifiant la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et abrogeant le chapitre III, section 3, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, en ce qui concerne le recouvrement par voie de contrainte par l'Office national de sécurité sociale et modifiant la loi du 24 février 2003 concernant la modernisation de la gestion de la sécurité sociale et concernant la communication électronique entre des entreprises et l'autorité fédérale », en ce qu'il ne prévoit pas une procédure préalable à la délivrance de la contrainte qui contienne les garanties énumérées en B.20.2;

2. annule l'article 40, § 5, alinéa 2, de la même loi du 27 juin 1969, tel qu'il a été remplacé par l'article 4 de la loi précitée du 1^{er} décembre 2016, en ce qu'il ne permet pas que l'opposition à contrainte soit formée par voie de requête contradictoire et en ce qu'il prévoit que cette opposition doit être formée dans les quinze jours à partir de la signification de la contrainte;

3. maintient définitivement les effets des contraintes qui auraient été décernées avant la date de la publication du présent arrêt au *Moniteur belge*;

4. rejette le recours pour le surplus.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 4 avril 2019.

Le greffier,
F. Meersschaut

Le président f.f.,
J.-P. Snappe

GRONDWETTELIJK HOF

[2019/201830]

Uittreksel uit arrest nr. 49/2019 van 4 april 2019

Rolnummer 6693

In zake : het beroep tot vernietiging van de wet van 1 december 2016 « tot wijziging van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders en tot opheffing van hoofdstuk III, afdeling 3, van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, wat betreft de invordering door middel van dwangbevel door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid en tot wijziging van de wet van 24 februari 2003 betreffende de modernisering van het beheer van de sociale zekerheid en betreffende de elektronische communicatie tussen ondernemingen en de federale overheid », ingesteld door de « Ordre des barreaux francophones et germanophone ».

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit rechter J.-P. Snappe, waarnemend voorzitter, voorzitter A. Alen, en de rechters L. Lavrysen, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, T. Giet, R. Leysen en M. Pâques, bijgestaan door de griffier F. Meersschaut, onder voorzitterschap van rechter J.-P. Snappe,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 27 juni 2017 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 28 juni 2017, heeft de « Ordre des barreaux francophones et germanophone », bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. A. Daoût, advocaat bij de balie te Brussel, beroep tot vernietiging ingesteld van de wet van 1 december 2016 « tot wijziging van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders en tot opheffing van hoofdstuk III, afdeling 3, van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, wat betreft de invordering door middel van dwangbevel door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid en tot wijziging van de wet van 24 februari 2003 betreffende de modernisering van het beheer van de sociale zekerheid en betreffende de elektronische communicatie tussen ondernemingen en de federale overheid » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 29 december 2016, tweede editie).

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de bestreden wet en de context ervan

B.1. Het beroep tot vernietiging is gericht tegen de wet van 1 december 2016 « tot wijziging van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders en tot opheffing van hoofdstuk III, afdeling 3, van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, wat betreft de invordering door middel van dwangbevel door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid en tot wijziging van de wet van 24 februari 2003 betreffende de modernisering van het beheer van de sociale zekerheid en betreffende de elektronische communicatie tussen ondernemingen en de federale overheid » (hierna : de wet van 1 december 2016).

De wet van 1 december 2016 bepaalt :

« Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 12, § 3, tweede lid, van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, vervangen bij de wet van 29 maart 2012, worden de woorden ' noch dwangbevel, ' ingevoegd tussen de woorden ' zonder gerechtelijke procedure ' en de woorden ' of bij gerechtelijke beslissing '.

Art. 3. Artikel 30*bis*, § 3, negende lid, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 27 april 2007, wordt opgeheven.

Art. 4. Artikel 40 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 4 augustus 1978 en gewijzigd bij de wet van 29 maart 2012, wordt vervangen als volgt :

' Art. 40. § 1. De Rijksdienst voor Sociale Zekerheid gaat over tot invordering bij wijze van dwangbevel van de aan hem verschuldigde bedragen, onverminderd zijn recht om voor de rechter te dagvaarden.

§ 2. De bijdragen, bijdrageopslagen, verwijlntresten, de forfaitaire vergoedingen met inbegrip van de bijslagen en sommen als bedoeld in de artikelen 30*bis* en 30*ter* kunnen worden ingevorderd door middel van dwangbevel vanaf het ogenblik dat het bijzonder kohier waarin zij zijn opgenomen uitvoerbaar is verklaard.

Een uitvoerbaar verklaard kohier geldt als uitvoerbare titel met het oog op de invordering.

De kohieren worden uitvoerbaar verklaard door de administrateur-generaal, de adjunct-administrateur-generaal of een personeelslid waaraan deze bevoegdheid werd gedelegeerd door het Beheerscomité.

§ 3. Het dwangbevel van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid wordt uitgevaardigd door de administrateur-generaal, de adjunct-administrateur-generaal of een personeelslid waaraan deze bevoegdheid werd gedelegeerd door het Beheerscomité.

§ 4. Het dwangbevel wordt aan de schuldenaar bij gerechtsdeurwaardersexploot betekend. De betekening bevat een bevel om te betalen binnen de 24 uren op straffe van tenuitvoerlegging door beslag, alsook een boekhoudkundige verantwoording van de gevorderde bedragen en een afschrift van de uitvoerbaarverklaring.

§ 5. De schuldenaar kan tegen het dwangbevel verzet aantekenen voor de arbeidsrechtbank van zijn woonplaats of zijn maatschappelijke zetel.

Het verzet is, op straffe van nietigheid, met redenen omkleed; het dient gedaan te worden door middel van een dagvaarding aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid bij deurwaardersexploot betekend binnen vijftien dagen te rekenen vanaf de betekening van het dwangbevel. De bepalingen van hoofdstuk VIII, eerste deel, van het Gerechtelijk Wetboek zijn van toepassing op deze termijn, met inbegrip van de verlengingen bepaald bij artikel 50, tweede lid, en artikel 55 van dit Wetboek.

De uitoefening van verzet tegen het dwangbevel schorst de tenuitvoerlegging van het dwangbevel, alsook de verjaring van de schuldvorderingen opgenomen in het dwangbevel, tot de uitspraak over de gegrondheid ervan is geveld. De reeds eerder gelegde beslagen behouden hun bewarend karakter.

§ 6. De Rijksdienst voor Sociale Zekerheid mag bewarend beslag laten leggen en het dwangbevel uitvoeren met gebruikmaking van de middelen tot tenuitvoerlegging bepaald bij deel V van het Gerechtelijk Wetboek.

De gedeeltelijke betalingen gedaan ingevolge de betekening van een dwangbevel verhinderen de voortzetting van de vervolgingen niet.

§ 7. De betekeningkosten van het dwangbevel evenals de kosten van tenuitvoerlegging of van bewarende maatregelen zijn ten laste van de schuldenaar.

Zij worden bepaald volgens de regels in acht te nemen voor de akten van de gerechtsdeurwaarders in burgerlijke zaken en handelszaken.

§ 8. De administratieve en gerechtelijke invordering van de bijdragen, bijdrageopslagen, verwijlntresten, gerechtskosten, de forfaitaire vergoedingen met inbegrip van de bijslagen en sommen als bedoeld in de artikelen 30*bis* en 30*ter*, is een opdracht van openbare dienst die door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid kan worden gedelegeerd aan een concessiehouder. Deze opdracht behelst alle voorbereidende handelingen en uitvoeringsdaden noodzakelijk voor de administratieve en gerechtelijke invordering van de niet betaalde schuldvorderingen waarvan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid de invordering verzekert, zoals onder meer de verdeling van de verzoeken tot tussenkomst door de bevoegde gerechtsdeurwaarders, het administratieve en financiële beheer van de gerechtsdeurwaarders, het elektronisch overmaken aan deze laatsten van de persoonlijke gegevens van de schuldenaars, van de vonnissen, dwangbevelen en andere uitvoerbare titels die betekend en uitgevoerd moeten worden, de opvolging en de rapportering van hun betekening en gedwongen tenuitvoerlegging, alsook het administratieve beheer van de eventuele minnelijke of gerechtelijke betwistingen ervan.

De mededeling van de persoonlijke gegevens van de schuldenaars van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid aan de concessiehouder en aan de gerechtsdeurwaarders en de verwerking ervan, in het kader van de opdracht van openbare dienst bedoeld in het eerste lid, hebben als enig doel de invordering van de onbetaalde schuldvorderingen waarmee de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid belast is.

De persoonlijke gegevens die kunnen worden behandeld overeenkomstig het tweede lid zijn de persoonlijke gegevens noodzakelijk voor de invordering van de onbetaalde schuldvorderingen waarvan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid de invordering verzekert, waaronder deze vermeld op de uitvoerbare titels, zoals de identificatiegegevens van de schuldenaars. Het betreft gegevens zoals onder meer :

- naam, voornamen, rijksregisternummer, geboortedatum, geboorteplaats, geslacht, burgerlijke stand, huwelijksvermogensstel, beroep, samenstelling van het gezin, contactgegevens (e-mail, telefoon,...), woonplaats en verblijfplaats, bankrekeningnummer van de schuldenaar of van een derde-beslagene, van een revindicant, van een erfgenaam of een mede-eigenaar, mede-beslaglegger, lasthebber, vennoot;
- de uitvoerbare titels verkregen door de RSZ;
- de gerechtsdeurwaardersakten;
- de roerende of onroerende, lichamelijke of onlichamelijke beslagbare goederen beschreven door de gerechtsdeurwaarder;
- de gegevens die opgenomen moeten zijn in de gerechtsdeurwaardersakten zoals bepaald in het Gerechtelijk Wetboek;

- het bedrag en de aard van de sociale schulden;
- de gegevens uitgewisseld om de uitvoering van de uitvoerbare titels te verzekeren;
- het uittreksel van het bestand van beslagberichten;
- de staat van de gerechtelijke procedures betreffende de lopende beslagen.

De betreffende gegevens worden behandeld met inachtneming van de beginselen als bedoeld in artikel 4 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

De Rijksdienst voor Sociale Zekerheid is de verantwoordelijke voor de verwerking van deze persoonlijke gegevens. Hij is bevoegd om deze persoonlijke gegevens mede te delen aan de concessiehouder en aan de gerechtsdeurwaarders, met het oog op de behandeling ervan met respect voor de wettelijke doelstellingen bepaald in het derde lid.

De concessiehouder mag deze niet langer bewaren dan de termijn noodzakelijk om de invorderingsprocedure tot een einde te brengen, met name tot de betaling van de schuld of de verklaring van niet-invorderbaarheid en de beëindiging van de tussenkomst van de gerechtsdeurwaarder in de betreffende procedure '.

Art. 5. In de wet van 24 februari 2003 betreffende de modernisering van het beheer van de sociale zekerheid en betreffende de elektronische communicatie tussen ondernemingen en de federale overheid wordt een artikel 4/3 ingevoegd, luidende :

' Art. 4/3. Alle communicatie vanwege de instellingen van sociale zekerheid met een onderneming, mandataris of curator gebeurt door middel van een elektronische techniek via de beveiligde mailbox als bedoeld in artikel 4/2.

De Koning bepaalt, na advies van het Beheerscomité van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, de datum van inwerkingtreding van het eerste lid. De datum van inwerkingtreding kan verschillen per instelling van sociale zekerheid en/of per soort communicatie. '

Art. 6. In hoofdstuk III van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders wordt afdeling 3, die de artikelen 43bis tot 43sexies bevat, ingevoegd bij koninklijk besluit van 5 augustus 1991, opgeheven.

Art. 7. De artikelen 1 tot 4 en artikel 6 treden in werking op 1 januari 2017 ».

B.2.1. De wet van 1 december 2016 wijzigt de procedure tot invordering van schuldvorderingen van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid (RSZ), door het gebruik van het dwangbevel te veralgemenen :

« [Die wet] stelt zich tot doel om de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid toe te staan om gebruik te maken van het dwangbevel voor de invordering van alle niet betwiste schulden. De tekst is in zeer ruime mate geïnspireerd op de bepalingen die reeds ten gunste van de Rijksdienst in voege waren maar die in een koninklijk uitvoeringsbesluit waren opgenomen » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2082/001, p. 3).

B.2.2. Wat die invorderingsprocedure door middel van een dwangbevel betreft, geeft de memorie van toelichting aan dat de bestreden wet een beslissing van 8 mei 2015 ten uitvoer legt waarbij de Ministerraad, bij de goedkeuring van het voorontwerp van wet houdende wijziging van het burgerlijk procesrecht (dat de « wet van 19 oktober 2015 houdende wijziging van het burgerlijk procesrecht en houdende diverse bepalingen inzake justitie », de zogenoemde « Potpourri I-wet », is geworden), had bepaald :

« De Ministers van Werk, Volksgezondheid en Sociale Zaken, Pensioenen en Zelfstandigen worden ermee belast om onmiddellijk de nodige maatregelen te nemen, opdat, vanaf 1 januari 2017, de instellingen van sociale zekerheid zodanig georganiseerd zouden zijn dat ze zichzelf een uitvoerbare titel zullen kunnen toekennen voor niet betwiste zaken » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2082/001, p. 4).

In de memorie van toelichting wordt uiteengezet :

« Deze beslissing vloeide voort uit punt 62 van het Justitieplan waar het gebruik van het dwangbevel wordt opgelegd :

' Het vermijden van nutteloze procedures is ook een verantwoordelijkheid van de overheden en andere publiekrechtelijke instellingen. De tussenkomst van de rechtbank is overbodig en uitsluitend administratief belastend als de overheid of instelling zichzelf een uitvoerbare titel kan verschaffen zonder tussenkomst van de rechtbank (bijvoorbeeld een dwangbevel). Om die reden zullen overheden en instellingen worden ontmoedigd om in dat geval een procedure voor de rechtbank te starten door hen steeds te laten verwijzen in alle gerechtskosten, zodat er ook nooit een rechtsplegingsvergoeding moet betaald worden door de verweerder, ook al zou die in het ongelijk worden gesteld. '

[...] Het volledige proces van de gerechtelijke navordering van sociale schulden wordt dus grondig herzien. In plaats van voor de gerechtelijke navordering beroep te doen op een procedure via de rechtbanken, zal de RSZ voorrang geven aan het gebruik van een dwangbevel.

Het gebruik van het dwangbevel is evenwel niet nieuw voor de RSZ. Op dit moment werkt de RSZ reeds met dwangbevel voor de invordering van schulden bij dienstenchequebedrijven, in gevallen van fraude, in het geval de minnelijke afbetalingstermijnen toegekend op basis van artikel 40bis van de wet van 27 juni 1969 niet gerespecteerd werden en in het geval van invordering voor rekening van buitenlandse instellingen van sociale zekerheid. Met uitzondering van deze laatste soort vertegenwoordigt dit ongeveer 3000 dwangbevelen per jaar ten opzichte van ongeveer 52 000 procedures via dagvaarding.

Naast het behoud van het dwangbevel in de reeds bestaande categorieën zoals hierboven vermeld, is het de bedoeling van dit wetsontwerp om ook in de gevallen waar nu nog gedagvaard wordt, vanaf 1 januari 2017, waar mogelijk, over te gaan tot invordering via dwangbevel » (*ibid.*, pp. 4-5).

B.2.3. De toelichting van het ontworpen artikel 4 dat artikel 4 van de wet van 1 december 2016 is geworden, waarbij artikel 40 van de wet van 27 juni 1969 is vervangen, zet uiteen :

« Dit artikel regelt het veralgemeend gebruik van dwangbevel door de RSZ. De huidige regeling voorziet in een machtiging aan de Koning om de voorwaarden en de wijze van vervolging bij wijze van dwangbevel, evenals de eraan verbonden vervolgingskosten en de tenlastelegging ervan te regelen. Met dit artikel wordt de volledige regeling in de wet verankerd. Dit bevordert de visibiliteit en de rechtszekerheid.

De eerste paragraaf van het nieuwe artikel 40 herneemt de inhoud van het huidige artikel 40, eerste lid, van de wet van 27 juni 1969, met dien verstande dat de redactie werd aangepast aan het veralgemeend gebruik van het dwangbevel : het dwangbevel wordt de regel en de dagvaarding de uitzondering » (*ibid.*, p. 8).

B.3.1. De wet van 1 december 2016 strekt eveneens ertoe de elektronische communicatie met de administratie te verbeteren door, in de toekomst, het gebruik van de e-Box voor ondernemingen verplicht te maken :

« [Die wet] streeft [...] op termijn ernaar het gebruik van de e-Box voor ondernemingen in de optiek van de betrekkingen tussen de inningsinstelling van de bijdragen en de werkgever verplicht te kunnen maken teneinde de procedures van toekenning van minnelijke afbetalingsplannen aan de werkgevers die betalingsmoeilijkheden ondervinden te vergemakkelijken en te versnellen » (*ibid.*, p. 3).

De wet van 1 december 2016 wijzigt daartoe de wet van 24 februari 2003 « betreffende de modernisering van het beheer van de sociale zekerheid en betreffende de elektronische communicatie tussen ondernemingen en de federale overheid » (hierna : de wet van 24 februari 2003).

B.3.2. Wat betreft het gebruik van de e-Box voor ondernemingen alsook de link ervan met de invorderingsprocedure bij dwangbevel, zet de parlementaire voorbereiding uiteen :

« In het Regeerakkoord werd opgenomen dat de regering de aantrekkingskracht van haar digitale dienstverlening zal vergroten met gebruiksvriendelijke en kwaliteitsvolle toepassingen en tegelijk papieren dragers zal ontraden bij administratieve procedures en communicatie met de overheid.

Gelet op de impact van het dwangbevel op de verhouding van de Rijksdienst met de ondernemingen is het van het grootste belang dat de communicatie tussen partijen via een duidelijk gereguleerd kanaal gebeurt, waarin partijen op een veilige en traceerbare manier met elkaar kunnen communiceren. In dat opzicht is voorzien dat de reeds bestaande e-Box van de sociale zekerheid, een beveiligde elektronische mailbox, als communicatiekanaal zal worden gebruikt.

[...]

De doelstelling van het veralgemeende gebruik van de e-Box is enerzijds om de instellingen van sociale zekerheid in staat te stellen verscheidene elektronische berichten en aangetekende zendingen te versturen naar de ondernemingen, hun mandatarissen en de curatoren, in overeenstemming met de wettelijke voorschriften, en anderzijds om met hen te kunnen communiceren door, via dit kanaal, alle relevante informatie en documenten op te sturen.

De RSZ gaat tegelijkertijd ook de proactieve aanpak bevorderen zodat meer dan vroeger gewerkt zal worden met de begeleiding van werkgevers met betaalproblemen door middel van afbetalingsregelingen en dergelijke. Voor de communicatie in dit verband zal de e-box een belangrijke meerwaarde kunnen betekenen » (*ibid.*, pp. 5-6).

Er wordt eveneens uiteengezet :

« Alle communicatie vanwege de RSZ gebeurt door middel van een elektronische techniek via de beveiligde mailbox vanaf de datum van inwerkingtreding van onderhavig artikel. Tijdens een overgangperiode zal de RSZ bepaalde documenten op papier blijven versturen naar werkgevers die hun e-Box onderneming nog niet hebben geactiveerd, vergezeld van een uitnodiging om deze met spoed te activeren.

[...]

In aanvulling van bovenvermelde communicatie, wordt derhalve de mogelijkheid gecreëerd om in de toekomst andere communicatie verplicht elektronisch te laten gebeuren door middel van de beveiligde mailbox. De Koning kan hiervoor, desgevallend per instelling, sector of gegevensuitwisseling, het tijdstip vaststellen, na advies van het Beheerscomité van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid » (*ibid.*, p. 11).

B.4.1. De wet van 1 december 2016 verschaft ook de mogelijkheid « via een concessie tot ontwikkeling van een geïnformiseerd platform dat ertoe strekt de betrekkingen met de gerechtsdeurwaarders in het kader van deze invordering via een dwangbevel te optimaliseren » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2082/001, p. 3).

B.4.2. Wat dat elektronisch platform betreft, zet de parlementaire voorbereiding uiteen :

« Teneinde de digitalisering van zijn activiteiten nog te verbeteren, wordt de RSZ door dit wetsontwerp gemachtigd om een uniek informaticaplatform te creëren, waarvan het beheer zal worden toevertrouwd aan een operator bij wege van een concessie van openbare dienst. Deze informatica-tool zal de RSZ toelaten om de uitvoerbare titels met betrekking tot de onbetaalde schuldvorderingen waarvan de RSZ de invordering verzekert, te centraliseren op een digitaal platform dat vervolgens een automatische overdracht van de invorderingsdossiers zal verzekeren naar de territoriaal bevoegde gerechtsdeurwaarders, alsmede de administratieve opvolging en de gegevensuitwisseling tussen de gerechtsdeurwaarders en de RSZ met betrekking tot de handelingen waarvoor hun tussenkomst vereist is » (*ibid.*, p. 6).

B.5. Uit het voorgaande blijkt dat de wet van 1 december 2016 het gebruik van het dwangbevel veralgemeent voor de invordering van niet-betwiste schuldvorderingen van de RSZ.

In de context van die invorderingsprocedure door middel van een dwangbevel, worden de digitale instrumenten versterkt.

Enerzijds bepaalt de bestreden wet dat de RSZ gemachtigd is om een uniek informaticaplatform te creëren, waarvan het beheer zal worden toevertrouwd aan een operator bij wege van een concessie van openbare dienst, met het oog op de invordering van de aan de RSZ verschuldigde bijdragen. Dat digitaal platform zal toelaten om de uitvoerbare titels met betrekking tot de onbetaalde schuldvorderingen te centraliseren en « [zal] vervolgens een automatische overdracht van de invorderingsdossiers [...] verzekeren naar de territoriaal bevoegde gerechtsdeurwaarders, alsmede de administratieve opvolging en de gegevensuitwisseling tussen de gerechtsdeurwaarders en de RSZ met betrekking tot de handelingen waarvoor hun tussenkomst vereist is » (*ibid.*, p. 6).

Anderzijds strekt de stapsgewijze veralgemening van de e-Box voor ondernemingen ertoe een « belangrijke meerwaarde » aan te brengen voor de begeleiding van « werkgevers met betaalproblemen door middel van afbetalingsregelingen en dergelijke » (*ibid.*).

Ten aanzien van de omvang van het beroep en van de toetsing door het Hof

B.6. Het Hof bepaalt de omvang van het beroep tot vernietiging op grond van de inhoud van het verzoekschrift, en in het bijzonder op basis van de uiteenzetting van de middelen. Het Hof beperkt zijn onderzoek tot de bepalingen waartegen middelen zijn gericht.

Uit de uiteenzetting van de middelen blijkt dat de grieven van de verzoekende partij enkel betrekking hebben op artikel 40 van de wet van 27 juni 1969 « tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders » (hierna : de wet van 27 juni 1969), zoals het werd vervangen bij artikel 4 van de wet van 1 december 2016. Worden meer bepaald bekritiseerd de wijze van vaststelling van het dwangbevel (artikel 40, §§ 2 en 3, van de wet van 27 juni 1969), de nadere regels voor van een beroep tegen het dwangbevel (artikel 40, § 5, tweede lid, van de wet van 27 juni 1969), en de mogelijkheid van een concessie van openbare dienst met het oog op het beheer van een elektronisch platform voor de invordering van de onbetaalde schuldvorderingen van de RSZ (artikel 40, § 8, van de wet van 27 juni 1969).

Het Hof beperkt zijn onderzoek tot die delen van de bestreden bepaling waartegen middelen worden gericht; het spreekt zich bijgevolg niet uit over de grondwettigheid van artikel 40 van de wet van 27 juni 1969, zoals vervangen bij artikel 4 van de wet van 1 december 2016, in zoverre het het gebruik van het dwangbevel veralgemeent voor de invordering van de niet-betwiste schuldvorderingen van de RSZ.

B.7.1. De Ministerraad onderstreept dat artikel 40, §§ 2 en 3, en § 5, tweede lid, van de wet van 27 juni 1969, zoals het werd ingevoegd bij artikel 4 van de wet van 1 december 2016, geen nieuwe bepaling is, aangezien de inhoud ervan reeds werd vermeld in de artikelen 43bis tot 43quater van het koninklijk besluit van 28 november 1969 « tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders » (hierna : het koninklijk besluit van 28 november 1969) en dat die artikelen nooit zijn betwist voor de Raad van State.

B.7.2. Vóór de inwerkingtreding van de wet van 1 december 2016 bood artikel 40 van de wet van 27 juni 1969 de RSZ reeds de mogelijkheid om gebruik te maken van het dwangbevel, volgens de nadere regels bepaald in de artikelen 43bis tot 43sexies van het koninklijk besluit van 28 november 1969, zoals zij waren ingevoegd bij het koninklijk besluit van 5 augustus 1991 « tot regeling van de invordering door middel van dwangbevel van sommige bedragen verschuldigd aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid ».

Vóór de opheffing ervan bij artikel 6 van de wet van 1 december 2016 bepaalden de artikelen 43bis tot 43sexies van het koninklijk besluit van 28 november 1969, zoals zij waren ingevoegd bij het koninklijk besluit van 5 augustus 1991 :

« Art. 43bis. De bijdragen, bijdrageopslagen, verwijlresten, de forfaitaire vergoedingen met inbegrip van de bijslagen en sommen bedoeld in artikelen 30bis en 30ter van de wet, kunnen, in de categorieën van gevallen te bepalen door de Rijksdienst voor sociale zekerheid, ingevorderd worden door middel van dwangbevel vanaf het ogenblik dat het kwartaalkohier of het bijzonder kohier, waarin zij zijn opgenomen, uitvoerbaar is verklaard.

Een uitvoerbaar verklaard kohier geldt als uitvoerbare titel met het oog op de invordering.

De kohieren worden uitvoerbaar verklaard door de administrateur-generaal, de adjunct-administrateur-generaal of een personeelslid dat daartoe aangewezen is door het beheerscomité.

Art. 43ter. Het dwangbevel van de Rijksdienst voor sociale zekerheid wordt uitgevaardigd door de administrateur-generaal, de adjunct-administrateur-generaal of een personeelslid dat daartoe aangewezen is door het beheerscomité en wordt aan de schuldenaar bij gerechtsdeurwaardersexploot betekend.

Het bevat een bevel om te betalen binnen de 24 uren op straffe van tenuitvoerlegging door beslag, alsook een boekhoudkundige verantwoording van de gevorderde bedragen en een afschrift van de uitvoerbaarverklaring.

Art. 43quater. De schuldenaar kan tegen het dwangbevel verzet aantekenen voor de arbeidsrechtbank van zijn woonplaats of zijn maatschappelijke zetel.

Het verzet is, op straffe van nietigheid, met redenen omkleed; het dient gedaan te worden door middel van een dagvaarding aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid bij deurwaardersexploot betekend binnen de 15 dagen vanaf de betekening van het dwangbevel.

Art. 43quinquies. De Rijksdienst voor sociale zekerheid mag bewarend beslag laten leggen en het dwangbevel uitvoeren met gebruikmaking van de middelen tot tenuitvoerlegging bepaald in deel V van het Gerechtelijk Wetboek.

De gedeeltelijke betalingen gedaan ingevolge de betekening van een dwangbevel verhinderen de voortzetting van de vervolgingen niet.

Art. 43sexies. De betekeningkosten van het dwangbevel evenals de kosten van tenuitvoerlegging of van bewarende maatregelen zijn ten laste van de schuldenaar.

Ze worden bepaald volgens de regelen in acht te nemen voor de akten van de gerechtsdeurwaarders in burgerlijke en handelszaken ».

B.7.3. De minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid zette in dat verband uiteen :

« Het dwangbevel kon tot dusver worden opgelegd op grond van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders. Om redenen van transparantie en rechtszekerheid wordt nu geopteerd voor een wettelijke verankering van het geheel van de regelgeving » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2082/003, p. 7; zie ook *Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2082/001, pp. 3 en 8).

Vóór de inwerkingtreding van de wet van 1 december 2016 bleef het gebruik van het dwangbevel door de RSZ uitzonderlijk (*ibid.*, pp. 4-5).

B.7.4. Op 1 december 2016 heeft de wetgever zich de inhoud van reglementaire bepalingen toegeëigend, in de context van een veralgemening van de invordering van sociale bijdragen door middel van een dwangbevel, en dat vanaf 1 januari 2017, datum van inwerkingtreding van de wet van 1 december 2016. Het overnemen van de inhoud van een besluit in een wettelijke bepaling heeft tot gevolg dat de Raad van State en de hoven en rechtbanken zich niet kunnen uitspreken over die inhoud, waarbij de controle daarvan onder de bevoegdheid van het Hof valt.

Ten gronde

Eerste middel

B.8. Het eerste middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11, 13 en 23 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 6 en 13 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, met artikel 47 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie, met het evenredigheidsbeginsel, met het wettigheidsbeginsel, met het beginsel van rechtszekerheid en met de *standstill*-verplichting.

De verzoekende partij voert aan dat het recht op toegang tot een rechter wezenlijk is aangetast doordat het verzet tegen een dwangbevel enkel kan worden gedaan via een dagvaarding, met uitsluiting van een verzoekschrift op tegenspraak (eerste onderdeel), binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen vanaf de betekening van het dwangbevel (tweede onderdeel), zonder voorafgaande administratieve procedure die de werkgever de mogelijkheid biedt om de gevorderde bedragen te betwisten vóór de afgifte van het dwangbevel (derde onderdeel) en met een te ruime mogelijkheid tot delegatie aan een personeelslid van de RSZ (vierde onderdeel).

Daaruit zou een niet verantwoorde achteruitgang van de rechten van de rechtzoekenden volgen, zowel ten aanzien van het recht op toegang tot een rechter als ten aanzien van het recht op sociale zekerheid dat is beschermd bij artikel 23 van de Grondwet.

B.9.1. Artikel 13 van de Grondwet impliceert een recht op toegang tot de bevoegde rechter. Dat recht wordt eveneens gewaarborgd door artikel 6, lid 1, van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, door artikel 14, lid 1, van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten en door een algemeen rechtsbeginsel.

Artikel 13 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens waarborgt aan eenieder wiens rechten en vrijheden vermeld in dat Verdrag zijn geschonden, het recht op daadwerkelijke rechtshulp voor een nationale instantie.

Artikel 47 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie waarborgt het recht op een doeltreffende voorziening in rechte en op een onpartijdig gerecht.

B.9.2. De artikelen 10 en 11 van de Grondwet waarborgen het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie.

B.9.3. Artikel 23 van de Grondwet bepaalt dat ieder het recht heeft om een menswaardig leven te leiden en draagt de onderscheiden wetgevers op de erin vermelde economische, sociale en culturele rechten daartoe te waarborgen, waaronder « 2° het recht op sociale zekerheid [...] ».

B.10.1. Wanneer bepalingen in het geding zijn die grondrechten waarborgen waarvan de inachtneming rechtstreeks voor een rechter kan worden aangevoerd, is het aanvoeren van een *standstill*-verplichting niet relevant.

B.10.2. Zoals het Hof heeft geoordeeld bij zijn arrest nr. 62/2018 van 31 mei 2018, bestaat er, met uitzondering van artikel 23 van de Grondwet, geen *standstill*-verplichting die voortvloeit uit de aangevoerde grondwets- en verdragsbepalingen.

B.11.1. Artikel 23 van de Grondwet bevat een *standstill*-verplichting die eraan in de weg staat dat de bevoegde wetgever het door de van toepassing zijnde wetgeving geboden beschermingsniveau, in aanzienlijke mate vermindert, zonder dat daarvoor redenen zijn die verband houden met het algemeen belang.

B.11.2. Hoewel socialezekerheidsbijdragen vallen onder het recht op sociale zekerheid dat wordt gewaarborgd bij artikel 23, derde lid, 2°, van de Grondwet, geldt datzelfde niet voor de nadere regels voor de invordering van die bijdragen, althans wanneer zij geen afbreuk kunnen doen aan de essentie zelf van het recht op sociale zekerheid.

Een invorderingsprocedure door middel van een dwangbevel voor onbetaalde schuldvorderingen van de RSZ kan geen afbreuk doen aan de essentie zelf van het recht op sociale zekerheid. De bestreden bepaling kan bijgevolg het recht op sociale zekerheid dat is gewaarborgd bij artikel 23, derde lid, 2°, van de Grondwet, niet schenden.

B.11.3. Het eerste middel, in zoverre het is afgeleid uit de schending van de *standstill*-verplichting, is niet gegrond.

B.12. Er moet nog worden onderzocht of de bestreden bepaling de andere grondwets- en verdragsbepalingen schendt, in voorkomend geval in samenhang gelezen met de andere voormelde beginselen, die in het middel worden aangevoerd.

Het Hof onderzoekt eerst het derde en het vierde onderdeel van het middel, die betrekking hebben op het uitvaardigen van een dwangbevel (artikel 40, §§ 2 en 3, van de wet van 27 juni 1969), en vervolgens de eerste twee onderdelen van het middel, die betrekking hebben op de nadere regels inzake het beroep tegen een dwangbevel (artikel 40, § 5, tweede lid, van de wet van 27 juni 1969).

Wat het uitvaardigen van een dwangbevel betreft (artikel 40, §§ 2 en 3, van de wet van 27 juni 1969)

B.13. In het derde onderdeel van het middel bekritiseert de verzoekende partij het feit dat er geen minnelijke procedure is voorafgaand aan het dwangbevel, die de schuldenaar van sociale bijdragen zou verhinderen de bedragen ervan te betwisten en hem bijgevolg zou verplichten over te gaan tot een gerechtelijke procedure om zich tegen het dwangbevel te verzetten.

De schuldenaars van sociale bijdragen die zijn onderworpen aan het stelsel van de werknemers zouden aldus gediscrimineerd worden ten opzichte van de schuldenaars van sociale bijdragen die zijn onderworpen aan het stelsel van de zelfstandigen, ten aanzien van wie een dwangbevel enkel mag worden gebruikt voor zover de onderworpenen de bedragen die verschuldigd zijn aan de sociale verzekeringskassen niet heeft betwist (artikel 47bis, § 1, van het koninklijk besluit van 19 december 1967) en na een laatste herinnering bij aangetekend schrijven (artikel 46 van het koninklijk besluit van 19 december 1967).

B.14.1. Artikel 20, § 7, van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, gewijzigd bij de wet van 20 juli 2005, bepaalt :

« Onverminderd hun recht om voor de rechter te dagvaarden kunnen de door dit artikel beoogde kassen als inninginstellingen van de bijdragen de bedragen die hen verschuldigd zijn eveneens bij wijze van dwangbevel invorderen.

De Koning bepaalt de voorwaarden en modaliteiten van vervolging door middel van een dwangbevel evenals de kosten die eruit voortvloeien en hun tenlastelegging ».

Die bepaling werd aangenomen om de mogelijkheid tot invordering van sociale bijdragen door middel van een dwangbevel die was ingevoerd in de regeling van de werknemers (artikelen 40 en 40bis van de wet van 27 juni 1969, respectievelijk vervangen en ingevoegd bij de wetten van 4 augustus 1978 en 3 juli 2005), uit te breiden tot de regeling van de zelfstandigen.

B.14.2. Ter uitvoering van artikel 20, § 7, van het voormelde koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967, bepalen de artikelen 46 en 47bis van het koninklijk besluit van 19 december 1967 « houdende algemeen reglement in uitvoering van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967, houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen » (hierna : het koninklijk besluit van 19 december 1967) :

« Art. 46. Alvorens tot de gerechtelijke invordering of tot de invordering bij wijze van dwangbevel over te gaan moeten de sociale verzekeringskassen, in ieder geval, de onderworpenen een laatste herinnering bij ter post aangetekend schrijven toesturen met vermelding van de bedragen waarop de invordering zal slaan.

Deze herinnering kan gebeuren door tussenkomst van een gerechtsdeurwaarder.

Deze herinnering moet op straffe van nietigheid vermelden dat, indien de onderworpenen niet tot betwisting overgaat van de bedragen of geen uitstel van betaling vraagt en verkrijgt, per bij de post aangetekende brief, binnen de maand van de betekening of de kennisgeving van de herinnering, de sociale verzekeringskas die bedragen zal kunnen invorderen door middel van een dwangbevel.

Het toestaan van uitstel van betaling door de sociale verzekeringskas schorst de uitvaardiging van een eventueel dwangbevel alsook de gerechtelijke invordering, en dit in zoverre het tussen de sociale verzekeringskas en de onderworpenen tot stand gekomen akkoord door deze laatste wordt nageleefd ».

« Art. 47bis. § 1. Voor de toepassing van artikel 20, § 7, van het koninklijk besluit nr. 38 kunnen de bijdragen evenals de verhogingen, verwijlntresten en andere aanhorigheden worden ingevorderd bij wijze van dwangbevel door de sociale verzekeringskas waaraan zij verschuldigd zijn voor zover de onderworpenen de bedragen die aan hem werden gevorderd niet heeft betwist of geen uitstel van betaling heeft gevraagd en verkregen volgens de in artikel 46 gestelde voorwaarden en termijn.

§ 2. De bijdragen evenals de verhogingen, verwijlntresten en andere aanhorigheden kunnen worden ingevorderd bij wijze van dwangbevel door de sociale verzekeringskas waaraan zij verschuldigd zijn vanaf het ogenblik dat het bijzonder kohier, waarin zij zijn opgenomen, uitvoerbaar is verklaard.

Het bijzonder kohier bevat :

1° de gegevens van de sociale verzekeringskas-schuldeiser;

2° de naam, voornaam, adres en nationaal nummer van de zelfstandige-schuldenaar, of desgevallend van de persoon die hoofdelijk aansprakelijk is voor de betaling van de bijdragen, of de benaming, zetel en ondernemingsnummer indien deze laatste een rechtspersoon is;

3° een gedetailleerde afrekening van bijdragen, verhogingen, verwijlntresten en andere aanhorigheden, verschuldigd aan de kas en waarvoor wordt overgegaan tot invordering bij wijze van dwangbevel;

4° de motivering van het gebruik van het dwangbevel;

5° de datum van het visum van uitvoerbaarheid;

6° de verzendingsdatum;

7° de uiterste betalingsdatum;

8° de beroepen waarover de schuldenaar beschikt evenals de termijnen waarbinnen hij ze op geldige wijze kan indienen.

Het uitvoerbaar verklaard kohier geldt als uitvoerbare titel met het oog op de invordering.

De kohieren worden uitvoerbaar verklaard door één of meerdere personeelsleden van de sociale verzekeringskas-schuldeiser dat met dat doel werden aangewezen door de raad van bestuur en officieel erkend door de Minister van Middenstand.

§ 3. Het dwangbevel van de sociale verzekeringskas-schuldeiser wordt uitgevaardigd door een personeelslid dat met dat doel werd aangewezen door de raad van bestuur.

§ 4. Het dwangbevel wordt betekend aan de schuldenaar bij deurwaardersexploot. De betekening bevat bevel tot betalen binnen de 24 uren, op straffe van uitvoering bij beslag, alsook een boekhoudkundige verantwoording van de gevraagde sommen en een afschrift van de uitvoerbare titel.

De moratoriumintresten zoals voorzien in artikel 1153 van het Burgerlijk Wetboek zijn verschuldigd vanaf de dag van de betekening.

§ 5. De schuldenaar kan verzet aantekenen tegen het dwangbevel voor de arbeidsrechtbank van zijn woonplaats of zijn maatschappelijke zetel.

Het verzet wordt, op straffe van nietigheid, met redenen omkleed; het dient gedaan te worden door middel van dagvaarding bij deurwaardersexploot aan de sociale verzekeringskas binnen de maand vanaf de betekening van het dwangbevel, zonder afbreuk te doen aan de artikelen 50, tweede lid en 55 van het Gerechtelijk Wetboek.

De uitoefening van het verzet schorst de tenuitvoerlegging van het dwangbevel tot de uitspraak ten gronde is gevallen.

§ 6. De sociale verzekeringskas-schuldeiser mag bewarend beslag laten leggen en het dwangbevel uitvoeren met gebruikmaking van de middelen tot tenuitvoerlegging bepaald in het vijfde deel van het Gerechtelijk Wetboek.

De gedeeltelijke betalingen gedaan ingevolge de betekening van een dwangbevel verhinderen de voortzetting van de vervolgingen niet.

§ 7. De kosten van de betekening van het dwangbevel evenals de uitvoeringskosten of de bewarende maatregelen zijn ten laste van de schuldenaar.

Ze worden bepaald volgens de regels opgesteld voor de door de gerechtsdeurwaarders verrichte aktes in burgerlijke en handelszaken ».

B.15.1. Artikel 40, § 2, van de wet van 27 juni 1969, zoals vervangen bij de wet van 1 december 2016, bepaalt :

« De bijdragen, bijdrageopslagen, verwijlintresten, de forfaitaire vergoedingen met inbegrip van de bijslagen en sommen als bedoeld in de artikelen 30bis en 30ter kunnen worden ingevorderd door middel van dwangbevel vanaf het ogenblik dat het bijzonder kohier waarin zij zijn opgenomen uitvoerbaar is verklaard.

Een uitvoerbaar verklaard kohier geldt als uitvoerbare titel met het oog op de invordering.

De kohieren worden uitvoerbaar verklaard door de administrateur-generaal, de adjunct-administrateur-generaal of een personeelslid waaraan deze bevoegdheid werd gedelegeerd door het Beheerscomité ».

B.15.2. Die bepaling stelt de RSZ in staat om zichzelf een uitvoerbare titel te verlenen met het oog op de invordering van « bijdragen, bijdrageopslagen, verwijlintresten, [...] forfaitaire vergoedingen met inbegrip van de bijslagen en sommen als bedoeld in de artikelen 30bis en 30ter ».

B.16.1. Het Hof moet nagaan of, in zoverre de bestreden bepaling niet de procedure organiseert voorafgaand aan het verlenen van een dwangbevel voor de invordering van de voormelde bedragen, die bepaling een onverantwoord verschil in behandeling creëert tussen schuldenaars van sociale bijdragen, naargelang zij onder het stelsel van de werknemers dan wel onder het stelsel van de zelfstandigen ressorteren.

B.16.2. Het verschil in behandeling tussen bepaalde categorieën van personen dat voortvloeit uit de toepassing van verschillende procedureregels in verschillende omstandigheden, houdt op zich geen discriminatie in. Van discriminatie zou slechts sprake zijn indien het verschil in behandeling dat voortvloeit uit de toepassing van die procedureregels een onevenredige beperking van de rechten van de daarbij betrokken personen met zich zou meebrengen.

B.17.1. Wat betreft de communicatie met de werkgevers voorafgaand aan het gebruik van een dwangbevel, geeft de parlementaire voorbereiding aan :

« De RSZ gaat tegelijkertijd ook de proactieve aanpak bevorderen zodat meer dan vroeger gewerkt zal worden met de begeleiding van werkgevers met betaalproblemen door middel van afbetalingsregelingen en dergelijke. Voor de communicatie in dit verband zal de e-box een belangrijke meerwaarde kunnen betekenen » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2082/001, p. 6).

B.17.2. In het kader van het verslag namens de Commissie voor de Sociale Zaken, gaf de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid eveneens aan :

« Het dwangbevel zal echter niet op een ongenueanceerde manier worden ingevoerd. De vaststelling dat de meeste rechtszaken die door de RSZ aanhangig worden gemaakt, aanleiding geven tot een gerechtelijk afbetalingsplan impliceert dat ook het administratieve proces moet worden verbeterd. Als een werkgever immers betalingsmoeilijkheden ondervindt en daarom aan de rechtbank een afbetalingsplan vraagt, spreekt het voor zich dat hij bij ontvangst van een dwangbevel daartegen voor de rechtbank verzet aantekent om zo opnieuw het voordeel van een afbetalingsplan te verkrijgen.

De ongenueanceerde veralgemening van het dwangbevel zou tot gevolg kunnen hebben dat het aantal rechtszaken over de RSZ-bijdragen niet significant daalt. Het is dus verkieslijk een werkgever die met tijdelijke betalingsmoeilijkheden kampt niet direct het mes op de keel te zetten, maar hem enige armslag te laten middels een administratief afbetalingsplan.

De veralgemening van het dwangbevel zal dus gepaard gaan met een versterking van het huidige systeem van administratieve afbetalingsplannen om te vermijden dat ondernemingen die te goeder trouw zijn, maar tijdelijke betalingsmoeilijkheden ondervinden, naar een faillissement worden geleid.

[...]

De veralgemening van het dwangbevel en (vooral) de versterking van de afbetalingsplannen zal tot een toename van het aantal aangetekende zendingen leiden. Daarom voorziet het voorliggend wetsontwerp ook in de verzending van elektronische aangetekende zendingen in de hele sector van de sociale zekerheid, wat op technisch vlak gebeurt door middel van de *e-box*.

Om te voorkomen dat een werkgever plots met een beslag wordt geconfronteerd omdat hij geen acht heeft geslagen op zijn *e-box*, wordt een gefaseerde inwerkingtreding in uitzicht gesteld. De timing van de aangetekende zendingen via de *e-box* zal worden bepaald bij een koninklijk besluit, waarover het beheerscomité van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid advies zal moeten uitbrengen » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2082/003, pp. 3-4).

B.17.3. Op vragen van parlementsleden antwoordde de minister eveneens :

« Een dwangbevel kan wel degelijk worden betwist :

- als de RSZ reeds ambtshalve is tussengekomen, wordt de werkgever daarvan op de hoogte gebracht met een aangetekende brief. Hij heeft dan de mogelijkheid om de beslissing administratief te betwisten, wat aanleiding geeft tot de opschorting van de invordering, tenzij er sprake is van manifeste fraude of het risico van verjaring van de schulden bestaat;

- als er geen betwisting is, gaat de RSZ over tot administratieve invordering van de schulden. Als de werkgever niet betaalt, ontvangt hij een aanmaning. Als hij daarna nog niet betaalt en met de RSZ ook geen afbetalingsplan afsprekt, dan zal de RSZ een dwangbevel opstellen, waartegen nog steeds beroep kan worden ingesteld bij de arbeidsrechtbank » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2082/003, p. 8).

B.17.4. De minister wees eveneens op het feit dat de termijn van vijftien dagen om verzet aan te tekenen « wordt voorafgegaan door een periode van drie maanden waarin de RSZ reeds driemaal met de betrokken werkgevers contact heeft opgenomen » (*ibid.*, p. 10).

B.18.1. Krachtens artikel 21, eerste lid, van de wet van 27 juni 1969, moet iedere verzekeringsplichtige werkgever aan de RSZ een aangifte met verantwoording van het bedrag van de verschuldigde bijdragen toezenden.

Krachtens artikel 34, eerste lid, van het koninklijk besluit van 28 november 1969, is het bedrag van de bijdragen door de werkgever aan de RSZ verschuldigd op de navolgende vier data van elk jaar : 31 maart, 30 juni, 30 september en 31 december.

B.18.2. Artikel 22 van de wet van 27 juni 1969 bepaalt dat wanneer geen dan wel een onvolledige of onjuiste driemaandelijke aangifte is gedaan, de RSZ ambtshalve het bedrag van de verschuldigde bijdragen bepaalt aan de hand van de reeds voorhanden gegevens of de inlichtingen die zijn ingewonnen bij de werkgever (artikel 22, eerste lid) en dat van het bedrag van de aldus vastgestelde schuldvordering « de werkgever (of de curator) bij aangetekende brief [wordt] kennisgegeven » (artikel 22, tweede lid).

In dat geval ontvangt de werkgever een kennisgeving bij aangetekende brief van de schuldvordering van sociale bijdragen die ambtshalve door de RSZ is vastgesteld.

B.18.3. Artikel 28, § 1, van de wet van 27 juni 1969 bepaalt dat de werkgever die de bijdragen niet binnen de door de Koning vastgestelde termijnen stort, een bijdrageopslag en een verwijlrest van 7 % verschuldigd is (artikel 28, § 1, eerste lid); de bijdrageopslag mag evenwel niet meer bedragen dan 10 % van de verschuldigde bijdragen (artikel 28, § 1, tweede lid).

De niet-nakoming van de verplichtingen inzake aangifte en storting van de sociale bijdragen maakt het voorwerp uit van een vaste vergoeding (artikelen 28, § 2, 29 en 30), waarvoor de RSZ de werkgever vrijstelling of vermindering mag verlenen.

De artikelen 30bis en 30ter van de wet van 27 juni 1969 bepalen gevallen van hoofdelijke aansprakelijkheid voor de betaling van sociale schulden.

B.18.4. Wat de mogelijkheden tot minnelijke invordering betreft, bepaalt artikel 40bis van de wet van 27 juni 1969, ingevoegd bij artikel 43 van de wet van 3 juli 2005 houdende diverse bepalingen betreffende het sociaal overleg :

« De Rijksdienst kan aan zijn schuldenaars op minnelijke wijze afbetalingstermijnen toestaan, volgens de voorwaarden en modaliteiten vastgelegd door de Koning na het advies van de [lees : het] Beheerscomité, vooraleer tot een dagvaarding voor de rechter over te gaan of door middel van een dwangbevel tewerk te gaan ».

B.18.5. De artikelen 43octies en 43decies van het koninklijk besluit van 28 november 1969, zoals vervangen bij het koninklijk besluit van 1 december 2016 en opgenomen in afdeling 4 « Minnelijke invordering » van hoofdstuk III van het koninklijk besluit van 28 november 1969, regelen de mogelijkheid, voor de RSZ, om een of meer afbetalingsplannen toe te kennen aan werkgevers die daartoe een aanvraag doen, voorafgaand aan de invordering door middel van een dwangbevel :

« Art. 43octies. De Rijksdienst kan een of meer afbetalingsplan(nen) verlenen, bestaande uit minnelijke afbetalingstermijnen verleend aan werkgevers-schuldenaars die hiertoe een aanvraag doen, voor zover deze betrekking heeft op de totale vervallen schuld op de datum waarop het verzoek wordt ingediend, of op een te vervallen schuld waarvan de RSZ het bedrag in bijdragen kent.

Overeenkomstig artikel 40bis van de wet van 27 juni 1969 en in afwijking van het eerste lid, zijn de vervallen schulden die reeds het voorwerp uitmaken van rechtsvervolgingen of invordering door middel van dwangbevel door de Rijksdienst echter uitgesloten uit de mogelijkheid om een afbetalingsplan te verkrijgen ».

« Art. 43decies. § 1. Het afbetalingsplan bedoeld in artikel 43octies overschrijdt niet twaalf maandelijkse afbetalingen.

Ze kunnen nochtans worden uitgebreid tot vierentwintig maandelijkse afbetalingen wanneer de werkgever aantoonbaar met behulp van alle elementen en/of documenten gevraagd door de Rijksdienst dat het toestaan van een termijn van meer dan twaalf maandelijkse afbetalingen het enige middel is om zijn schuld te kunnen aanzuiveren met betrekking tot [lees : met behoud] van de levensvatbaarheid van de onderneming.

In de hypothese bedoeld in het tweede lid, maakt het verzoek van de werkgever het voorwerp uit van een diepgaande financiële analyse op basis van boekhoudkundige en financiële documenten van de onderneming alsook op basis van enig ander bewijsstuk met betrekking tot de levensvatbaarheid van deze werkgever.

§ 2. De Rijksdienst berekent de maandelijkse betalingen op een schuld die bepaald is rekening houdend met de toepasselijke burgerrechtelijke sancties en een berekening van de interesten, op een hele euro naar boven afgerond, waarbij wordt vooruitgelopen op de in het afbetalingsplan voorziene vereffening van de bijdrageschuld.

Het plan voorziet steeds in een eerste onmiddellijke betaling, ten laatste binnen de tien dagen na de vermoedelijke datum van ontvangst van het afbetalingsplan.

Het toezicht op de naleving van het afbetalingsplan door de werkgever vindt een keer per maand plaats en houdt rekening met overeengekomen vervaldata.

§ 3. Het afbetalingsplan wordt verzonden bij aangetekende brief en heeft uitwerking de derde werkdag na de datum van verzending, tenzij de geadresseerde het bewijs levert van het feit dat hij de aangetekende brief na deze termijn van 3 dagen heeft ontvangen in welk geval deze nieuwe datum in aanmerking wordt genomen ».

B.19.1. Hoewel de bestreden bepaling de procedure voorafgaand aan het verlenen van een dwangbevel niet specificiert, blijkt uit de in B.17 geciteerde parlementaire voorbereiding dat de RSZ enkel een dwangbevel kan uitvaardigen indien hij vooraf meermaals contact heeft opgenomen met de werkgever, in voorkomend geval via het kanaal van de e-Box voor ondernemingen, gedurende een minimumtermijn tijdens welke de werkgever de mogelijkheid moet hebben gehad om kennis te nemen van de verschuldigde bedragen en om ze in voorkomend geval te betwisten, en om een minnelijk invorderingsplan te vragen.

Het bestaan van een administratieve procedure voorafgaand aan het uitvaardigen van een dwangbevel wordt eveneens bevestigd door de documenten die door de Ministerraad zijn bezorgd en waaruit blijkt dat het Beheerscomité van de RSZ in april en mei 2016 de noodzaak heeft onderstreept van een proactieve aanpak door de RSZ, en meer bepaald de noodzaak van rechtstreekse en snelle contacten met de werkgevers, als een voorwaarde voor de effectiviteit van een veralgemeend dwangbevel.

B.19.2.1. De procedure voorafgaand aan het uitvaardigen van een dwangbevel dient bovendien te worden geïnterpreteerd rekening houdend met het feit dat het dwangbevel enkel door de RSZ kan worden uitvaardigd voor de invordering van « bijdragen, bijdrageopslagen, verwijlntresten, [en] forfaitaire vergoedingen met inbegrip van de bijslagen en sommen als bedoeld in de artikelen 30bis en 30ter » (artikel 40, § 2), voor zover die bedragen niet zijn betwist door de werkgever-schuldenaar.

Een veralgemeend gebruik van het dwangbevel is immers geconcipeerd voor « alle niet betwiste schulden » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2082/001, p. 3; zie ook *ibid.*, p. 4). Het feit dat een dwangbevel enkel kan worden uitvaardigd voor « ontegenzeggelijk verschuldigde bijdragen » wordt ook bevestigd door de parlementaire voorbereiding van de voormelde wet van 3 juli 2005 houdende diverse bepalingen betreffende het sociaal overleg, die artikel 40bis van de wet van 27 juni 1969 betreffende minnelijke afbetalingstermijnen heeft ingevoegd (*Parl. St.*, Kamer, 2004-2005, nr. 1767/003, p. 24).

B.19.2.2. Het « niet betwiste » karakter van de schuldvorderingen van sociale bijdragen die het voorwerp kunnen uitmaken van het door de RSZ uitgevaardigde dwangbevel heeft tot gevolg dat, voorafgaand aan de uitvaardiging van het dwangbevel, een procedure moet worden georganiseerd die voor de betrokken schuldenaar de mogelijkheid waarborgt om de in het geding zijnde schulden te betwisten.

B.19.3. Uit het voorgaande vloeit voort dat de voorwaarde dat het dient te gaan om onbetwiste schuldvorderingen van sociale bijdragen en de voorwaarde dat de schuldenaar voorafgaand aan de verzending van het dwangbevel van de RSZ in gebreke moet zijn gesteld bij aangetekende brief, impliceren dat een dwangbevel slechts geldig kan worden uitvaardigd nadat de schuldenaar verscheidene mogelijkheden om de aanspraken van de RSZ te betwisten, zonder enige reactie naast zich heeft neergelegd. Het onbetwiste karakter van de schuldvordering houdt immers in dat, op het ogenblik waarop het dwangbevel van de RSZ wordt uitvaardigd, geen werkelijk « geschil » voorligt waarover een rechter zich dient uit te spreken.

B.20.1. Die vereisten, die moeten worden vervuld vóór de invordering door middel van een dwangbevel, zijn voor het overige ingegeven door de invorderingsprocedure geregeld bij de artikelen 46 en 47bis van het koninklijk besluit van 19 december 1967, alsook door de procedure tot invordering van niet betwiste schulden, geregeld bij de artikelen 1394/20 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij de artikelen 33 en volgende van de wet van 19 april 2015 « houdende wijziging van het burgerlijk procesrecht en houdende diverse bepalingen inzake justitie » (de « Potpourri I »-wet). Zoals bovendien reeds in B.2.2 is vermeld, ligt de bestreden wet in het verlengde van de Potpourri I-wet.

B.20.2. De aan het dwangbevel voorafgaande ingebrekestelling moet de werkgever-schuldenaar in staat stellen om (1) kennis te nemen van een duidelijke beschrijving en van een verantwoording van de verschillende bedragen die van hem worden gevorderd en die, in voorkomend geval, zullen worden ingevorderd door middel van een dwangbevel (bijdragen, bijdrageopslagen, verwijlntresten, forfaitaire vergoedingen met inbegrip van de bijslagen en sommen als bedoeld in de artikelen 30bis en 30ter), (2) die bedragen te betwisten bij de RSZ of (3) een minnelijk invorderingsplan te vragen dat het uitvaardigen van een eventueel dwangbevel zou opschorten. Die ingebrekestelling dient de mogelijkheden te vermelden waarover de schuldenaar beschikt om te reageren en dient de nadere regels voor de betwisting van de schuldvordering te bepalen.

Indien de werkgever-schuldenaar na ontvangst van de aangetekende ingebrekestelling het bestaan, de omvang of de opeisbaarheid van de schuld van sociale bijdragen, zij het op summiere wijze betwist, mag de bestreden bepaling bijgevolg niet worden toegepast, zelfs indien die betwisting kennelijk niet gegrond is. De RSZ dient zich in dat geval tot de bevoegde rechter te wenden om de betaling van de betwiste schuldvordering af te dwingen. De loutere niet-betaling van de schuld vormt op zich evenwel geen betwisting die de mogelijkheid om een dwangbevel uit te vaardigen, uitsluit.

B.20.3. De in B.20.2 vermelde voorafgaande vereisten vormen immers essentiële waarborgen voor de schuldenaar van sociale bijdragen, maar ook onontbeerlijke voorwaarden om het te dezen nagestreefde doel te bereiken, namelijk een vermindering van het contentieux voor de « niet-betwiste » schuldvorderingen van de RSZ.

B.20.4. Uit de in B.3 geciteerde parlementaire voorbereiding blijkt overigens dat de wetgever, in het kader van de veralgemening van het dwangbevel, heeft beslist op termijn het gebruik van een e-Box voor ondernemingen te veralgemenen voor de communicatie met de werkgevers, die « een belangrijke meerwaarde » zou inhouden (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2082/001, p. 6).

Ook al is een verplicht gebruik van de e-Box voor alle communicatie tussen de socialezekerheidsinstellingen en een onderneming, mandataris of curator nog niet van kracht, dient de RSZ erop toe te zien dat bij de communicatie met de werkgevers de in B.20.2 opgesomde waarborgen worden in acht genomen.

B.21. In zoverre de wetgever heeft nagelaten te voorzien in een procedure voorafgaand aan het uitvaardigen van een dwangbevel door de RSZ en de vereisten te bepalen waaraan die procedure moet voldoen, worden aan de schuldenaar van de RSZ, zonder verantwoording, de in B.20.2 opgesomde essentiële waarborgen ontegensprekend.

B.22. Het derde onderdeel van het middel is gegrond, maar enkel in zoverre artikel 40 van de wet van 27 juni 1969 niet voorziet in een procedure die voorafgaat aan het verlenen van een dwangbevel en die de in B.20.2 opgesomde waarborgen bevat.

Het komt de wetgever toe die waarborgen te formaliseren door een bepaling aan te nemen die artikel 40 van de wet van 27 juni 1969 aanvult.

B.23. Aangezien een dwangbevel dat niet zou beantwoorden aan die essentiële waarborgen geen geldige uitvoerbare titel zou kunnen vormen, dienen de gevolgen van de bestreden bepaling te worden gehandhaafd in de in het dictum aangegeven mate.

B.24. In het vierde onderdeel van het middel bekritiseert de verzoekende partij het feit dat de bevoegdheid om de uitvoerbare titel (te dezen het dwangbevel) te verlenen en, daaraan voorafgaand, de bevoegdheid om het bedrag van de niet-betaalde sociale bijdragen te bepalen, worden toegekend aan personeelsleden van de RSZ, met een te ruime mogelijkheid tot delegatie en zonder rechterlijke controle voorafgaand aan het verlenen van een uitvoerbare titel.

B.25. Artikel 40, § 2, derde lid, van de wet van 27 juni 1969, zoals vervangen bij de wet van 1 december 2016, bepaalt :

« De kohieren worden uitvoerbaar verklaard door de administrateur-generaal, de adjunct-administrateur-generaal of een personeelslid waaraan deze bevoegdheid werd gedelegeerd door het Beheerscomité ».

Dat uitvoerbaar verklaard kohier geldt als uitvoerbare titel (artikel 40, § 2, tweede lid) met het oog op de invordering door middel van een dwangbevel van de « bijdragen, bijdrageopslagen, verwijlntresten, [...] forfaitaire vergoedingen, met inbegrip van de bijslagen en sommen als bedoeld in de artikelen 30bis en 30ter » (artikel 40, § 2, eerste lid).

Artikel 40, § 3, van de wet van 27 juni 1969, zoals vervangen bij de wet van 1 december 2016, bepaalt :

« Het dwangbevel van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid wordt uitgevaardigd door de administrateur-generaal, de adjunct-administrateur-generaal of een personeelslid waaraan deze bevoegdheid werd gedelegeerd door het Beheerscomité ».

B.26. De memorie van toelichting van de wet van 1 december 2016 geeft in dat verband aan :

« Paragraaf 2 van het nieuwe artikel 40 herneemt de inhoud van het huidige artikel 43bis van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders dat handelt over het kohier en de uitvoerbaarverklaring van dit kohier.

Om de tekst in overeenstemming te brengen met het veralgemeend gebruik van het dwangbevel werden een aantal redactionele wijzigingen aangebracht. Zo is de huidige verwijzing naar de invordering door middel van dwangbevel in de categorieën van gevallen te bepalen door de Rijksdienst voor sociale zekerheid overbodig geworden en wordt dit weggelaten. Waar op vandaag - naast de administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal - ook een personeelslid dat daartoe aangewezen is door het Beheerscomité over de bevoegdheid beschikt om de kohieren uitvoerbaar te verklaren, wordt deze laatste categorie in de nieuwe regeling vervangen door een personeelslid waaraan deze bevoegdheid werd gedelegeerd door het Beheerscomité.

Paragraaf 3 van het nieuwe artikel 40 herneemt een groot deel van de inhoud van artikel 43ter, eerste lid, van het voormelde koninklijk besluit van 28 november 1969. Deze paragraaf bepaalt door wie het dwangbevel uitvoerbaar wordt verklaard. Net zoals voor de uitvoerbaarverklaring van het kohier wordt ook hier dezelfde terminologische aanpassing doorgevoerd » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2082/001, pp. 8-9).

B.27. Ook al kan, rekening houdend met de bedoeling om onnodige gerechtelijke procedures te vermijden voor het invorderen van achterstallige sociale bijdragen, worden aangenomen dat aan de RSZ de bevoegdheid wordt toegewezen om die achterstallige bedragen door middel van een dwangbevel terug te vorderen, toch staat het aan de wetgever een billijk evenwicht tot stand te brengen tussen de rechten van de betrokken schuldenaars en die van de overheidsinstantie die bevoegd is om dwangmaatregelen op te leggen.

B.28. Overeenkomstig artikel 40, § 2, derde lid, en § 3, van de wet van 27 juni 1969 kan een personeelslid dat daartoe gedelegeerd is door het Beheerscomité van de RSZ respectievelijk het bijzonder kohier uitvoerbaar verklaren met het oog op de invordering door middel van een dwangbevel, en het dwangbevel uitvaardigen.

Die mogelijkheid tot delegatie aan een personeelslid van de RSZ is verantwoord door de administratieve last die het dagelijkse beheer van de invordering, bij dwangbevel, van aan de RSZ verschuldigde sociale bijdragen kan inhouden. Het zou immers onrealistisch zijn te eisen dat de administrateur-generaal of de adjunct-administrateur-generaal van de RSZ zelf de dwangbevelen van de RSZ uitvaardigen.

B.29.1. Die mogelijkheid tot delegatie is evenwel niet van die aard dat de rechten van de betrokken schuldenaars worden aangetast.

B.29.2. Het door het Beheerscomité gedelegeerd personeelslid kan immers enkel in naam en voor rekening van de openbare schuldeiser die de RSZ is een bijzonder kohier uitvoerbaar verklaren en een dwangbevel uitvaardigen. Voor de uitoefening van die bevoegdheid moet het personeelslid van de RSZ de berekeningswijze van de bedragen die door middel van een dwangbevel kunnen worden ingevorderd, overeenkomstig de artikelen 14 tot 18 en 28 tot 30ter van de wet van 27 juni 1969, maar ook de voorwaarden voor het verlenen van een dwangbevel zoals bepaald bij artikel 40 van dezelfde wet in acht nemen.

B.29.3. De procedure tot invordering door middel van een dwangbevel, waarin artikel 40 van de wet van 27 juni 1969 voorziet, heeft enkel betrekking op schulden van sociale bijdragen en is alleen van toepassing op de verzekeringsplichtige werkgevers, die onderworpen zijn aan de verplichtingen inzake aangifte en betaling van sociale bijdragen.

De veralgemening van het dwangbevel heeft tot doel de rechtbanken te ontlasten van een contentieux waarin geen reëel geschil tussen de partijen voorligt. Zoals in B.19.2 is onderstreept, heeft de mogelijkheid voor de RSZ om aan zichzelf een uitvoerbare titel te verlenen enkel betrekking op « niet betwiste zaken » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2082/001, p. 4; zie ook *ibid.*, p. 3).

Het gebruik van het dwangbevel ten gunste van de RSZ is enkel toelaatbaar voor zover er geen betwisting is vanwege de werkgever-schuldenaar. Die ontstentenis van betwisting veronderstelt dat, voorafgaand aan het uitvaardigen van een dwangbevel, de in B.20.2 opgesomde essentiële vereisten in acht zijn genomen, die waarborgen dat de schuldenaar op de hoogte wordt gesteld via een ingebrekestelling bij aangetekende brief waarbij hem een redelijke termijn wordt toegekend om, zij het op summier wijze, zijn eventuele gronden van betwisting te doen gelden, of om een afbetalingsplan te vragen dat de invordering zou opschorten.

De invorderingsprocedure door middel van een dwangbevel moet worden stopgezet bij de geringste betwisting van de schuld, zelfs indien die niet gegrond is, in welk geval de zaak moet worden voorgelegd aan de rechter. De werkgever-schuldenaar kan dus vóór het verlenen van de uitvoerbare titel, het optreden verkrijgen van een rechter die oordeelt met volle rechtsmacht, en alle feitelijke, juridische en procedurele aspecten van de zaak kan onderzoeken.

B.29.4. Een uitvoerbare titel kan bijgevolg slechts zonder voorafgaand rechterlijk optreden, in voorkomend geval door het daartoe gedelegeerde personeelslid van de RSZ, worden verleend indien de werkgever-schuldenaar heeft nagelaten zijn schuld inzake sociale bijdragen te betalen en nadat hij evenmin gevolg heeft gegeven aan een ingebrekestelling tot betaling bij aangetekende brief.

De bestreden bepaling kent de RSZ of diens gedelegeerd personeelslid dus geen overdreven macht toe.

B.29.5. Rekening houdend met het voorgaande wordt het door artikel 6, lid 1, van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en door artikel 47 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie gewaarborgde grondrecht op een daadwerkelijke jurisdictionele bescherming niet aangetast door het ontbreken van een rechterlijke toetsing voorafgaand aan het verlenen van de uitvoerbare titel, in voorkomend geval door een daartoe gedelegeerd personeelslid van de RSZ, aangezien de schuldvorderingen van sociale bijdragen van de RSZ in dat stadium van de invorderingsprocedure nog niet het voorwerp van een betwisting uitmaken en omdat het uitvaardigen van een dwangbevel bijgevolg geen enkele beoordelingsbevoegdheid impliceert.

B.30. Het eerste middel, in zijn vierde onderdeel, is niet gegrond.

Wat de nadere regels inzake het beroep tegen een dwangbevel betreft (artikel 40, § 5, tweede lid, van de wet van 27 juni 1969)

B.31. In het eerste onderdeel van het middel bekritiseert de verzoekende partij de substantiële aantasting van het recht op toegang tot een rechter doordat de verplichting om een dagvaarding door een gerechtsdeurwaarder aan te wenden, met uitsluiting van een verzoekschrift op tegenspraak, om het door de RSZ afgeleverde dwangbevel te kunnen betwisten, voor de schuldenaars van sociale bijdragen buitensporige financiële meerkosten met zich meebrengt.

In het tweede onderdeel van het middel bekritiseert de verzoekende partij de termijn van vijftien dagen voor verzet tegen een dwangbevel, die tot gevolg zou hebben de rechtzoekenden te verhinderen en te ontraden om een dienstig rechtsmiddel aan te wenden tegen de dwangbevelen van de RSZ.

Het Hof onderzoekt die twee onderdelen van het middel samen.

B.32.1. Een dwangbevel dat bij gerechtsdeurwaardersexploot aan de schuldenaar werd betekend, is een buitengerechtigde akte die de RSZ een uitvoerbare titel verleent om over te gaan tot de invordering van de schuldvordering die het voorwerp van het dwangbevel uitmaakt. De betekening bevat een bevel om te betalen binnen de 24 uren, alsook een boekhoudkundige verantwoording van de gevorderde bedragen en een afschrift van de uitvoerbaarverklaring (artikel 40, § 4, van de wet van 27 juni 1969).

Op grond van het dwangbevel mag de RSZ bewarend beslag laten leggen en de gemeenrechtelijke uitvoeringshandelingen doen bevelen, met inbegrip van een roerend of onroerend beslag (artikel 40, § 6, van de wet van 27 juni 1969).

De procedure van het dwangbevel « kan steeds worden stopgezet in geval van betaling van de schulden » (*Parl. St., Kamer, 2016-2017, DOC 54-2082/003, p. 9*).

B.32.2. Overeenkomstig de bestreden bepaling beschikt de schuldenaar over een termijn van vijftien dagen te rekenen vanaf de betekening van het dwangbevel om, voor de arbeidsrechtbank, verzet aan te tekenen tegen het deurwaardersexploot waarbij hem het dwangbevel van de RSZ is betekend, en zulks uitsluitend door middel van een dagvaarding.

Het verzet is, op straffe van nietigheid, met redenen omkleed (artikel 40, § 5, tweede lid); het schorst de tenuitvoerlegging van het dwangbevel, alsook de verjaring van de schuldvorderingen opgenomen in het dwangbevel, totdat uitspraak is gedaan over de gegrondheid ervan (artikel 40, § 5, derde lid).

B.32.3. In de memorie van toelichting wordt met betrekking tot de bepaling die artikel 40, § 5, van de wet van 27 juni 1969 is geworden, aangegeven :

« Paragraaf 5 van het nieuwe artikel 40 herneemt de inhoud van artikel 43^{quater} van het voormeld koninklijk besluit van 28 november 1969. Deze paragraaf handelt over de mogelijkheid tot verzet tegen het dwangbevel bij de arbeidsrechtbank, de manier waarop dit dient te gebeuren en binnen welke termijn. Paragraaf 5 vermeldt tevens dat de bepalingen over de termijnen van hoofdstuk VIII, Eerste deel, van het Gerechtelijk Wetboek van toepassing zijn op de verzetstermijn. Deze uitdrukkelijke toevoeging zorgt ervoor dat er geen enkele discussie kan ontstaan over de toepasselijkheid van deze bepalingen. Dit bevordert de rechtszekerheid. Tenslotte voorziet deze paragraaf 5 ook dat het verzet de tenuitvoerlegging en de verjaring van de schuldvorderingen opgenomen in het dwangbevel schorst, tot de uitspraak ten gronde is geveld en dat de eerder gelegde beslagen hun bewarend karakter behouden » (*Parl. St., Kamer, 2016-2017, DOC 54-2082/001, p. 9*).

B.32.4. Terwijl bij een amendement werd voorgesteld om de termijn van vijftien dagen te vervangen door een termijn van één maand om verzet aan te tekenen tegen een dwangbevel, wees de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid op het volgende :

« [De] termijn van 15 dagen wordt voorafgegaan door een periode van drie maanden waarin de RSZ reeds driemaal met de betrokken werkgevers contact heeft opgenomen. Ook hebben de werkgeversorganisaties niet aangedrongen op een verlenging van de termijn tot een maand en is er een onderscheid tussen zelfstandigen, die enkel voor zichzelf sociale bijdragen betalen, en ondernemingen, die de sociale bijdragen voor hun personeelsleden moeten betalen » (*Parl. St., Kamer 2016-2017, DOC 54-2082/003, p. 10*).

Zij antwoordde eveneens :

« Vijftien dagen is een redelijke termijn. Wij hebben ook voor een dubbel systeem gezorgd : de toegezonden berichten van de RSZ zullen via de e-Box gaan, maar [...] tegelijkertijd wordt ook een mail gezonden met de boodschap dat er een bericht in de e-Box zit. Ook daarmee zetten wij dus weer een grote stap in de administratieve vereenvoudiging » (*Integraal Verslag, 10 november 2016, Kamer, 2016-2017, CRIV 54 PLEN 138, p. 86*).

B.33.1. Het recht op toegang tot een rechter is een algemeen rechtsbeginsel dat met inachtneming van de artikelen 10, 11 en 13 van de Grondwet, van de artikelen 6 en 13 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en van artikel 47 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie aan eenieder moet worden gewaarborgd. Het vormt een wezenlijk aspect van het recht op een eerlijk proces en is fundamenteel in een rechtsstaat. Het recht om zich tot een rechter te wenden, heeft bovendien zowel betrekking op de vrijheid om in rechte op te treden als op de vrijheid om zich te verdedigen.

B.33.2.1. Het recht op toegang tot een rechter is evenwel niet absoluut. Het kan het voorwerp uitmaken van financiële beperkingen, voor zover die geen afbreuk doen aan de essentie zelf van dat recht. De beperkingen van dat recht moeten redelijk evenredig zijn met het gewettigde doel dat zij nastreven (EHRM, 7 juli 2009, *Stagno t. België*, § 25). De reglementering dienaangaande moet de rechtszekerheid en de goede rechtsbedeling nastreven en mag dusdanig geen beperkingen opleveren die de rechtzoekende verhinderen de inhoud van zijn geschil voor de bevoegde rechter te brengen (EHRM, 7 juli 2009, *Stagno t. België*, § 25; 29 maart 2011, *RTBF t. België*, § 69).

B.33.2.2. De invoering van financiële regelingen is van dien aard dat ongegronde procedures en excessieve kosten worden ontmoedigd en draagt bij tot een goede rechtsbedeling en de vrijwaring van de belangen en de rechten van anderen waaronder de Staat als procespartij (EHRM, 18 juli 2013, *Klauz t. Kroatië*, § 85; 6 september 2016, *Cindrić en Bešlić t. Kroatië*, § 96).

Op zich doet de invoering van proceskosten verbonden aan het instellen van een beroep geen afbreuk aan het recht op toegang tot een rechter, voor zover geen excessieve last wordt opgelegd aan een procespartij (EHRM, 3 juni 2014, *Harrison McKee t. Hongarije*, §§ 27-28; 6 september 2016, *Cindrić en Bešlić t. Kroatië*, §§ 96-99 en §§ 121-122).

B.33.3.1. Het recht op toegang tot de rechter, dat een onderdeel is van het recht op een eerlijk proces, kan eveneens worden onderworpen aan ontvankelijkheidsvoorwaarden, met name wat betreft het instellen van een rechtsmiddel. Die voorwaarden mogen echter niet ertoe leiden dat het recht op zodanige wijze wordt beperkt dat de kern ervan wordt aangetast. Dat zou het geval zijn wanneer de beperkingen geen wettig doel nastreven en indien er geen redelijk verband van evenredigheid bestaat tussen de aangewende middelen en het nagestreefde doel. De verenigbaarheid van die beperkingen met het recht op toegang tot een rechterlijke instantie hangt af van de bijzonderheden van de in het geding zijnde procedure en wordt beoordeeld in het licht van het proces in zijn geheel (EHRM, 24 februari 2009, *L'Érablière t. België*, § 36; 29 maart 2011, *RTBF t. België*, § 69; 18 oktober 2016, *Miessen t. België*, § 64; 17 juli 2018, *Ronald Vermeulen t. België*, § 43).

B.33.3.2. Meer in het bijzonder zijn de regels betreffende de vormvoorschriften en termijnen om beroep in te stellen gericht op een goede rechtsbedeling en het weren van de risico's van rechtsonzekerheid. Die regels mogen de rechtzoekenden echter niet verhinderen de beschikbare rechtsmiddelen te doen gelden.

Bovendien « dienen de rechtbanken, bij het toepassen van de procedureregels, zowel een overdreven formalisme dat afbreuk zou doen aan het eerlijke karakter van de procedure, als een buitensporige soepelheid die zou leiden tot het afschaffen van de bij de wet vastgestelde procedurele vereisten, te vermijden » (EHRM, 26 juli 2007, *Walchli t. Frankrijk*, § 29; 25 mei 2004, *Kadlec en anderen t. Tsjechische Republiek*, § 26). « Het recht op toegang tot een rechter wordt immers aangetast wanneer de reglementering ervan niet langer de doelstellingen van de rechtszekerheid en de goede rechtsbedeling dient en een soort van hinderpaal vormt die de rechtzoekende verhindert zijn geschil ten gronde door het bevoegde rechtscollege beslecht te zien » (EHRM, 24 mei 2011, *Sabri Güneş t. Turkije*, § 58; 13 januari 2011, *Evangelou t. Griekenland*, § 19; 18 oktober 2016, *Miessen t. België*, § 66).

Het recht op toegang tot de rechter is met name geschonden indien aan een procespartij een excessief formalisme wordt opgelegd in de vorm van een termijn waarvan de inachtneming afhankelijk is van omstandigheden buiten zijn wil (EHRM, 22 juli 2010, *Melis t. Griekenland*, §§ 27-28).

B.34.1. De maatregel die bepaalt dat tegen een dwangbevel enkel verzet kan worden aangetekend door middel van een dagvaarding van de RSZ bij deurwaardersexploot betekend binnen vijftien dagen te rekenen vanaf de betekening van het dwangbevel, heeft betrekking op de ontvankelijkheid van het beroep van de schuldenaar tegen het door de RSZ uitgevaardigde dwangbevel.

B.34.2. Weliswaar dient de schuldenaar, wanneer hij de schorsing van het dwangbevel wil verkrijgen, zelf een beroep in te stellen bij de rechter (wat leidt tot een « omkering van het geschil ») nadat de RSZ aan zichzelf een uitvoerbare titel heeft verleend. Die procedure geldt evenwel slechts in het geval dat de schuldenaar niet heeft gereageerd op de in B.19 vereiste ingebrekestelling van de RSZ, zodat die laatste het dwangbevel kon uitvaardigen.

Zoals in B.20.2 is vermeld, kan de schuldenaar die situatie voorkomen door te reageren op de ingebrekestelling, hetzij door te betalen, hetzij door een afbetalingsplan te vragen, hetzij door de vordering van de RSZ te betwisten door middel van een summere motivering.

Het is dus niet onredelijk de schuldenaar die niet reageert op de ingebrekestelling, en die vervolgens het optreden van de rechter wenst, te verplichten zelf een beroep in te stellen in die zin bij de rechter die met volle rechtsmacht een toetsing van het dwangbevel uitoefent en hierbij alle feitelijke, juridische en procedurele aspecten van de zaak onderzoekt. Indien het verzet gegrond wordt verklaard, vallen alle kosten met betrekking tot de betekening van het dwangbevel en de verzetsprocedure ten laste van de RSZ.

Zoals bepaald in artikel 2, 4^o, van de wet van 11 april 1994 betreffende de openbaarheid van bestuur dient het gerechtsdeurwaardersexploot overigens in het dwangbevel melding te maken van die verzetsmogelijkheid. Bij ontstentenis daarvan neemt de in de bestreden bepaling bedoelde verzetstermijn geen aanvang.

B.34.3. Ook al streefde de wetgever, met een veralgemening van het dwangbevel voor de RSZ, het legitieme doel na van een betere invordering van de aan de RSZ verschuldigde sociale bijdragen door, in het voordeel van alle betrokken partijen, onnodige gerechtelijke procedures in niet-betwiste zaken te vermijden, toch mag de « omkering van het geschil » die een veralgemeend dwangbevel met zich meebrengt, op de schuldenaars van de RSZ die zich mogelijk wensen te verzetten tegen het uitgevaardigde dwangbevel, geen kosten of ontvankelijkheidsvoorwaarden laten wegen die hun recht op toegang tot een rechter op buitensporige wijze kunnen belemmeren.

De toegang van die schuldenaars tot het gerecht moet overigens worden beoordeeld rekening houdend met het feit dat werkgevers die sociale bijdragen verschuldigd zijn over het algemeen in een moeilijke financiële situatie bevinden. Er dient ook rekening te worden gehouden met het feit dat een verzetstermijn ook kan « bijdragen tot de totstandkoming van [een] wettelijke dading » en dat « de administratieve en juridische middelen waarover kmo's en zko's beschikken, [...] doorgaans zeer beperkt tot onbestaand [zijn] » (*Integraal Verslag*, Kamer, 10 november 2016, 2016-2017, CRIV 54 PLEN 138, p. 85).

B.35.1. Doordat de bestreden bepaling de verplichting oplegt om gebruik te maken van een dagvaarding om verzet aan te tekenen tegen een dwangbevel, wat kosten met zich meebrengt die verbonden zijn aan het optreden van een gerechtsdeurwaarder, behandelt zij de schuldenaars van aan de RSZ verschuldigde bijdragen verschillend ten opzichte van de andere rechtzoekenden die hoofdvorderingen kunnen inleiden bij verzoekschrift op tegenspraak voor de arbeidsrechtbank (artikel 704, § 1, van het Gerechtelijk Wetboek), maar ook ten opzichte van andere rechtzoekenden ten aanzien van wie de wetgever een « omkering van het geschil » heeft ingevoerd en die door middel van een verzoekschrift op tegenspraak hun beroep tegen de uitgevaardigde uitvoerbare titel kunnen instellen (zie, wat betreft de « invordering van onbetwiste geldschulden », artikel 1394/24, § 3, van het Gerechtelijk Wetboek, zoals ingevoegd bij artikel 37 van de wet van 19 oktober 2015; zie, wat het gemeentelijk dwangbevel voor niet-fiscale schuldvorderingen betreft, artikel 94, tweede lid, van het Vlaamse Gemeentedecreet van 15 juli 2005 en artikel L1124-40 § 1, 1^o, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, zoals vervangen bij artikel 26 van het decreet van het Waalse Gewest van 18 april 2013; zie, wat de geschillen betreffende de toepassing van een belastingwet betreft, artikel 1385*decies*, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek).

B.35.2. Doordat zij bovendien ertoe verplicht verzet aan te tekenen binnen een termijn van vijftien dagen vanaf de betekening van het dwangbevel, behandelt de bestreden bepaling de schuldenaars van aan de RSZ verschuldigde bijdragen verschillend ten opzichte van andere rechtzoekenden ten aanzien van wie de wetgever een « omkering van het geschil » heeft ingevoerd en die over een termijn van minstens één maand beschikken om hun beroep tegen de uitgevaardigde uitvoerbare titel in te stellen (zie, wat betreft de invordering van sociale bijdragen verschuldigd door zelfstandigen, artikel 47*bis*, § 5, tweede lid, van het koninklijk besluit van 19 december 1967; zie, wat de « invordering van onbetwiste geldschulden » betreft, artikel 1394/24, § 3, van het Gerechtelijk Wetboek, zoals het werd ingevoegd bij artikel 37 van de wet van 19 oktober 2015; zie, wat het gemeentelijk dwangbevel voor niet-fiscale schuldvorderingen betreft, artikel 94, tweede lid, van het Vlaamse Gemeentedecreet van 15 juli 2005 en artikel L1124-40 § 1, 1^o, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, zoals vervangen bij artikel 26 van het Waalse decreet van het Waalse Gewest van 18 april 2013; zie, wat betreft de geschillen betreffende de toepassing van een belastingwet, artikel 1385*undecies* van het Gerechtelijk Wetboek).

De omstandigheid dat de termijn van vijftien dagen om verzet aan te tekenen tegen het dwangbevel wordt voorafgegaan door een administratieve fase gedurende welke de RSZ de werkgever-schuldenaar contacteert, wijzigt die vaststelling niet omdat de termijn van vijftien dagen betrekking heeft op de toegang tot een rechter van een schuldenaar die het dwangbevel wenst te betwisten.

B.35.3. Die procedurele vereisten hebben tot gevolg dat een schuldenaar van de RSZ zonder verantwoording wordt verplicht om kosten te maken verbonden aan de dagvaarding en om zijn verzet aan te tekenen binnen een termijn van vijftien dagen vanaf de betekening van het dwangbevel. Die maatregel getuigt van een excessief formalisme en buitensporige kosten die, op een klaarblijkelijk onevenredige wijze, de schuldenaar van de RSZ dreigen te belemmeren bij de uitoefening van zijn recht van beroep tegen het algemeen toegepaste dwangbevel van de RSZ.

Die vaststelling wordt nog verscherpt door de niet-bestreden vereiste in de bestreden bepaling volgens welke het verzet op straffe van nietigheid met redenen omkleed moet zijn.

B.36. De eerste twee onderdelen van het middel zijn gegrond, maar enkel in zoverre artikel 40, § 5, tweede lid, van de wet van 27 juni 1969 niet toelaat dat het verzet tegen het dwangbevel wordt gedaan door middel van een verzoekschrift op tegenspraak en in zoverre het bepaalt dat dit verzet moet worden aangetekend binnen vijftien dagen te rekenen vanaf de betekening van het dwangbevel.

B.37. Die aldus beperkte vernietiging creëert geen rechtsonzekerheid voor een verzet dat, overeenkomstig artikel 40, § 5, tweede lid, van de wet van 27 juni 1969, zou zijn aangetekend door middel van een dagvaarding en binnen de termijn van vijftien dagen. Die gedeeltelijke vernietiging betekent daarentegen dat, zolang de wetgever geen nieuwe bepaling aanneemt betreffende de nadere regels van het verzet tegen een dwangbevel, een verzet buiten die termijn van vijftien dagen, door middel van een verzoekschrift op tegenspraak of een dagvaarding, kan worden aangetekend tegen een door de RSZ uitgevaardigd dwangbevel.

Tweede middel

B.38. Het tweede middel is afgeleid uit de schending van artikel 22 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, met het Verdrag nr. 108 van 28 januari 1981 « tot bescherming van personen ten opzichte van de geautomatiseerde verwerking van persoonsgegevens » (hierna : het « Verdrag nr. 108 », en met de beginselen van wettigheid, rechtszekerheid en evenredigheid.

De verzoekende partij is van mening dat de bestreden wet, in zoverre zij, met het oog op de invordering van de onbetaalde schuldvorderingen van de RSZ, voorziet in de invoering van een concessie van openbare dienst aan een niet nader bepaalde concessiehouder, zonder te voorzien in enige waarborg van doeltreffende bescherming van de gegevens van de schuldenaars, het wettigheidsbeginsel schendt krachtens hetwelk alle elementen die noodzakelijk zijn voor een doeltreffende bescherming van het privéleven duidelijk in de wettekst moeten worden vermeld.

B.39.1. Het nieuwe artikel 40, § 8, eerste lid, van de wet van 27 juni 1969 machtigt de RSZ om, in het kader van een concessie van openbare dienst, het beheer van een digitaal platform te delegeren teneinde de opdracht van openbare dienst inzake invordering van de schuldvorderingen waarmee de RSZ is belast, uit te voeren.

Die opdracht omvat « alle voorbereidende handelingen en uitvoeringsdaden noodzakelijk voor de administratieve en gerechtelijke invordering van de niet betaalde schuldvorderingen waarvan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid de invordering verzekert, zoals onder meer de verdeling van de verzoeken tot tussenkomst door de bevoegde gerechtsdeurwaarders, het administratieve en financiële beheer van de gerechtsdeurwaarders, het elektronisch overmaken aan deze laatsten van de persoonlijke gegevens van de schuldenaars, van de vonnissen, dwangbevelen en andere uitvoerbare titels die betekend en uitgevoerd moeten worden, de opvolging en de rapportering van hun betekening en gedwongen [tenuitvoerlegging], alsook het administratieve beheer van de eventuele minnelijke of gerechtelijke betwistingen ervan » (artikel 40, § 8, eerste lid).

B.39.2. De mededeling en de verwerking van de persoonlijke gegevens van de schuldenaars van de RSZ hebben als enig doel de invordering van de onbetaalde schuldvorderingen van de RSZ (artikel 40, § 8, tweede lid); die gegevens zijn op niet-exhaustieve wijze opgesomd in artikel 40, § 8, derde lid, van de wet van 27 juni 1969.

De betrokken gegevens worden behandeld met inachtneming van de beginselen bedoeld in het inmiddels opgeheven artikel 4 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens (artikel 40, § 8, vierde lid), thans wellicht te begrijpen als de beginselen bedoeld in artikel 5 van de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en van de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van richtlijn 95/46/EG (hierna : de « AVG ») en de RSZ is de verantwoordelijke voor de verwerking van die persoonlijke gegevens (artikel 40, § 8, vijfde lid).

De concessiehouder mag die gegevens « niet langer bewaren dan de termijn noodzakelijk om de invorderingsprocedure tot een einde te brengen, met name tot de betaling van de schuld of de verklaring van niet-invorderbaarheid en de beëindiging van de tussenkomst van de gerechtsdeurwaarder in de betreffende procedure » (artikel 40, § 8, zesde lid).

B.40.1. De memorie van toelichting van de wet van 1 december 2016 geeft aan dat het door de bestreden bepaling ingevoerde informaticaplatform « de RSZ [zal] toelaten om de uitvoerbare titels met betrekking tot de onbetaalde schuldvorderingen waarvan de RSZ de invordering verzekert, te centraliseren op een digitaal platform dat vervolgens een automatische overdracht van de invorderingsdossiers zal verzekeren naar de territoriaal bevoegde gerechtsdeurwaarders, alsmede de administratieve opvolging en de gegevensuitwisseling tussen de gerechtsdeurwaarders en de RSZ met betrekking tot de handelingen waarvoor hun tussenkomst vereist is » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2082/001, p. 6).

Overeenkomstig de bestreden bepaling zal het beheer van dat uniek informaticaplatform worden « toevertrouwd aan een operator bij wege van een concessie van openbare dienst » (*ibid.*).

Er wordt eveneens uiteengezet :

« Paragraaf 8, lid 1, machtigt de RSZ om, in het kader van een concessie van openbare dienst, het ontwikkelen en het beheer van een toekomstig informaticaplatform te delegeren met als voorwerp de digitalisering en de centralisering van het administratieve beheer van de invordering van de onbetaalde schuldvorderingen waarmee de RSZ is belast.

Dit platform zal onder meer toelaten over te gaan tot overdracht via informaticaweg van alle gegevensuitwisseling met de territoriaal bevoegde gerechtsdeurwaarders, waaronder het overmaken van kopieën van de uitvoerbare titels, vonnissen en dwangbevelen die moeten betekend en uitgevoerd worden voor rekening van de RSZ.

Leden 2 tot 4 van § 8 waarborgen dat de via het door de RSZ in concessie gegeven informaticaplatform, medegedeelde en verwerkte persoonlijke gegevens het privéleven van de schuldenaars van de RSZ zal respecteren, ongeacht of de schuldenaars natuurlijke personen of rechtspersonen zijn.

Aldus voorziet lid 2 dat de verwerking van deze gegevens geen andere doeleinden zal hebben dan de invordering van de schuldvorderingen van de RSZ. Lid 3 bepaalt de persoonlijke gegevens waarvan de verwerking is toegestaan. Enkel de gegevens die noodzakelijk zijn voor de invordering zullen kunnen worden verwerkt : het betreft meer bepaald de gegevens opgenomen in de te betekenen en uit te voeren uitvoerbare titels, zoals onder meer het identificatienummer van de schuldenaars bij de RSZ, met inbegrip van het rijksregisternummer, de gegevens met betrekking tot de onbetaalde schuldvorderingen jegens de RSZ en de eventuele eerdere procedureakten dewelke plaatsvonden voorafgaand aan de invordering. Lid 4 voorziet tenslotte dat de verantwoordelijke van de verwerking van deze gegevens de Rijksdienst is, dewelke uitdrukkelijk gemachtigd is om deze gegevens over te maken aan de concessiehouder en aan de gerechtsdeurwaarders.

In artikel 5 is de bewaringstermijn van de gegevens door de concessiehouder nader omschreven » (*ibid.*, p. 10).

B.40.2. Wat de rol van de concessiehouder betreft, gaf de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid aan :

« De opdracht van de concessiehouder blijft beperkt tot de organisatie en het beheer van het digitaal platform en staat dus los van de effectieve inning van schuldvorderingen. Bovendien dient de concessiehouder een machtiging te krijgen van het bevoegde sectoraal comité vooraleer hij inzage kan krijgen van de persoonsgegevens van schuldenaars » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2082/003, p. 7).

B.40.3. Op het ogenblik van de aanneming van de wet van 1 december 2016 was de procedure tot aanwijzing van de concessiehouder lopende (*ibid.*); de Ministerraad gaf in zijn memorie aan dat die concessie werd toegewezen aan de bvba « JD-Consult ».

B.40.4. Bij zijn beraadslaging nr. 17/006 van 7 februari 2017 « over de mededeling van persoonsgegevens door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid aan de concessiehouder en de gerechtsdeurwaarders voor de invordering van achterstallige bedragen (« P4Employer ») », heeft het Sectoraal Comité van de Sociale Zekerheid en van de Gezondheid - afdeling « Sociale Zekerheid » van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer zich uitgesproken over de mogelijkheid, voor de RSZ, om die persoonsgegevens mede te delen aan de concessiehouder JD-Consult en aan de bevoegde gerechtsdeurwaarders.

De afdeling « Sociale Zekerheid » van het Sectoraal Comité van de Sociale Zekerheid en van de Gezondheid heeft in dat verband overwogen :

« 8. Aldus wil de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid - meer bepaald de algemene directies van de inningsdiensten, de juridische diensten (directie gerechtelijke navordering) en de inspectiediensten (directie risicobeheer) - persoonsgegevens uit de databank ' P4Employer ' kunnen verwerken en meedelen aan zijn concessiehouder (J.D.-CONSULT), uitsluitend voor de invordering van achterstallige bedragen bij de schuldenaars (sociale bijdragen, verwijlrenten, forfaitaire vergoedingen,...). De concessiehouder, die instaat voor het beheer van de uitvoering van dwangbevelen van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid en de andere uitvoerbare titels, moet die persoonsgegevens ook voor verder gevolg aan de bevoegde gerechtsdeurwaarders kunnen overmaken.

9. De databank ' P4Employer ' wordt gebruikt voor een gecentraliseerde identificatie en authenticatie van werkgevers (met opvolging van hun dossier), ten behoeve van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid en andere federale overheidsinstanties, en bevat in beginsel de hogervermelde persoonsgegevens, niet exhaustief opgesomd in de gewijzigde wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders. De hogervermelde algemene directies van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid willen aan de concessiehouder alle inlichtingen nodig voor de gedwongen uitvoering kunnen overmaken.

[...]

14. De mededeling van de persoonsgegevens door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid aan de concessiehouder en daaropvolgend aan de bevoegde gerechtsdeurwaarders kan worden beschouwd als een mededeling van persoonsgegevens door een instelling van sociale zekerheid aan haar verwerker, die volgens het koninklijk besluit van 4 februari 1997 tot organisatie van de mededeling van sociale gegevens van persoonlijke aard tussen instellingen van sociale zekerheid evenmin een machtiging van het sectoraal comité vereist. In het voorliggend geval doet de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid voor het innen van sociale bijdragen immers een beroep op een instantie die de verdere contacten met de bevoegde gerechtsdeurwaarders regelt maar blijft hij zelf verantwoordelijke voor de verwerking van de persoonsgegevens (de concessiehouder streeft een doel na dat niet door hemzelf maar door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid wordt bepaald).

[...]

16. De aanvraag bevat een beschrijving van de technische maatregelen die de concessiehouder heeft getroffen om de persoonsgegevens te beveiligen. Het betreft onder meer de volgende initiatieven.

Er wordt gewerkt met een authentieke bron van de gebruikers van het platform, waarin hun hoedanigheden, rollen en rechten worden geregistreerd. De registratie gebeurt door een persoon aangesteld door de veiligheidscoördinator.

De toegang tot de applicatie gebeurt met de elektronische identiteitskaart van de gebruikers en hun handelingen worden gelogd (voor toezicht/rapportering). De gedetailleerde loggings zijn enkel toegankelijk voor de veiligheidscoördinator en de data protection manager.

Alle medewerkers van de concessiehouder ondertekenen een vertrouwelijkheidsverklaring en er wordt bijzondere aandacht besteed aan de fysieke beveiliging van het gebouw en de apparatuur.

Op geregelde tijdstippen voert de concessiehouder interne audits uit. De informatieveiligheidsconsulent analyseert de antwoorden van de gerechtsdeurwaarders en stelt mogelijke inbreuken vast.

[...]

18. Bij de verwerking van de persoonsgegevens moeten de betrokken partijen rekening houden met de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, hun uitvoeringsbesluiten en elke andere regelgeving tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

[...]

Om deze redenen, machtigt

de afdeling sociale zekerheid van het sectoraal comité van de sociale zekerheid en van de gezondheid de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, voor zover nodig, om de hogervermelde persoonsgegevens op de hogervermelde wijze mee te delen aan de concessiehouder (J.D.-CONSULT) en de bevoegde gerechtsdeurwaarders, uitsluitend voor de efficiënte invordering van de achterstallige bedragen die hem toekomen, conform artikel 40 van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.

Bij het gebruik van een cloudomgeving moeten de betrokken partijen een afdoende beveiliging waarborgen, eventueel door een beroep te doen op de beveiligde G-Cloud, opdat de verwerkte persoonsgegevens optimaal zouden kunnen worden beschermd tegen externe aanvallen.

Tussen de concessiehouder en de Nationale Kamer van Gerechtsdeurwaarders moet uitdrukkelijk worden overeengekomen dat de laatstgenoemde de lijst van gebruikers van het informaticaplatform steeds up-to-date zal houden en de eventuele wijzigingen onverwijld aan de eerstgenoemde zal overmaken ».

B.41.1. In haar advies over het ontwerp van wet dat de wet van 1 december 2016 is geworden, formuleerde de afdeling wetgeving van de Raad van State de volgende opmerkingen betreffende het ontwerp artikel 40, § 8 :

« Het verdient aanbeveling om over die bepalingen, met toepassing van artikel 29, § 1, van de wet van 8 december 1992 ' tot bescherming van de persoonlijke levens [s]feer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens ', het advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in te winnen.

Mochten er ten gevolge van het advies van de Commissie nog wijzigingen worden aangebracht aan het ontwerp van wet, dan moeten die wijzigingen worden voorgelegd aan de Raad van State, afdeling Wetgeving.

Er kan alvast worden overwogen om, teneinde in overeenstemming te blijven met artikel 22 van de Grondwet, in de wet zelf een exhaustieve (en geen enuntiatieve, zoals nu het geval is) opsomming te geven van de ' persoonlijke gegevens die kunnen worden behandeld (lees : verwerkt) overeenkomstig lid 2 ' (het ontwerp artikel 40, § 8, derde lid), en in de wet zelf te bepalen gedurende welke maximale periode de persoonsgegevens mogen worden bewaard. De doelstelling van de verwerking van de persoonsgegevens komt wel al voldoende tot uiting in de ontwerp tekst » (Parl. St., Kamer, 2016-2017, DOC 54-2082/001, p. 33).

B.41.2. In antwoord op die opmerking vermeldt de memorie van toelichting hieromtrent :

« Er werd grotendeels rekening gehouden met de opmerkingen gemaakt door de Raad van State in haar advies nr. 60 024/1/V van 15 september 2016. Aan de opmerking inzake de noodzaak om de persoonlijke gegevens die kunnen worden behandeld op exhaustieve wijze op te sommen kon niet volledig worden tegemoetgekomen op gevaar af dat bepaalde invorderingsprocedures onwerkzaam zouden worden bij gebrek aan de mogelijkheid om een gegeven te verwerken dat noodzakelijk is voor de uitvoering van de opdracht toevertrouwd aan de gerechtsdeurwaarder om reden dat de Rijksdienst voor sociale zekerheid niet uitdrukkelijk door de wet gemachtigd was om deze te communiceren aan het platform en aan de gerechtsdeurwaarders » (*ibid.*, p. 7).

De minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid antwoordde eveneens :

« De opsomming van persoonsgegevens in artikel 4, § 8 is niet exhaustief. Alle vandaag pertinente gegevens worden expliciet opgesomd, maar in de toekomst moeten zonder wetswijziging nog bijkomende gegevens kunnen worden toegevoegd als dat noodzakelijk is wegens een wijziging van regels of door technologische evoluties. In dat geval moet wel de instemming worden verkregen van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer of het betrokken sectoraal comité. De gegevens waar gerechtsdeurwaarders in het kader van hun opdrachten toegang toe hebben worden bovendien in het Gerechtelijk Wetboek opgenomen. De kosten voor de ontwikkeling en het beheer van het platform kunnen nog niet worden becijferd omdat de procedure van toewijzing van de concessieovereenkomst nog loopt » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2082/003, p. 8).

B.41.3. Nadat de RSZ bij haar een adviesaanvraag had ingediend over het voorontwerp van wet dat de wet van 1 december 2016 is geworden, bracht de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer op 12 oktober 2016 een gunstig advies uit « mits rekening wordt gehouden met de opmerkingen in de punten 16 tot 18 van dit advies », die bepalen :

« 16. Voor de gegevensverwerking herinnert de Commissie eraan dat artikel 16 van de WVP in acht moet worden genomen door zowel de verantwoordelijke voor de verwerking als de verwerker.

17. Daarom verzoekt de Commissie de aanvrager vooreerst dat hij de aandacht erop vestigt dat de geplande gegevensverwerkingen onderworpen zijn aan de bepalingen van de wet van 8 december 1992 maar ook dat hij het belang benadrukt dat de verwerker artikel 16 naleeft. Het gaat met name over de te treffen technische en organisatorische beveiligingsmaatregelen.

18. De Commissie verzoekt de aanvrager eveneens om exact de identificatiegegevens te omschrijven die noodzakelijk zijn voor de verwerking van de dwangbevelen die aan de gerechtsdeurwaarders zullen worden verstrekt via het in te voeren platform » (advies nr. 58/2016 van 12 oktober 2016).

B.42.1. Artikel 22 van de Grondwet bepaalt :

« Ieder heeft recht op eerbiediging van zijn privéleven en zijn gezinsleven, behoudens in de gevallen en onder de voorwaarden door de wet bepaald.

De wet, het decreet of de in artikel 134 bedoelde regel waarborgen de bescherming van dat recht ».

B.42.2. Artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens bepaalt :

« 1. Eenieder heeft recht op eerbiediging van zijn privéleven, zijn gezinsleven, zijn huis en zijn briefwisseling.

2. Geen inmenging van enig openbaar gezag is toegestaan met betrekking tot de uitoefening van dit recht dan voor zover bij de wet is voorzien en in een democratische samenleving nodig is in het belang van 's lands veiligheid, de openbare veiligheid of het economisch welzijn van het land, de bescherming van de openbare orde en het voorkomen van strafbare feiten, de bescherming van de gezondheid of de goede zeden, of voor de bescherming van de rechten en vrijheden van anderen ».

B.42.3. De Grondwetgever heeft gestreefd naar een zo groot mogelijke concordantie tussen artikel 22 van de Grondwet en artikel 8 van het voormelde Europees Verdrag (*Parl. St.*, Kamer, 1992-1993, nr. 997/5, p. 2).

De draagwijdte van dat artikel 8 is analoog aan die van de voormelde grondwetsbepaling, zodat de waarborgen die beide bepalingen bieden, een onlosmakelijk geheel vormen.

B.43.1. Het recht op eerbiediging van het privéleven, zoals gewaarborgd in de voormelde grondwets- en verdragsbepalingen, heeft als essentieel doel de personen te beschermen tegen inmengingen in hun privéleven.

Dat recht heeft een ruime draagwijdte en omvat, onder meer, de bescherming van persoonsgegevens en van persoonlijke informatie. De rechtspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens doet ervan blijken dat, onder meer, de volgende gegevens en informatie betreffende personen vallen onder de bescherming van dat recht : de naam, het adres, de professionele activiteiten, de persoonlijke relaties, digitale vingerafdrukken, camerabeelden, foto's, communicatiegegevens, DNA-gegevens, gerechtelijke gegevens (veroordeling of verdenking), financiële gegevens en informatie over bezittingen (zie onder meer EHRM, 26 maart 1987, *Leander t. Zweden*, §§ 47-48; grote kamer, 4 december 2008, *S. en Marper t. Verenigd Koninkrijk*, §§ 66-68; 17 december 2009, *B.B. t. Frankrijk*, § 57; 10 februari 2011, *Dimitrov-Kazakov t. Bulgarije*, §§ 29-31; 18 oktober 2011, *Khelili t. Zwitserland*, §§ 55-57; 9 oktober 2012, *Alkaya t. Turkije*, § 29; 18 april 2013, *M.K. t. Frankrijk*, § 26; 18 september 2014, *Brunet t. Frankrijk*, § 31).

B.43.2. De rechten die bij artikel 22 van de Grondwet en bij artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens worden gewaarborgd, zijn evenwel niet absoluut.

Zij sluiten een overheidsinmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven niet uit, maar vereisen dat zij wordt toegestaan door een voldoende precieze wettelijke bepaling, dat zij beantwoordt aan een dwingende maatschappelijke behoefte in een democratische samenleving en dat zij evenredig is met de daarmee nagestreefde wettelijke doelstelling. Die bepalingen houden voor de overheid bovendien de positieve verplichting in om maatregelen te nemen die een daadwerkelijke eerbiediging van het privéleven verzekeren, zelfs in de sfeer van de onderlinge verhoudingen tussen individuen (EHRM, 27 oktober 1994, *Kroon e.a. t. Nederland*, § 31; grote kamer, 12 november 2013, *Söderman t. Zweden*, § 78).

B.44.1. Doordat artikel 22 van de Grondwet aan de bevoegde wetgever de bevoegdheid voorbehoudt om vast te stellen in welke gevallen en onder welke voorwaarden afbreuk kan worden gedaan aan het recht op eerbiediging van het privéleven, waarborgt het aan elke rechtsonderhorige dat geen enkele inmenging in dat recht kan plaatsvinden dan krachtens regels die zijn aangenomen door een democratisch verkozen beraadslagende vergadering.

Een delegatie aan een andere macht is evenwel niet in strijd met het wettigheidsbeginsel voor zover de machtiging voldoende nauwkeurig is omschreven en betrekking heeft op de tenuitvoerlegging van maatregelen waarvan de essentiële elementen voorafgaandelijk door de wetgever zijn vastgesteld.

B.44.2. Naast de formele wettigheidsvereiste legt artikel 22 van de Grondwet eveneens de verplichting op dat de inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven in duidelijke en voldoende nauwkeurige bewoordingen wordt geformuleerd die het mogelijk maken de hypothesen te voorzien waarin de wetgever een dergelijke inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven toestaat.

Evenzo houdt de vereiste van voorzienbaarheid waaraan de wet moet voldoen om in overeenstemming te zijn met artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, in dat de formulering ervan voldoende precies is zodat eenieder - desnoods met gepast advies - in de gegeven omstandigheden in redelijke mate de gevolgen van een bepaalde handeling kan voorzien (EHRM, grote kamer, 4 mei 2000, *Rotaru t. Roemenië*, § 55; grote kamer, 17 februari 2004, *Maestri t. Italië*, § 30). De wetgeving moet eenieder een voldoende indicatie geven over de omstandigheden waarin en de voorwaarden waaronder de overheden gebruik mogen maken van maatregelen die raken aan de rechten gewaarborgd door het Verdrag (EHRM, grote kamer, 12 juni 2014, *Fernández Martínez t. Spanje*, § 117).

B.44.3. Uit artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en artikel 22 van de Grondwet volgt aldus dat voldoende precies moet worden bepaald in welke omstandigheden een verwerking van persoonsgegevens is toegelaten (EHRM, grote kamer, 4 mei 2000, *Rotaru t. Roemenië*, § 57; grote kamer, 4 december 2008, *S. en Marper t. Verenigd Koninkrijk*, § 99).

De vereiste graad van precisie van de betrokken wetgeving - die niet in elke hypothese kan voorzien - is, volgens het Europees Hof voor de Rechten van de Mens, onder meer afhankelijk van het domein dat wordt gereguleerd en van het aantal en de hoedanigheid van de personen tot wie de wet is gericht (EHRM, grote kamer, 4 december 2008, *S. en Marper t. Verenigd Koninkrijk*, §§ 95 en 96). Zo heeft het Europees Hof voor de Rechten van de Mens geoordeeld dat de vereiste van voorzienbaarheid in domeinen die te maken hebben met de nationale veiligheid, niet dezelfde draagwijdte kan hebben als in andere domeinen (EHRM, 26 maart 1987, *Leander t. Zweden*, § 51; 8 juni 2006, *Lupsa t. Roemenië*, § 33).

B.45.1. Een overheidsinmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven dient niet alleen te steunen op een voldoende precieze wettelijke bepaling, maar ook te beantwoorden aan een dwingende maatschappelijke behoefte in een democratische samenleving en evenredig te zijn met de daarmee nagestreefde wettige doelstelling.

De wetgever beschikt ter zake over een appreciatiemarge. Die appreciatiemarge is evenwel niet onbegrensd : opdat een wettelijke regeling verenigbaar is met het recht op eerbiediging van het privéleven, is vereist dat de wetgever een billijk evenwicht heeft ingesteld tussen alle rechten en belangen die in het geding zijn.

B.45.2. Bij de beoordeling van dat evenwicht houdt het Europees Hof voor de Rechten van de Mens onder meer rekening met het Verdrag nr. 108 (EHRM, 25 februari 1997, *Z. t. Finland*, § 95; grote kamer, 4 december 2008, *S. en Marper t. Verenigd Koninkrijk*, § 103).

Dat Verdrag bevat onder meer de beginselen inzake de verwerking van persoonsgegevens : rechtmatigheid, behoorlijkheid, transparantie, doelbinding, evenredigheid, juistheid, opslagbeperking, integriteit en vertrouwelijkheid, en verantwoordingsplicht.

Dat Verdrag nr. 108 is geactualiseerd bij een protocol tot amendering dat op 10 oktober 2018 voor ondertekening is opgesteld.

B.45.3. Een inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven door middel van een verwerking van persoonsgegevens, te dezen door een toegang van overheidsdiensten tot en het gebruik van bepaalde persoonsgegevens via bijzondere technieken (EHRM, 26 maart 1987, *Leander t. Zweden*, § 48; grote kamer, 4 mei 2000, *Rotaru t. Roemenië*, § 46; HvJ, grote kamer, 8 april 2014, *C-293/12, Digital Rights Ireland Ltd*, en *C-594/12, Kärntner Landesregierung e.a.*) moet derhalve berusten op een redelijke verantwoording en dient evenredig te zijn met de door de wetgever nagestreefde doelstellingen.

B.45.4. Wat de evenredigheid betreft, houden het Europees Hof voor de Rechten van de Mens en het Hof van Justitie van de Europese Unie rekening met het al dan niet aanwezig zijn van de in B.44.2 vermelde materiële en procedurele waarborgen in de betrokken regeling.

Bij de beoordeling van de evenredigheid van maatregelen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens, dient aldus rekening te worden gehouden met, onder meer, het geautomatiseerde karakter ervan, de gebruikte technieken, de accurateid, de pertinentie en het al dan niet buitensporige karakter van de gegevens die worden verwerkt, het al dan niet voorhanden zijn van maatregelen die de duur van de bewaring van de gegevens beperken, het al dan niet voorhanden zijn van een systeem van onafhankelijk toezicht dat toelaat na te gaan of de bewaring van de gegevens nog langer is vereist, het al dan niet voorhanden zijn van afdoende controlerechten en rechtsmiddelen voor de betrokkenen, het al dan niet voorhanden zijn van waarborgen ter voorkoming van stigmatisering van de personen van wie de gegevens worden verwerkt, het onderscheidend karakter van de regeling en het al dan niet voorhanden zijn van waarborgen ter voorkoming van foutief gebruik en misbruik van de verwerkte persoonsgegevens door de overheidsdiensten (EHRM, grote kamer, 4 mei 2000, *Rotaru t. Roemenië*, § 59; beslissing, 29 juni 2006, *Weber en Saravia t. Duitsland*, § 135; 28 april 2009, *K.H. e.a. t. Slowakije*, §§ 60-69; grote kamer, 4 december 2008, *S. en Marper t. Verenigd Koninkrijk*, §§ 101-103, 119, 122 en 124; 18 april 2013, *M.K. t. Frankrijk*, §§ 37 en 42-44; 18 september 2014, *Brunet t. Frankrijk*, §§ 35-37; 12 januari 2016, *Szabó en Vissy t. Hongarije*, § 68; HvJ, grote kamer, 8 april 2014, *C-293/12, Digital Rights Ireland Ltd*, en *C-594/12, Kärntner Landesregierung e.a.*, punten 56-66).

B.46.1. Zoals uiteengezet in de in B.40.1 geciteerde parlementaire voorbereiding, biedt artikel 40, § 8, van de wet van 27 juni 1969 de RSZ de mogelijkheid om de opdracht van openbare dienst inzake invordering van de hem verschuldigde sociale bijdragen te delegeren aan een concessiehouder, door hem het beheer van een informaticaplatform toe te vertrouwen aan de hand waarvan de gegevens worden verzameld die noodzakelijk zijn voor de zowel administratieve als gerechtelijke invordering van die schuldvorderingen.

Die maatregel vormt een inmenging in het recht op eerbiediging van het privé- en gezinsleven.

B.46.2. Eenieder dient voldoende precies te weten in welke omstandigheden en onder welke voorwaarden een inmenging in zijn privéleven, in het bijzonder door de geautomatiseerde verwerking van persoonsgegevens, is toegelaten. Derhalve moet eenieder een voldoende duidelijk inzicht hebben in de gegevens die worden verwerkt, de betrokkenen bij, de voorwaarden voor en de doeleinden van de verwerking.

B.46.3. Artikel 40, § 8, van de wet van 27 juni 1969 bepaalt precies de opdracht van openbare dienst die aan de concessiehouder kan worden gedelegeerd als een opdracht die « alle voorbereidende handelingen en uitvoeringsdaden [behelst] noodzakelijk voor de administratieve en gerechtelijke invordering van de niet betaalde schuldvorderingen waarvan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid de invordering verzekert ».

Voor de uitoefening van die opdracht beheert de concessiehouder, onder meer, « de verdeling van de verzoeken tot tussenkomst door de bevoegde gerechtsdeurwaarders, het administratieve en financiële beheer van de gerechtsdeurwaarders, het elektronisch overmaken aan deze laatsten van de persoonlijke gegevens van de schuldenaars, van de vonnissen, dwangbevelen en andere uitvoerbare titels die betekend en uitgevoerd moeten worden, de opvolging en de rapportering van hun betekening en gedwongen tenuitvoerlegging [lees : tenuitvoerlegging], alsook het administratieve beheer van de eventuele minnelijke of gerechtelijke betwistingen ervan » (artikel 40, § 8, eerste lid).

De exemplarische opsomming van de elementen bedoeld in artikel 40, § 8, eerste lid, van de wet van 27 juni 1969 heeft tot doel de opdracht van openbare dienst die « alle voorbereidende handelingen en uitvoeringsdaden [behelst] noodzakelijk voor de administratieve en gerechtelijke invordering van de niet betaalde schuldvorderingen waarvan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid de invordering verzekert », te expliciteren. Elk ander element zou slechts aan de concessiehouder kunnen worden gedelegeerd mits het in de aldus vooraf bepaalde opdracht van openbare dienst past.

B.46.4. Ook al regelt de bestreden bepaling de elektronische overdracht van de persoonlijke gegevens van de schuldenaars aan de concessiehouder, en vervolgens van de concessiehouder aan de gerechtsdeurwaarders, toch biedt zij een kader voor die gegevensoverdracht, aangezien de mededeling van de persoonlijke gegevens van de schuldenaars van de RSZ aan de concessiehouder en aan de gerechtsdeurwaarders alsook de verwerking ervan in het kader van de in het eerste lid bedoelde opdracht van openbare dienst als enig doel de invordering van de onbetaalde schuldvorderingen waarmee de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid belast is, hebben (artikel 40, § 8, tweede lid).

De door de bestreden bepaling georganiseerde gegevensoverdracht is dus strikt beperkt tot hetgeen noodzakelijk is om de invordering te verzekeren, door de RSZ, van de sociale bijdragen die hem verschuldigd zijn.

Zoals de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer onderstreepte in haar advies nr. 58/2016 van 12 oktober 2016, geciteerd in B.41.3, is het platform opgericht bij artikel 40, § 8, van de wet van 27 juni 1969 een « instrument voor administratieve vereenvoudiging door de uitvoerende titels en geautomatiseerde doorgifte ervan aan de territoriaal bevoegde gerechtsdeurwaarder, te centraliseren » (punt 15).

B.46.5.1. De bestreden bepaling voorziet bovendien erin dat de persoonlijke gegevens van de schuldenaars worden « behandeld met inachtneming van de beginselen als bedoeld in artikel 4 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens » (hierna : de wet van 8 december 1992) (artikel 40, § 8, vierde lid).

De wet van 8 december 1992 is opgeheven bij artikel 280 van de wet van 30 juli 2018 « betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens » (hierna : de wet van 30 juli 2018) die, onder meer, voor de open clausules, de AVG ten uitvoer legt. De verwijzing, in artikel 40, § 8, vierde lid, van de wet van 27 juni 1969, naar de wet van 8 december 1992 dient bijgevolg in die zin te worden begrepen dat zij de wet van 30 juli 2018 en de « AVG » beoogt.

B.46.5.2. Overeenkomstig artikel 40, § 8, vijfde lid, van de wet van 27 juni 1969, wordt de RSZ beschouwd als de verantwoordelijke voor de verwerking van die persoonlijke gegevens die worden uitgewisseld in het kader van het invorderingsplatform. Dat veronderstelt dat de RSZ, als verantwoordelijke voor de verwerking, niet alleen de verplichtingen opgelegd bij de wet van 30 juli 2018, maar ook die welke zijn vastgelegd bij de AVG, bij het Verdrag nr. 108 of bij elke andere wetgeving inzake bescherming van persoonsgegevens, moet nakomen.

Daaruit volgt eveneens dat de concessiehouder aan wie de opdracht van openbare dienst inzake invordering van de schuldvorderingen van de RSZ werd gedelegeerd, eveneens verplicht is, in zijn hoedanigheid van verwerker, de verplichtingen na te komen die waren opgelegd bij de wet van 8 december 1992 (zie Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, advies nr. 58/2016 van 12 oktober 2016, punten 16 en 17), waaronder het finaliteitsbeginsel en het evenredigheidsbeginsel die zijn vastgelegd bij artikel 4 van die wet en opgenomen in artikel 5 van de « AVG ».

Zowel de verwerkingsverantwoordelijke als de verwerker moeten passende technische en organisatorische maatregelen nemen om de bescherming van de persoonsgegevens te waarborgen (artikelen 24 en 28 van de AVG). Artikel 7 van het Verdrag nr. 108 legt eveneens het nemen van passende beveiligingsmaatregelen op om de bescherming van de persoonsgegevens te waarborgen.

De gerechtsdeurwaarders die toegang zouden hebben tot dat informaticaplatform oefenen weliswaar een vrij beroep uit, maar zij zijn tegelijkertijd ministeriële ambtenaren die worden benoemd volgens een specifieke procedure, die medewerking verlenen aan de uitvoering van de openbare dienst van het gerecht, die gehouden zijn tot het beroepsgeheim en die onderworpen zijn aan een specifieke tuchtregeling (zie de artikelen 509 tot 548 van het Gerechtelijk Wetboek). Die gerechtsdeurwaarders zijn dus verplicht het vertrouwelijke karakter van de persoonsgegevens van het platform in acht te nemen, op straffe van schending van hun beroepsgeheim (artikel 458 van het Strafwetboek).

De beraadslaging van het Sectoraal Comité van de Sociale Zekerheid en van de Gezondheid, nr. 17/006 van 7 februari 2017 geciteerd in B.40.4, geeft eveneens aan dat alle betrokken partijen rekening moeten houden met elke wetgeving tot bescherming van persoonsgegevens (punt 18).

B.46.6. Ten slotte mag de concessiehouder die gegevens niet langer bewaren dan de termijn noodzakelijk om de invorderingsprocedure tot een einde te brengen, « met name tot de betaling van de schuld of de verklaring van niet-invorderbaarheid en de beëindiging van de tussenkomst van de gerechtsdeurwaarder in de betreffende procedure » (artikel 40, § 8, zesde lid).

De termijn gedurende welke die gegevens zullen worden bewaard is dus beperkt tot een termijn die niet langer is dan de termijn die noodzakelijk is voor het doel waarvoor die gegevens opgeslagen werden.

B.46.7. Artikel 40, § 8, van de wet van 27 juni 1969 bepaalt dus de personen die toegang hebben tot de persoonlijke gegevens van de schuldenaars, de verantwoordelijke voor de verwerking van die gegevens, het doel van de verwerking van die gegevens en de termijn gedurende welke zij door de concessiehouder zullen worden bewaard, die niet langer duurt dan de procedure van invordering.

In tegenstelling tot hetgeen de verzoekende partij aanvoert, bepaalt de wet die elementen op voldoende nauwkeurige wijze om te voldoen aan het wettigheidsbeginsel dat is gewaarborgd bij artikel 22 van de Grondwet en artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

B.46.8. Gelet op het voorgaande beantwoordt de inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven aan een dwingende maatschappelijke behoefte en is zij evenredig met de nagestreefde wettige doelstelling.

B.47.1. De persoonlijke gegevens van de schuldenaars zijn op niet-limitatieve wijze opgesomd in artikel 40, § 8, derde lid, van de wet van 27 juni 1969, dat bepaalt :

« Het betreft gegevens zoals onder meer :

- naam, voornamen, rijksregisternummer, geboortedatum, geboorteplaats, geslacht, burgerlijke stand, huwelijksvermogensstel, beroep, samenstelling van het gezin, contactgegevens (e-mail, telefoon,...), woonplaats en verblijfplaats, bankrekeningnummer van de schuldenaar of van een derde-beslagene, van een revindicant, van een erfgenaam of een mede-eigenaar, mede-beslaglegger, lasthebber, vennoot;

- de uitvoerbare titels verkregen door de RSZ;

- de gerechtsdeurwaardersakten;

- de roerende of onroerende, lichamelijke of onlichamelijke beslagbare goederen beschreven door de gerechtsdeurwaarder;

- de gegevens die opgenomen moeten zijn in de gerechtsdeurwaardersakten zoals bepaald in het Gerechtelijk Wetboek;

- het bedrag en de aard van de sociale schulden;

- de gegevens uitgewisseld om de uitvoering van de uitvoerbare titels te verzekeren;

- het uittreksel van het bestand van beslagberichten;

- de staat van de gerechtelijke procedures betreffende de lopende beslagen ».

B.47.2. Aldus zou de Koning op grond van artikel 108 van de Grondwet nog andere persoonlijke gegevens kunnen aanduiden die zouden kunnen worden behandeld overeenkomstig artikel 40, § 8, tweede lid, van de wet van 27 juni 1969 indien Hij die noodzakelijk zou achten voor de invordering van onbetaalde schuldvorderingen, als vermeld in artikel 40, § 8, derde lid, van de voormelde wet. Zoals is vermeld in B.44.1, is zulke delegatie niet in strijd met het in artikel 22 van de Grondwet vervatte wettigheidsbeginsel, nu die machtiging enkel betrekking heeft op de tenuitvoerlegging van maatregelen waarvan de essentiële elementen door de wetgever zijn vastgesteld.

Het staat in voorkomend geval aan de bevoegde rechter na te gaan of de aanwending door de Koning van die machtiging in overeenstemming is met de in het middel aangevoerde grondwets- en verdragsbepalingen, zoals zij zijn toegelicht, inzonderheid in B.45.1, B.45.3 en B.46.2.

B.47.3. Het middel is niet gegrond.

Om die redenen,
het Hof

1. vernietigt artikel 40 van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, zoals het werd vervangen bij artikel 4 van de wet van 1 december 2016 « tot wijziging van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders en tot opheffing van hoofdstuk III, afdeling 3, van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, wat betreft de invordering door middel van dwangbevel door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid en tot wijziging van de wet van 24 februari 2003 betreffende de modernisering van het beheer van de sociale zekerheid en betreffende de elektronische communicatie tussen ondernemingen en de federale overheid », in zoverre het niet voorziet in een procedure die voorafgaat aan het verlenen van een dwangbevel en die de in B.20.2 opgesomde waarborgen bevat;

2. vernietigt artikel 40, § 5, tweede lid, van dezelfde wet van 27 juni 1969, zoals het werd vervangen bij artikel 4 van de voormelde wet van 1 december 2016, in zoverre het niet toelaat dat het verzet tegen een dwangbevel wordt gedaan door middel van een verzoekschrift op tegenspraak en in zoverre het bepaalt dat dat verzet moet worden gedaan binnen vijftien dagen te rekenen vanaf de betekening van het dwangbevel;

3. handhaaft definitief de gevolgen van de dwangbevelen die zouden zijn uitgevaardigd vóór de datum van de publicatie van dit arrest in het *Belgisch Staatsblad*;

4. verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 4 april 2019.

De griffier,
F. Meersschant

De wnd. voorzitter,
J.-P. Snappe

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2019/201830]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 49/2019 vom 4. April 2019

Geschäftsverzeichnisnummer 6693

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung des Gesetzes vom 1. Dezember 2016 « zur Abänderung des Gesetzes vom 27. Juni 1969 zur Revision des Erlassgesetzes vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer, zur Aufhebung von Kapitel III Abschnitt 3 des Königlichen Erlasses vom 28. November 1969 zur Ausführung des Gesetzes vom 27. Juni 1969 zur Revision des Erlassgesetzes vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer in Bezug auf die Beitreibung per Zwangsbefehl durch das Landesamt für soziale Sicherheit und zur Abänderung des Gesetzes vom 24. Februar 2003 zur Modernisierung der Verwaltung der sozialen Sicherheit und über elektronische Kommunikation zwischen Unternehmen und der Föderalbehörde », erhoben von der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus dem vorsitzenden Richter J.-P. Snappe, dem Präsidenten A. Alen, und den Richtern L. Lavrysen, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, T. Giet, R. Leysen und M. Pâques, unter Assistenz des Kanzlers F. Meersschant, unter dem Vorsitz des Richters J.-P. Snappe,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. Gegenstand der Klage und Verfahren

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 27. Juni 2017 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 28. Juni 2017 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften, unterstützt und vertreten durch RA A. Daoût, in Brüssel zugelassen, Klage auf Nichtigerklärung des Gesetzes vom 1. Dezember 2016 « zur Abänderung des Gesetzes vom 27. Juni 1969 zur Revision des Erlassgesetzes vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer, zur Aufhebung von Kapitel III Abschnitt 3 des Königlichen Erlasses vom 28. November 1969 zur Ausführung des Gesetzes vom 27. Juni 1969 zur Revision des Erlassgesetzes vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer in Bezug auf die Beitreibung per Zwangsbefehl durch das Landesamt für soziale Sicherheit und zur Abänderung des Gesetzes vom 24. Februar 2003 zur Modernisierung der Verwaltung der sozialen Sicherheit und über elektronische Kommunikation zwischen Unternehmen und der Föderalbehörde » (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 29. Dezember 2016, zweite Ausgabe).

(...)

II. Rechtliche Würdigung

(...)

In Bezug auf das angefochtene Gesetz und dessen Kontext

B.1. Die Nichtigkeitsklage richtet sich gegen das Gesetz vom 1. Dezember 2016 « zur Abänderung des Gesetzes vom 27. Juni 1969 zur Revision des Erlassgesetzes vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer, zur Aufhebung von Kapitel III Abschnitt 3 des Königlichen Erlasses vom 28. November 1969 zur Ausführung des Gesetzes vom 27. Juni 1969 zur Revision des Erlassgesetzes vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer in Bezug auf die Beitreibung per Zwangsbefehl durch das Landesamt für soziale Sicherheit und zur Abänderung des Gesetzes vom 24. Februar 2003 zur Modernisierung der Verwaltung der sozialen Sicherheit und über elektronische Kommunikation zwischen Unternehmen und der Föderalbehörde » (nachstehend: Gesetz vom 1. Dezember 2016).

Das Gesetz vom 1. Dezember 2016 bestimmt:

« Artikel 1. Vorliegendes Gesetz regelt eine in Artikel 74 der Verfassung erwähnte Angelegenheit.

Art. 2. In Artikel 12 § 3 Absatz 2 des Gesetzes vom 27. Juni 1969 zur Revision des Erlassgesetzes vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer, ersetzt durch das Gesetz vom 29. März 2012, werden zwischen den Wörtern ' ohne Gerichtsverfahren ' und den Wörtern ' oder durch eine rechtskräftige gerichtliche Entscheidung ' die Wörter ' beziehungsweise Zwangsbefehl ' eingefügt.

Art. 3. Artikel 30bis § 3 Absatz 9 desselben Gesetzes, ersetzt durch das Gesetz vom 27. April 2007, wird aufgehoben

Art. 4. Artikel 40 desselben Gesetzes, ersetzt durch das Gesetz vom 4. August 1978 und abgeändert durch das Gesetz vom 29. März 2012, wird wie folgt ersetzt:

‘ Art. 40. § 1^{er}. Das Landesamt für soziale Sicherheit treibt unbeschadet seines Rechts, vor den Richter zu laden, die ihm geschuldeten Beträge per Zwangsbefehl bei

§ 2. Beiträge, Beitragszuschläge, Verzugszinsen und Pauschalentschädigungen einschließlich der in den Artikeln 30bis und 30ter erwähnten Zuschläge und Summen können ab dem Zeitpunkt, zu dem die besondere Heberolle, in der sie aufgeführt sind, für vollstreckbar erklärt worden ist, per Zwangsbefehl beigetrieben werden.

Eine für vollstreckbar erklärte Heberolle gilt als Vollstreckungstitel im Hinblick auf die Beitreibung.

Die Heberollen werden vom Generalverwalter, vom beigeordneten Generalverwalter oder von einem zu diesem Zweck vom Geschäftsführenden Ausschuss beauftragten Personalmitglied für vollstreckbar erklärt.

§ 3. Zwangsbefehle des Landesamtes für soziale Sicherheit werden vom Generalverwalter, vom beigeordneten Generalverwalter oder von einem zu diesem Zweck vom Geschäftsführenden Ausschuss beauftragten Personalmitglied erlassen.

§ 4. Die Zustellung des Zwangsbefehls an den Schuldner erfolgt durch Gerichtsvollzieherurkunde. Die Zustellung beinhaltet einen Zahlungsbefehl, in dem unter Androhung der Vollstreckung durch Pfändung dazu aufgefordert wird, innerhalb vierundzwanzig Stunden zu zahlen, sowie eine buchhalterische Rechtfertigung für die eingeforderten Summen und eine Kopie der Vollstreckbarerklärung.

§ 5. Der Schuldner kann vor dem Arbeitsgericht seines Wohnsitzes oder Gesellschaftssitzes gegen den Zwangsbefehl Einspruch erheben.

Der Einspruch muss zur Vermeidung der Nichtigkeit mit Gründen versehen sein; er wird binnen fünfzehn Tagen nach der Zustellung des Zwangsbefehls durch eine Ladung an das Landesamt für soziale Sicherheit per Gerichtsvollzieherurkunde erhoben. Die Bestimmungen von Teil I Kapitel VIII des Gerichtsgesetzbuches einschließlich der in Artikel 50 Absatz 2 und Artikel 55 dieses Gesetzbuches vorgesehenen Verlängerungen finden Anwendung auf diese Frist.

Die Einlegung des Einspruchs gegen den Zwangsbefehl setzt die Vollstreckung des Zwangsbefehls und die Verjährung der im Zwangsbefehl enthaltenen Schuldforderung aus, bis über die Begründetheit des Einspruchs befunden worden ist. Die bereits zu einem früheren Zeitpunkt durchgeführten Pfändungen behalten ihre sichernde Wirkung.

§ 6. Das Landesamt für soziale Sicherheit darf unter Anwendung der in Teil V des Gerichtsgesetzbuches vorgesehenen Vollstreckungsmittel eine Sicherungspfändung vornehmen lassen und den Zwangsbefehl vollstrecken.

Teilzahlungen infolge der Zustellung eines Zwangsbefehls verhindern nicht die Fortsetzung von Verfolgungen.

§ 7. Die Kosten für die Zustellung des Zwangsbefehls und die Kosten für die Vollstreckung oder die Sicherungsmaßnahmen gehen zu Lasten des Schuldners.

Sie werden nach den Regeln festgelegt, die für Handlungen der Gerichtsvollzieher in Zivil- und Handelssachen gelten.

§ 8. Die administrative und gerichtliche Beitreibung von Beiträgen, Beitragszuschlägen, Verzugszinsen, Gerichtskosten und Pauschalentschädigungen einschließlich der in den Artikeln 30bis und 30ter erwähnten Zuschläge und Summen ist ein Auftrag des öffentlichen Dienstes, den das Landesamt für soziale Sicherheit einem Konzessionär übertragen kann. Dieser Auftrag schließt alle vorbereitenden Handlungen und Vollstreckungshandlungen ein, die für die administrative und gerichtliche Beitreibung ausstehender Schuldforderungen notwendig sind, für deren Beitreibung das Landesamt für soziale Sicherheit sorgt, wie insbesondere die Verteilung der Anträge auf Intervention an die zuständigen Gerichtsvollzieher, die administrative und finanzielle Verwaltung der Gerichtsvollzieher, die elektronische Übermittlung von personenbezogenen Daten der Schuldner, von Urteilen, Zwangsbefehlen und anderen zuzustellenden und zu vollstreckenden Vollstreckungstiteln an diese Gerichtsvollzieher, die Weiterverfolgung und Berichterstattung in Bezug auf ihre Zustellung und Zwangsvollstreckung sowie die administrative Verwaltung der diesbezüglichen eventuellen gütlichen oder gerichtlichen Beanstandungen.

Die Übermittlung personenbezogener Daten von Schuldnern des Landesamtes für soziale Sicherheit an den Konzessionär und an die Gerichtsvollzieher und die Verarbeitung dieser Daten im Rahmen des in Absatz 1 erwähnten Auftrags des öffentlichen Dienstes zielen einzig auf die Beitreibung ausstehender Schuldforderungen ab, für deren Beitreibung das Landesamt für soziale Sicherheit sorgt.

Die personenbezogenen Daten, die gemäß Absatz 2 verarbeitet werden können, sind personenbezogene Daten, die für die Beitreibung ausstehender Schuldforderungen notwendig sind, für deren Beitreibung das Landesamt für soziale Sicherheit sorgt, darunter die in den Vollstreckungstiteln angegebenen Daten, wie die Erkennungsdaten des Schuldners. Es handelt sich unter anderem um folgende Angaben:

- Name, Vornamen, Nationalregisternummer, Geburtsdatum, Geburtsort, Geschlecht, Personenstand, ehelicher Güterstand, Beruf, Haushaltszusammensetzung, Kontaktdaten (E-Mail, Telefon usw.), Adresse des Wohnsitzes und des Wohnortes, Bankkontonummer des Schuldners oder des Drittpfändeten, des Anspruchstellers, eines Erben beziehungsweise eines Miteigentümers, Mitgepfändeten, Bevollmächtigten, Gesellschafters,

- Vollstreckungstitel, die das Landesamt für soziale Sicherheit erhalten hat,

- Gerichtsvollzieherurkunden,

- vom Gerichtsvollzieher aufgelistete bewegliche oder unbewegliche, körperliche oder unkörperliche pfändbare Güter,

- Daten, die gemäß dem Gerichtsgesetzbuch in Gerichtsvollzieherurkunden enthalten sein müssen,

- Betrag und Art der Sozialschulden,

- Informationen, die ausgetauscht worden sind, um die Vollstreckung der Vollstreckungstitel zu gewährleisten,

- Auszug aus der Datei der Pfändungsmeldungen,

- Stand der Gerichtsverfahren in Bezug auf laufende Pfändungen.

Die betreffenden Angaben werden unter Einhaltung der in Artikel 4 des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten erwähnten Grundsätze verarbeitet.

Das Landesamt für soziale Sicherheit ist der für die Verarbeitung dieser personenbezogenen Daten Verantwortliche. Es ist ermächtigt, diese personenbezogenen Daten dem Konzessionär und den Gerichtsvollziehern im Hinblick auf ihre Verarbeitung unter Einhaltung der in Absatz 3 bestimmten gesetzlichen Ziele zu übermitteln.

Der Konzessionär darf diese Daten nur für die Dauer aufbewahren, die für den Abschluss des Beitreibungsverfahrens notwendig ist, das heißt bis zur Zahlung der Schuld oder bis zur Erklärung, dass die Forderung nicht betreibbar ist, und bis zum Abschluss der Intervention des Gerichtsvollziehers im betreffenden Verfahren’.

Art. 5. In das Gesetz vom 24. Februar 2003 zur Modernisierung der Verwaltung der sozialen Sicherheit und über elektronische Kommunikation zwischen Unternehmen und der Föderalbehörde wird ein Artikel 4/3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

‘ Art. 4/3. Die Mitteilungen der Einrichtungen für soziale Sicherheit an Unternehmen, Beauftragte oder Konkursverwalter erfolgen elektronisch über einen in Artikel 4/2 erwähnten gesicherten E-Mail-Account.

Der König bestimmt nach Stellungnahme des Geschäftsführenden Ausschusses der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit das Datum des Inkrafttretens von Absatz 1. Das Datum des Inkrafttretens kann je nach Einrichtung für soziale Sicherheit und/oder Art der Mitteilung unterschiedlich sein ‘.

Art. 6. Dans le chapitre III de l’arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l’arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, la section 3, comportant les articles 43bis à 43sexies, inséré par l’arrêté royal du 5 août 1991, est abrogée.

Art. 7. Die Artikel 1 bis 4 und Artikel 6 treten am 1. Januar 2017 in Kraft ».

B.2.1. Durch das Gesetz vom 1. Dezember 2016 wird das Verfahren zur Beitreibung von Schuldforderungen des Landesamts für soziale Sicherheit (LASS) geändert, indem die Verwendung des Zwangsbefehls allgemein eingeführt wird:

« [Cette loi] vise à permettre à l’Office national de sécurité sociale de recourir à la contrainte pour la récupération de toutes les dettes non contestées. Le texte s’inspire très largement des dispositions qui existaient déjà au profit de cet Office mais étaient reprises dans un arrêté royal d’exécution » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2082/001, p. 3).

B.2.2. In Bezug auf dieses Verfahren der Beitreibung per Zwangsbefehl heißt es in der Begründung, dass mit dem angefochtenen Gesetz eine Entscheidung vom 8. Mai 2015 umgesetzt wird, mit der der Ministerrat durch Billigung des Vorentwurfs des Gesetzes zur Abänderung des Zivilprozessrechts (aus dem das « Gesetz vom 19. Oktober 2015 zur Abänderung des Zivilprozessrechts und zur Festlegung verschiedener Bestimmungen im Bereich der Justiz » geworden ist, das auch als « Potpourri I-Gesetz » bezeichnet wird) vorgesehen hatte:

« Les Ministres de l’Emploi, de la Santé publique et des Affaires sociales, des Pensions et des indépendants sont chargés de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour que, à partir du 1^{er} janvier 2017, les institutions publiques de sécurité sociale soient organisées de telle façon qu’elles puissent se délivrer à elles-mêmes un titre exécutoire dans les affaires non contestées » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2082/001, p. 4).

In der Begründung ist diesbezüglich erläutert:

« Cette décision découlait du point 62 du Plan Justice où l’emploi de la contrainte est imposé :

‘ Éviter les procédures inutiles est également une responsabilité des autorités et autres organismes de droit public. L’intervention du tribunal est superflue et ne constitue qu’une charge administrative si l’autorité ou l’organisme même peut se conférer un titre exécutoire sans l’intervention du tribunal (par exemple une contrainte). Pour cette raison, les autorités et organismes sont dissuadés d’initier, en pareil cas, une procédure devant le tribunal, en renvoyant systématiquement à eux pour l’ensemble des frais de justice, de sorte qu’une indemnité de procédure ne doit jamais être payée par le défendeur, même si celui-ci succombe ‘.

[...] L’entière responsabilité du processus de recouvrement judiciaire des dettes sociales est donc revu de manière approfondie. En effet, au lieu de recourir à la procédure via les tribunaux, l’ONSS donnera la priorité à l’usage de la contrainte.

Toutefois, l’usage de la contrainte n’est pas nouvelle pour l’ONSS. À l’heure actuelle, l’ONSS recourt déjà à la contrainte en vue du recouvrement de dettes auprès d’entreprises de titres-services, dans des cas de fraude, dans le cas où les délais de paiement à l’amiable octroyés sur la base de l’article 40bis de la loi du 27 juin 1969 ne sont pas respectés et dans le cas d’un recouvrement pour le compte d’organismes étrangers de sécurité sociale. À l’exception de ce dernier cas d’espèce, cela représente environ 3000 contraintes par an par rapport à un nombre approximatif de 52 000 procédures par voie de citation.

Outre le maintien de la contrainte dans les catégories déjà existantes telles que décrites ci-dessus, le but du présent projet de loi est de procéder, dans la mesure du possible, à partir du 1^{er} janvier 2017, également dans les cas où le recouvrement se fait encore par voie de citation au recouvrement par voie de contrainte » (*ibid.*, pp. 4-5).

B.2.3. Im Kommentar zu dem im Entwurf befindlichen Artikel 4, der zu Artikel 4 des Gesetzes vom 1. Dezember 2016 geworden ist, durch den Artikel 40 des Gesetzes vom 27. Juni 1969 ersetzt wurde, ist erläutert:

« Cet article règle la généralisation du recours à la contrainte par l’ONSS. Le dispositif actuel prévoit une délégation au Roi pour régler les conditions et le mode de poursuite par voie de contrainte ainsi que les frais de poursuite y liés et leur mise à charge. Par cet article, toute la réglementation est ancrée dans la loi. Cela permet de promouvoir la visibilité et la sécurité juridique.

Le paragraphe 1^{er} du nouvel article 40 reprend le contenu de l’actuel article 40, alinéa 1^{er}, de la loi du 27 juin 1969, étant bien entendu que la rédaction a été adaptée à l’utilisation généralisée de la contrainte : la contrainte devient la règle et la citation l’exception » (*ibid.*, p. 8).

B.3.1. Das Gesetz vom 1. Dezember 2016 bezweckt auch eine Verbesserung der elektronischen Kommunikation mit der Verwaltung, indem künftig die Nutzung der e-Box für Unternehmen verpflichtend wird:

« [Cette loi] vise, à termes, à permettre de rendre obligatoire l’usage de l’e-Box entreprise dans le cadre des relations entre l’organisme percepteur des cotisations et les employeurs et ce afin de faciliter et accélérer les procédures d’octroi de plans amiables de paiement aux employeurs confrontés à des difficultés de paiement » (*ibid.*, p. 3).

Durch das Gesetz vom 1. Dezember 2016 wird zu diesem Zweck das Gesetz vom 24. Februar 2003 « zur Modernisierung der Verwaltung der sozialen Sicherheit und über elektronische Kommunikation zwischen Unternehmen und der Föderalbehörde » (nachstehend: Gesetz vom 24. Februar 2003) abgeändert.

B.3.2. Bezüglich der Nutzung der e-Box für Unternehmen und ihre Verknüpfung mit dem Verfahren der Beitreibung per Zwangsbefehl wird in den Vorarbeiten dargelegt:

« L’accord de gouvernement inclut l’objectif d’augmenter l’attractivité de ses services numériques par des applications qualitatives et conviviales et, simultanément, découragera des supports papiers dans ses procédures administratives et de communication avec l’administration.

Vu l’impact de la contrainte sur les relations entre l’Office et les entreprises il est extrêmement important que la communication entre les parties se fasse par un canal clairement réglementé qui permet aux parties de communiquer d’une manière sécurisée et traçable. Dans ce sens, il est prévu que l’existant e-Box de la sécurité sociale, un mailbox sécurisé, sera utilisé comme canal de communication.

[...]

L’objectif de la généralisation de l’usage de l’e-Box est à la fois de permettre aux institutions de sécurité sociale d’envoyer aux entreprises, à leurs mandataires et aux curateurs les différents messages électroniques et courriers recommandés qui doivent l’être conformément au prescrit légal mais aussi de pouvoir communiquer avec eux en leur adressant par ce canal toutes les informations et documents pertinents.

L'ONSS favorisera également l'approche proactive de sorte que, plus que par le passé, il sera procédé à un accompagnement des employeurs ayant des problèmes de paiement au moyen de mesures tels des plans de paiement. Pour la communication dans ce cadre, l'eBox sera en mesure de représenter une valeur ajoutée significative » (*ibid.*, pp. 5-6).

Es wird auch erklärt:

« Toutes les communications émanant de l'ONSS se font au moyen d'une technique électronique via la boîte mail sécurisée à partir de la date d'entrée en vigueur du présent article. Durant une période de transition l'ONSS continuera à envoyer certains documents en format papier aux employeurs qui n'ont pas encore activé leur e-Box entreprise, documents accompagnés d'une invitation à activer leur e-Box sans tarder.

[...]

Dès lors, complémentirement à la communication susvisée, il est créé la possibilité de rendre dorénavant obligatoire toute autre communication de manière électronique via la boîte mail sécurisée. Le Roi peut à cette fin en déterminer le moment, le cas échéant par institution, secteur ou échange de données, après avis du Comité de Gestion de la Banque-carrefour de la sécurité sociale » (*ibid.*, p. 11).

B.4.1. Das Gesetz vom 1. Dezember 2016 ermöglicht außerdem « über eine Konzession die Entwicklung einer computergestützten Plattform zur Optimierung der Beziehungen zu den Gerichtsvollziehern im Rahmen dieser Beitreibung per Zwangsbefehl » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2082/001, S. 3).

B.4.2. In Bezug auf diese elektronische Plattform ist in den Vorarbeiten erläutert:

« En vue d'améliorer encore la numérisation de ses activités, l'ONSS est également habilitée par le présent projet de loi à mettre sur pied une plateforme informatique unique, dont la gestion sera confiée à un opérateur par voie de concession de services publics. Cet outil informatique permettra à l'ONSS de centraliser les titres exécutoires des créances impayées dont il a la charge sur une plateforme numérique qui assurera ensuite une transmission automatisée des dossiers de recouvrement vers les huissiers de justice territorialement compétents, ainsi que le suivi administratif et la communication entre les huissiers et l'ONSS par rapport aux actes pour lesquels leur intervention est requise » (*ibid.*, p. 6).

B.5. Aus dem Vorstehenden geht hervor, dass das Gesetz vom 1. Dezember 2016 die Verwendung des Zwangsbefehls zur Beitreibung von unbestrittenen Schuldforderungen des LASS allgemein einführt.

Im Rahmen dieses Beitreibungsverfahrens per Zwangsbefehl werden die digitalen Werkzeuge ausgebaut.

Einerseits sieht das angefochtene Gesetz vor, dass das LASS ermächtigt wird, zur Beitreibung von dem LASS geschuldeten Beträgen eine einheitliche IT-Plattform einzurichten, mit deren Verwaltung ein Betreiber über eine Konzession für öffentliche Dienste beauftragt wird. Diese digitale Plattform ermöglicht es, die Vollstreckungstitel über ausstehende Schuldforderungen zu zentralisieren, und « gewährleistet anschließend eine automatisierte Übermittlung der Beitreibungsakten an die örtlich zuständigen Gerichtsvollzieher sowie die administrative Weiterverfolgung und die Kommunikation zwischen den Gerichtsvollziehern und dem LASS über die Handlungen, für die deren Intervention erforderlich ist » (ebenda, S. 6).

Andererseits wird durch die schrittweise allgemeine Einführung der e-Box für Unternehmen angestrebt, einen « erheblichen Mehrwert » zu erzielen, um « die Arbeitgeber, die Zahlungsschwierigkeiten haben, mit Maßnahmen wie Zahlungsplänen » zu begleiten (ebenda).

In Bezug auf den Umfang der Klage und der Prüfung durch den Gerichtshof

B.6. Der Gerichtshof bestimmt den Umfang der Nichtigkeitsklage aufgrund des Inhalts der Klageschrift und insbesondere auf der Grundlage der Darlegung der Klagegründe. Der Gerichtshof begrenzt seine Prüfung auf die Bestimmungen, gegen die Klagegründe gerichtet werden.

Aus der Darlegung der Klagegründe geht hervor, dass die von der klagenden Partei vorgebrachten Beschwerdegründe nur gegen Artikel 40 des Gesetzes vom 27. Juni 1969 « zur Revision des Erlassgesetzes vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer » (nachstehend: Gesetz vom 27. Juni 1969) in der durch Artikel 4 des Gesetzes vom 1. Dezember 2016 ersetzten Fassung gerichtet sind. Insbesondere werden die Art der Erstellung des Zwangsbefehls (Artikel 40 §§ 2 und 3 des Gesetzes vom 27. Juni 1969), die Modalitäten des Rechtsmittels gegen den Zwangsbefehl (Artikel 40 § 5 Absatz 2 des Gesetzes vom 27. Juni 1969) und die Möglichkeit einer Konzession des öffentlichen Dienstes für die Verwaltung einer elektronischen Plattform zur Beitreibung ausstehender Schuldforderungen des LASS (Artikel 40 § 8 des Gesetzes vom 27. Juni 1969) kritisiert.

Der Gerichtshof beschränkt seine Prüfung auf diese Teile der angefochtenen Bestimmung, gegen die die Klagegründe gerichtet sind; er befindet somit nicht über die Verfassungsmäßigkeit von Artikel 40 des Gesetzes vom 27. Juni 1969 in der durch Artikel 4 des Gesetzes vom 1. Dezember 2016 ersetzten Fassung, insofern er die Verwendung des Zwangsbefehls für die Beitreibung von unbestrittenen Schuldforderungen des LASS allgemein einführt.

B.7.1. Der Ministerrat betont, dass Artikel 40 §§ 2 und 3 und § 5 Absatz 2 des Gesetzes vom 27. Juni 1969 in der durch Artikel 4 des Gesetzes vom 1. Dezember 2016 ersetzten Fassung keine neue Bestimmung ist, da sein Inhalt bereits in den Artikeln 43bis bis 43quater des Königlichen Erlasses vom 28. November 1969 « zur Ausführung des Gesetzes vom 27. Juni 1969 zur Revision des Erlassgesetzes vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer » (nachstehend: Königlicher Erlass vom 28. November 1969) enthalten war und diese Artikel vor dem Staatsrat nie angefochten wurden.

B.7.2. Vor dem Inkrafttreten des Gesetzes vom 1. Dezember 2016 gestattete es Artikel 40 des Gesetzes vom 27. Juni 1969 dem LASS bereits, nach den vorgesehenen Modalitäten gemäß den Artikeln 43bis bis 43sexies des Königlichen Erlasses vom 28. November 1969, wie sie durch den Königlichen Erlass vom 5. August 1991 « zur Organisation der Beitreibung von gewissen dem Landesamt für soziale Sicherheit geschuldeten Beträgen per Zwangsbefehl » eingefügt worden waren, auf den Zahlungsbefehl zurückzugreifen.

Vor ihrer Aufhebung durch Artikel 6 des Gesetzes vom 1. Dezember 2016 bestimmten die Artikel 43bis bis 43sexies des Königlichen Erlasses vom 28. November 1969 in der durch den Königlichen Erlass vom 5. August 1991 eingefügten Fassung:

« Art. 43bis. Les cotisations, majorations de cotisations, intérêts de retard, les indemnités forfaitaires y compris les majorations et sommes visées aux articles 30bis, et 30ter de la loi peuvent être, dans les catégories de cas à déterminer par l'Office national de sécurité sociale, recouvrés par voie de contrainte à partir du moment où est rendu exécutoire le rôle spécial auquel ils sont mentionnés.

Le rôle rendu exécutoire vaut titre exécutoire en vue du recouvrement.

Les rôles sont rendus exécutoires par l'administrateur général, l'administrateur général adjoint ou un membre du personnel désigné à cette fin par le comité de gestion.

Art. 43ter. La contrainte de l'Office national de sécurité sociale est décernée par l'administrateur général, l'administrateur général adjoint ou un membre du personnel désigné à cette fin par le comité de gestion et est signifiée au débiteur par exploit d'huissier de justice.

Elle contient commandement de payer dans les 24 heures, à peine d'exécution par voie de saisie, de même qu'une justification comptable des sommes exigées ainsi que copie de l'exécutoire.

Art. 43^{quater}. Le débiteur peut former opposition à la contrainte devant le tribunal de son domicile ou siège social.

L'opposition est motivée à peine de nullité; elle est formée au moyen d'une citation à l'Office national de sécurité sociale par exploit d'huissier dans les 15 jours de la signification de la contrainte.

Art. 43^{quinquies}. L'Office national de sécurité sociale peut faire pratiquer la saisie conservatoire et exécuter la contrainte en usant des voies d'exécution prévues à la cinquième partie du Code judiciaire.

Les paiements partiels effectués en suite de la signification d'une contrainte ne font pas obstacle à la continuation des poursuites.

Art. 43^{sexies}. Les frais de signification de la contrainte de même que les frais de l'exécution ou des mesures conservatoires sont à charge du débiteur.

Ils sont déterminés suivant les règles établies pour les actes accomplis par les huissiers de justice en matière civile et commerciale ».

B.7.3. Die Ministerin der Sozialen Angelegenheiten und der Volksgesundheit hat in diesem Zusammenhang erklärt:

« Jusqu'à présent, la contrainte pouvait être imposée en vertu de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs. Pour des raisons de transparence et de sécurité juridique, il est désormais opté pour un ancrage légal de l'ensemble de la réglementation » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2082/003, p. 7; voy. aussi *Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2082/001, pp. 3 et 8).

Vor dem Inkrafttreten des Gesetzes vom 1. Dezember 2016 stellte der Rückgriff auf den Zwangsbefehl durch das LASS eine Ausnahme dar (ebenda, SS. 4-5).

B.7.4. Der Gesetzgeber vom 1. Dezember 2016 hat den Inhalt dieser Verordnungsbestimmungen im Rahmen einer allgemeinen Einführung der Beitreibung von Sozialbeiträgen per Zwangsbefehl übernommen, und zwar ab dem 1. Januar 2017, an dem das Gesetz vom 1. Dezember 2016 in Kraft getreten ist. Die Einfügung des Inhalts eines Erlasses in eine Gesetzesbestimmung hat zur Folge, dass der Staatsrat und die Gerichtshöfe und Gerichte nicht über diesen Inhalt befinden können, sondern der Verfassungsgerichtshof dafür zuständig ist.

Zur Hauptsache

Erste Klagegrund

B.8. Der erste Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11, 13 und 23 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit den Artikeln 6 und 13 der Europäischen Menschenrechtskonvention, mit Artikel 47 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union, mit dem Grundsatz der Verhältnismäßigkeit, mit dem Legalitätsprinzip, mit dem Grundsatz der Rechtssicherheit und mit der Stillhalteverpflichtung.

Die klagende Partei macht eine wesentliche Verletzung des Rechts auf Zugang zum Richter geltend, insofern der Einspruch gegen den Zahlungsbefehl nur durch eine Ladung unter Ausschluss der kontradiktorischen Antragschrift (erster Teil) innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Zustellung des Zwangsbefehls (zweiter Teil) ohne vorheriges Verwaltungsverfahren erhoben werden kann, das es dem Arbeitgeber ermöglicht, die geforderten Beträge vor der Ausstellung des Zwangsbefehls anzufechten (dritter Teil), und mit einer zu weit gefassten Möglichkeit der Befugnisübertragung auf ein Personalmitglied des LASS (vierter Teil).

Daraus ergebe sich ein ungerechtfertigter Rückschritt bei den Rechten der Rechtsunterworfenen sowohl hinsichtlich des Rechts auf Zugang zum Richter als auch ihres Rechts auf soziale Sicherheit, das durch Artikel 23 der Verfassung geschützt sei.

B.9.1. Artikel 13 der Verfassung beinhaltet ein Recht auf gerichtliches Gehör beim zuständigen Richter. Dieses Recht wird ebenfalls durch Artikel 6 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention, durch Artikel 14 Absatz 1 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte und durch einen allgemeinen Rechtsgrundsatz gewährleistet.

Artikel 13 der Europäischen Menschenrechtskonvention gewährleistet jeder Person, deren in dieser Konvention festgelegte Rechte und Freiheiten verletzt worden sind, das Recht, eine wirksame Beschwerde bei einer nationalen Instanz einzulegen.

Artikel 47 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union garantiert das Recht auf einen wirksamen Rechtsbehelf und ein unparteiisches Gericht.

B.9.2. Die Artikel 10 und 11 der Verfassung gewährleisten den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung.

B.9.3. Artikel 23 der Verfassung bestimmt, dass jeder das Recht hat, ein menschenwürdiges Leben zu führen und beauftragt die verschiedenen Gesetzgeber, die dort erwähnten wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Rechte, darunter « 2. das Recht auf soziale Sicherheit [...] » zu gewährleisten.

B.10.1. Wenn es um Bestimmungen geht, die grundlegende Rechte garantieren, deren Einhaltung unmittelbar vor einem Richter geltend gemacht werden kann, greift die Geltendmachung einer Stillhalteverpflichtung nicht.

B.10.2. Wie der Gerichtshof in seinem Entscheid Nr. 62/2018 vom 31. Mai 2018 geurteilt hat, besteht mit Ausnahme von Artikel 23 der Verfassung keine sich aus den angeführten Verfassungs- und Vertragsbestimmungen ergebende Stillhalteverpflichtung.

B.11.1. Artikel 23 der Verfassung enthält eine Stillhalteverpflichtung, die dem entgegensteht, dass der zuständige Gesetzgeber das durch die geltenden Rechtsvorschriften gebotene Schutzniveau bedeutsam verringert, ohne dass es dafür Gründe im Zusammenhang mit dem Allgemeininteresse gibt.

B.11.2. Zwar hängen die Sozialversicherungsbeiträge mit dem Recht auf soziale Sicherheit zusammen, das durch Artikel 23 Absatz 3 Nr. 2 der Verfassung gewährleistet wird, aber dies gilt nicht für die Modalitäten der Beitreibung dieser Beiträge, sofern sie nicht das Recht auf soziale Sicherheit in seinem Kern antasten können.

Ein Beitreibungsverfahren für ausstehende Schulforderungen des LASS per Zwangsbefehl kann nicht das Recht auf soziale Sicherheit in seinem Kern antasten. Die angefochtene Bestimmung kann somit nicht gegen das Recht auf soziale Sicherheit, das durch Artikel 23 Absatz 3 Nr. 2 der Verfassung gewährleistet wird, verstoßen.

B.11.3. Der erste Klagegrund, insofern in ihm eine Verletzung der Stillhalteverpflichtung geltend gemacht wird, ist unbegründet.

B.12. Es ist nun zu prüfen, ob die angefochtene Bestimmung gegen die anderen Verfassungs- und Vertragsbestimmungen, gegebenenfalls in Verbindung mit den anderen vorerwähnten Grundsätzen, die im Klagegrund angeführt werden, verstößt.

Der Gerichtshof prüft zunächst den dritten und vierten Teil des Klagegrunds, die die Ausstellung des Zwangsbefehls betreffen (Artikel 40 §§ 2 und 3 des Gesetzes vom 27. Juni 1969), dann die ersten zwei Teile des Klagegrunds, die die Modalitäten des Rechtsmittels gegen den Zwangsbefehl betreffen (Artikel 40 § 5 Absatz 2 des Gesetzes vom 27. Juni 1969).

In Bezug auf die Ausstellung des Zwangsbefehls (Artikel 40 §§ 2 und 3 des Gesetzes vom 27. Juni 1969)

B.13. Im dritten Teil des Klagegrunds bemängelt die klagende Partei das Fehlen eines Verständigungsverfahrens vor dem Zwangsbefehl, was den Schuldner von Sozialbeiträgen daran hindern würde, deren Beträge anfechten zu können, und ihn daher dazu zwingen würde, ein Gerichtsverfahren anzustrengen, um Einspruch gegen den Zwangsbefehl zu erheben.

Die Schuldner von Sozialbeiträgen in der Regelung für Lohnempfänger würden so gegenüber den Schuldnern von Sozialbeiträgen in der Regelung für Selbständige diskriminiert, bei denen der Zwangsbefehl nur verwendet werden kann, sofern der Versicherungspflichtige die den Sozialversicherungskassen geschuldeten Beträge nicht angefochten hat (Artikel 47bis § 1 des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 1967) und nach einer letzten Mahnung per Einschreibebrief (Artikel 46 des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 1967).

B.14.1. Artikel 20 § 7 des königlichen Erlasses Nr. 38 vom 27. Juli 1967 zur Einführung des Sozialstatuts der Selbständigen in der durch das Gesetz vom 20. Juli 2005 abgeänderten Fassung bestimmt:

« Unbeschadet ihres Rechtes auf gerichtliche Vorladung können die in diesem Artikel angeführten Kassen als Einrichtungen, die die Beiträge erheben, die ihnen geschuldeten Beträge ebenfalls mittels eines Zahlungsbefehls eintreiben.

Der König legt die Bedingungen und Modalitäten der Verfolgung mittels eines Zahlungsbefehls sowie die sich daraus ergebenden Kosten und ihre Auferlegung fest ».

Diese Bestimmung wurde erlassen, um die Möglichkeit der Beitreibung der Sozialbeiträge per Zwangsbefehl, die in der Regelung für Lohnempfänger eingeführt worden war, auf die Regelung für Selbständige auszuweiten (Artikel 40 und 40bis des Gesetzes vom 27. Juni 1969, jeweils ersetzt und eingefügt durch die Gesetze vom 4. August 1978 und 3. Juli 2005).

B.14.2. Zur Durchführung von Artikel 20 § 7 des vorerwähnten Königlichen Erlasses Nr. 38 vom 27. Juli 1967 bestimmen die Artikel 46 und 47bis des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 1967 « zur Einführung einer allgemeinen Regelung in Ausführung des Königlichen Erlasses Nr. 38 vom 27. Juli 1967 zur Einführung des Sozialstatuts der Selbständigen » (nachstehend: Königlicher Erlass vom 19. Dezember 1967):

« Art. 46. Bevor die Sozialversicherungskassen eine gerichtliche Eintreibung oder eine Eintreibung mittels eines Zahlungsbefehls vornehmen, müssen sie in jedem Fall dem Versicherungspflichtigen eine letzte Mahnung mit bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief unter Angabe der Beträge, auf die sich die Eintreibung beziehen wird, zukommen lassen.

Diese Mahnung kann durch einen Gerichtsvollzieher erfolgen.

In dieser Mahnung muss bei Strafe der Nichtigkeit vermerkt sein, dass in dem Fall, wo der Versicherungspflichtige die von ihm geforderten Beträge nicht anfricht oder keinen Zahlungsaufschub beantragt und erhält, und zwar mit bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief innerhalb eines Monats nach der Zustellung oder Notifizierung der Mahnung, die Sozialversicherungskasse zur Eintreibung dieser Beträge mittels eines Zahlungsbefehls übergehen kann.

Die Gewährung von Zahlungsaufschub durch die Sozialversicherungskasse setzt die Durchführung eines etwaigen Zahlungsbefehls sowie die gerichtliche Eintreibung aus, sofern die zwischen der Sozialversicherungskasse und dem Versicherungspflichtigen getroffene Vereinbarung durch den Letztgenannten eingehalten wird ».

« Art. 47bis. § 1. Zur Anwendung von Artikel 20 § 7 des königlichen Erlasses Nr. 38 können die Beiträge sowie die Erhöhungen, Verzugszinsen und anderen Nebenforderungen mittels eines Zahlungsbefehls durch die Sozialversicherungskasse, der sie geschuldet sind, eingetrieben werden, sofern der Versicherungspflichtige die von ihm verlangten Beträge nicht angefochten oder keinen Zahlungsaufschub beantragt und erhalten hat, und zwar gemäß den in Artikel 46 festgelegten Bedingungen und Fristen.

§ 2. Die Beiträge sowie die Erhöhungen, Verzugszinsen und anderen Nebenforderungen können mittels eines Zahlungsbefehls durch die Sozialversicherungskasse, der sie geschuldet sind, eingetrieben werden ab dem Zeitpunkt, zu dem die besondere Heberolle, in die sie eingetragen sind, für vollstreckbar erklärt wird.

Die besondere Heberolle enthält folgende Angaben:

1. die Angaben zu der Sozialversicherungskasse als Gläubigerin;
2. den Namen, Vornamen, die Adresse und die Nationalregisternummer des Selbständigen als Schuldner oder gegebenenfalls der solidarisch für die Beiträge haftenden Person oder die Bezeichnung, den Sitz oder die Unternehmensnummer, falls es sich bei dieser um eine juristische Person handelt;
3. eine ausführliche Abrechnung der Beiträge, Erhöhungen, Verzugszinsen und anderen Nebenforderungen, die der Kasse geschuldet werden und für deren Eintreibung sie einen Zahlungsbefehl ausstellt;
4. die Begründung für die Anwendung des Zahlungsbefehls;
5. das Datum der Vollstreckbarerklärung;
6. das Versanddatum;
7. das Datum des äußersten Zahlungstermins;
8. die Rechtsmittel des Schuldners und die Fristen, in denen er sie auf gültige Weise einlegen kann.

Die für vollstreckbar erklärte Heberolle gilt als Vollstreckungstitel im Hinblick auf die Eintreibung.

Die Heberollen werden durch ein oder mehrere Personalmitglieder der Sozialversicherungskasse als Gläubigerin, die hierzu durch den Verwaltungsrat bestimmt und ordnungsgemäß durch den Minister des Mittelstands anerkannt wurden, für vollstreckbar erklärt.

§ 3. Der Zahlungsbefehl der Sozialversicherungskasse als Gläubigerin wird durch ein Mitglied ihres Personals, das durch den Verwaltungsrat hierzu bestimmt wurde, ausgestellt.

§ 4. Der Zahlungsbefehl wird dem Schuldner durch Gerichtsvollzieherurkunde zugestellt. Die Zustellung enthält die Anordnung zur Zahlung innerhalb von 24 Stunden bei Strafe der Vollstreckung durch Pfändung sowie einen Buchführungsbeleg der geforderten Beträge und eine Kopie des Vollstreckungstitels.

Aufschubzinsen im Sinne von Artikel 1153 des Zivilgesetzbuches sind ab dem Tag der Zustellung geschuldet.

§ 5. Der Schuldner kann Einspruch gegen den Zahlungsbefehl beim Arbeitsgericht seines Wohnsitzes oder seines Gesellschaftssitzes einlegen.

Der Einspruch muss bei Strafe der Nichtigkeit mit Gründen versehen sein; er wird eingelegt mittels einer Ladung an die Sozialversicherungskasse durch Gerichtsvollzieherurkunde innerhalb eines Monats nach der Zustellung des Zahlungsbefehls, unbeschadet der Anwendung der Artikel 50 Absatz 2 und 55 des Gerichtsgesetzbuches.

Durch Ausübung des Einspruchs wird die Vollstreckung des Zahlungsbefehls ausgesetzt, bis über dessen Begründetheit geurteilt wurde.

§ 6. Die Sozialversicherungskasse als Gläubigerin kann eine Sicherungspfändung vornehmen und den Zahlungsbefehl vollstrecken lassen durch Anwendung der in Teil V des Gerichtsgesetzbuches vorgesehenen Vollstreckungsverfahren.

Teilzahlungen infolge der Zustellung eines Zahlungsbefehls verhindern nicht die Fortsetzung der Verfolgung.

§ 7. Die Kosten für die Zustellung des Zahlungsbefehls sowie die Kosten der Vollstreckung und der Sicherungsmaßnahmen trägt der Schuldner.

Sie werden nach den Regeln festgesetzt, die für Handlungen der Gerichtsvollzieher in Zivil- und Handelssachen gelten ».

B.15.1. Artikel 40 § 2 des Gesetzes vom 27. Juni 1969, ersetzt durch das Gesetz vom 1. Dezember 2016, bestimmt:

« Beiträge, Beitragszuschläge, Verzugszinsen und Pauschalentschädigungen einschließlich der in den Artikeln 30*bis* und 30*ter* erwähnten Zuschläge und Summen können ab dem Zeitpunkt, zu dem die besondere Heberolle, in der sie aufgeführt sind, für vollstreckbar erklärt worden ist, per Zwangsbefehl beigetrieben werden.

Eine für vollstreckbar erklärte Heberolle gilt als Vollstreckungstitel im Hinblick auf die Beitreibung.

Die Heberollen werden vom Generalverwalter, vom beigeordneten Generalverwalter oder von einem zu diesem Zweck vom Geschäftsführenden Ausschuss beauftragten Personalmitglied für vollstreckbar erklärt ».

B.15.2. Diese Bestimmung ermöglicht es dem LASS, sich einen Vollstreckungstitel zur Eintreibung der « Beiträge, Beitragszuschläge, Verzugszinsen und Pauschalentschädigungen einschließlich der in den Artikeln 30*bis* und 30*ter* erwähnten Zuschläge und Summen » auszustellen.

B.16.1. Der Gerichtshof muss prüfen, ob die angefochtene Bestimmung, insofern sie das Verfahren vor der Ausstellung des Zahlungsbefehls zur Beitreibung der vorerwähnten Beträge nicht regelt, zu einem ungerechtfertigten Behandlungsunterschied zwischen den Schuldnern von Sozialbeiträgen führt, je nachdem, ob sie unter die Regelung für Lohnempfänger oder für Selbständige fallen.

B.16.2. Der Behandlungsunterschied zwischen gewissen Kategorien von Personen, der sich aus der Anwendung unterschiedlicher Verfahrensregeln unter unterschiedlichen Umständen ergibt, ist an sich nicht diskriminierend. Es könnte nur eine Diskriminierung vorliegen, wenn der Behandlungsunterschied, der sich aus der Anwendung dieser Verfahrensregeln ergibt, zu einer unverhältnismäßigen Einschränkung der Rechte der betroffenen Personen führen würde.

B.17.1. In Bezug auf die Kommunikation mit den Arbeitgebern vor dem Einsatz des Zahlungsbefehls ist in den Vorarbeiten angegeben:

« L'ONSS favorisera également l'approche proactive de sorte que, plus que par le passé, il sera procédé à un accompagnement des employeurs ayant des problèmes de paiement au moyen de mesures tels des plans de paiement. Pour la communication dans ce cadre, l'eBox sera en mesure de représenter une valeur ajoutée significative » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2082/001, p. 6).

B.17.2. Im Rahmen des Berichts im Namen des Ausschusses für soziale Angelegenheiten hat die Ministerin der Sozialen Angelegenheiten und der Volksgesundheit ebenfalls erläutert:

« La contrainte ne sera toutefois pas introduite sans discernement. Il se déduit en outre du constat que la plupart des actions en justice intentées par l'ONSS aboutissent à l'établissement de plans de paiement judiciaires qu'il convient également d'améliorer la procédure administrative. En effet, il va de soi que tout employeur qui éprouve des difficultés de paiement et qui a dès lors demandé un plan de paiement au tribunal fera opposition devant le tribunal lorsqu'il recevra une contrainte afin de récupérer l'avantage dudit plan de paiement.

La généralisation sans discernement de la contrainte pourrait ainsi avoir comme conséquence que le nombre d'affaires en justice concernant les cotisations de l'ONSS ne diminue pas de manière significative. Il est donc préférable de ne pas mettre directement le couteau sur la gorge de l'employeur confronté à des difficultés de paiement temporaires, mais de lui laisser une marge de manœuvre au moyen d'un plan de remboursement administratif.

La généralisation de la contrainte s'accompagnera dès lors d'un renforcement du régime actuel des plans de remboursement administratif afin d'éviter la mise en faillite d'entreprises de bonne foi qui éprouvent néanmoins des difficultés de paiement temporaires.

[...]

Dès lors que la généralisation de l'utilisation de la contrainte et (surtout) le renforcement du recours aux plans de paiement entraînera une augmentation du nombre d'envois recommandés, le projet de loi à l'examen prévoit aussi que ces envois s'effectueront par voie électronique dans tout le secteur de la sécurité sociale, ce qui se traduira, sur le plan technique, par l'utilisation d'une *e-box*.

Afin d'éviter qu'un employeur soit soudainement confronté à une saisie parce qu'il n'a pas prêté attention à sa *e-box*, une entrée en vigueur en phases est prévue. Le timing des envois recommandés au moyen de l'*ebox* sera fixé par un arrêté royal, sur lequel le comité de gestion de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale devra donner son avis » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2082/003, pp. 3-4).

B.17.3. Auf Fragen der Parlamentarier hat die Ministerin außerdem geantwortet:

« La contrainte peut bel et bien être contestée :

- lorsque l'ONSS est déjà intervenu d'office, l'employeur en est informé par un envoi recommandé. Dans ce cas, il a la possibilité de contester administrativement la décision, ce qui entraînera une suspension du recouvrement, à moins qu'il ne soit question de fraude manifeste ou que les dettes risquent d'être prescrites;

- en l'absence de contestation, l'ONSS procède au recouvrement administratif des dettes. Si l'employeur ne paie pas, il recevra une mise en demeure. S'il ne paie toujours pas et qu'il ne convient pas d'un plan de paiement avec l'ONSS, celui-ci rédigera une contrainte qui pourra encore faire l'objet d'un recours devant le tribunal du travail » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2082/003, p. 8).

B.17.4. Die Ministerin hat ebenfalls erklärt, dass der Frist von fünfzehn Tagen, um Einspruch zu erheben, « eine Frist von drei Monaten vorangeht, in deren Verlauf das LASS bereits dreimal Kontakt zu den betroffenen Arbeitgebern aufnimmt » (ebenda, S. 10).

B.18.1. Aufgrund von Artikel 21 Absatz 1 des Gesetzes vom 27. Juni 1969 muss jeder versicherungspflichtige Arbeitgeber dem LASS eine Erklärung zum Nachweis des Betrags der geschuldeten Beiträge zukommen lassen.

Aufgrund von Artikel 34 Absatz 1 des Königlichen Erlasses vom 28. November 1969 wird der Betrag der Beiträge vom Arbeitgeber dem LASS zu den folgenden vier Terminen des Jahres geschuldet: 31. März, 30. Juni, 30. September und 31. Dezember.

B.18.2. Artikel 22 des Gesetzes vom 27. Juni 1969 sieht vor, dass das Landesamt für soziale Sicherheit, wenn keine oder eine unvollständige oder unrichtige vierteljährliche Erklärung gemacht worden ist, von Amts wegen den Betrag der geschuldeten Beiträge festlegt, und zwar aufgrund sämtlicher bereits vorliegender Angaben oder beim Arbeitgeber eingeholter Auskünfte (Artikel 22 Absatz 1), und dass der Betrag der festgelegten Schuldforderung « dem Arbeitgeber (oder dem Kurator) per Einschreibebrief notifiziert » wird (Artikel 22 Absatz 2).

In diesem Fall erhält der Arbeitgeber eine Notifizierung der Sozialbeitragsforderung, die vom LASS von Amts wegen festgelegt wurde, per Einschreibebrief.

B.18.3. Artikel 28 § 1 des Gesetzes vom 27. Juni 1969 sieht vor, dass der Arbeitgeber, der die Beiträge nicht innerhalb der vom König festgelegten Fristen zahlt, einen Beitragszuschlag und einen Verzugszins von 7 Prozent schuldet (Artikel 28 § 1 Absatz 1); der Beitragszuschlag darf jedoch nicht mehr als 10 Prozent der geschuldeten Beiträge betragen (Artikel 28 § 1 Absatz 2).

Werden die Verpflichtungen zur Erklärung und zur Zahlung der Sozialbeiträge nicht erfüllt, sind Pauschalentschädigungen zu zahlen (Artikel 28 § 2, 29 und 30), bei denen das LASS entscheiden kann, dem Arbeitgeber eine Befreiung oder Ermäßigung zu gewähren.

Die Artikel 30bis und 30ter des Gesetzes vom 27. Juni 1969 sehen Fälle der gesamtschuldnerischen Haftung für die Zahlung der Sozialschulden vor.

B.18.4. Was die Möglichkeiten einer gütlichen Eintreibung betrifft, bestimmt Artikel 40bis des Gesetzes vom 27. Juni 1969, eingefügt durch Artikel 43 des Gesetzes vom 3. Juli 2005 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf die soziale Konzertierung:

« Das Landesamt kann seinen Schuldnern auf gütlichem Wege Abzahlungsfristen gewähren gemäß den Bedingungen und Modalitäten, die der König nach eingeholter Stellungnahme des geschäftsführenden Ausschusses festlegt, bevor zu einer Gerichtsvorladung oder einem Zahlungsbefehl übergegangen wird ».

B.18.5. Die Artikel 43octies und 43decies des Königlichen Erlasses vom 28. November 1969, wie sie durch den Königlichen Erlass vom 1. Dezember 2016 ersetzt wurden, regeln in Abschnitt 4 « Gütliche Eintreibung » des Kapitels III des Königlichen Erlasses vom 28. November 1969 die Möglichkeit des LASS, den Arbeitgebern, die dies beantragen, vor der Eintreibung per Zwangsbefehl einen oder mehrere Bereinigungspläne zu gewähren:

« Art. 43octies. L'Office peut octroyer un ou des plan(s) d'apurement, consistant en des termes et délais amiablement octroyés aux employeurs débiteurs qui en font la demande, dès lors que celle-ci porte sur toute la dette échue à la date à laquelle la demande est introduite ou sur une dette à échoir dont le montant en cotisations est connu par l'ONSS.

Conformément à l'article 40bis de la loi du 27 juin 1969 et par dérogation à l'alinéa 1^{er}, sont cependant exclues de la possibilité d'obtention d'un plan d'apurement des dettes échues faisant déjà l'objet de poursuites judiciaires ou de recouvrement par voie de contrainte par l'Office ».

« Art. 43decies. § 1^{er}. Le plan d'apurement visé à l'article 43octies ne dépasse pas douze mensualités.

Elles peuvent cependant s'étendre jusqu'à vingt-quatre mensualités lorsque l'employeur démontre à l'aide de tous les éléments et/ou documents sollicités par l'Office que l'octroi d'un délai supérieur à douze mensualités est l'unique moyen de pouvoir apurer sa dette tout en maintenant la viabilité de son entreprise.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 2, la requête de l'employeur fait l'objet d'une analyse financière approfondie sur base des documents comptables et financiers de l'entreprise ainsi que de tout document probant quant à la viabilité de celle-ci.

§ 2. L'Office calcule les paiements mensuels sur une dette établie compte tenu des sanctions civiles applicables et d'un calcul des intérêts, arrondi à l'euro supérieur, anticipant l'apurement de la dette en cotisations prévu dans le plan d'apurement.

Le plan prévoit toujours un premier paiement immédiat, au plus tard dans les dix jours qui suivent la date présumée de réception du plan de paiement.

La surveillance du respect d'un plan de paiement par l'employeur a lieu une fois par mois et tient compte des échéances convenues.

§ 3. Le plan d'apurement est envoyé par lettre recommandée et sort ses effets le 3e jour ouvrable suivant la date de son expédition, sauf si le destinataire apporte la preuve du fait qu'il a reçu l'envoi recommandé après ce délai de trois jours auquel cas cette nouvelle date sera prise en compte ».

B.19.1. Auch wenn in der angefochtenen Bestimmung das Verfahren vor der Ausstellung des Zwangsbefehls nicht im Einzelnen geregelt ist, geht aus den in B.17 erwähnten Vorarbeiten hervor, dass der Zwangsbefehl durch das LASS nur erlassen werden kann, wenn ihm mehrere Kontakte zu dem Arbeitgeber, gegebenenfalls über die e-Box für Unternehmen, während einer Mindestfrist vorangegangen sind, in der der Arbeitgeber die Möglichkeit gehabt haben muss, von den geschuldeten Beträgen Kenntnis zu nehmen und sie gegebenenfalls anzufechten und einen Plan zur gütlichen Eintreibung zu beantragen.

Das Vorhandensein eines Verwaltungsverfahrens vor der Ausstellung des Zwangsbefehls wird auch durch die Unterlagen bestätigt, die vom Ministerrat übermittelt wurden und die zeigen, dass der Geschäftsführende Ausschuss des LASS im April und im Mai 2016 die Notwendigkeit eines proaktiven Herangehens des LASS und insbesondere die Notwendigkeit von direkten und zeitnahen Kontakten zu den Arbeitgebern als eine Voraussetzung für die Wirksamkeit der allgemeinen Einführung des Zwangsbefehls betont hat.

B.19.2.1. Das Verfahren vor der Ausstellung des Zwangsbefehls muss außerdem unter Berücksichtigung des Umstands beurteilt werden, dass der Zwangsbefehl für die Beitreibung der « Beiträge, Beitragszuschläge, Verzugszinsen und Pauschalentschädigungen einschließlich der in den Artikeln 30bis und 30ter erwähnten Zuschläge und Summen » durch das LASS nur ausgestellt werden kann, wenn diese Beträge von dem Schuldner-Arbeitgeber nicht bestritten worden sind.

Der allgemeine Einsatz des Zwangsbefehls ist nämlich für « alle unbestrittenen Forderungen » gedacht (*Parl. Dok., Kammer, 2016-2017, DOC 54-2082/001, S. 3; siehe auch ebenda, S. 4*). Der Umstand, dass der Zwangsbefehl nur für « unbestreitbar geschuldete Beiträge » erlassen werden kann, wird auch durch die Vorarbeiten zu dem vorerwähnten Gesetz vom 3. Juli 2005 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf die soziale Konzertierung bestätigt, durch das Artikel 40bis des Gesetzes vom 27. Juni 1969 über gütliche Regelungen und Zahlungsaufschübe eingefügt wurde (*Parl. Dok., Kammer, 2004-2005, Nr. 1767/003, S. 24*).

B.19.2.2. Die « unbestrittene » Beschaffenheit der Sozialbeitragsforderungen, die Gegenstand eines vom LASS ausgestellten Zwangsbefehls sein können, hat zur Folge, dass vor der Ausstellung des Zwangsbefehls ein Verfahren organisiert werden muss, das sicherstellt, dass es dem betroffenen Schuldner möglich ist, die fraglichen Schuldforderungen anzufechten.

B.19.3. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass das Erfordernis, dass es sich um unbestrittene Sozialbeitragsforderungen handeln muss, und das Erfordernis, dass der Schuldner vor einem Zwangsbefehl des LASS per Einschreiben gemahnt worden sein muss, beinhaltet, dass ein Zwangsbefehl nur gültig erlassen werden kann, nachdem der Schuldner verschiedene Möglichkeiten zur Anfechtung der Ansprüche des LASS ohne irgendeine Reaktion ignoriert hat. Die unbestrittene Beschaffenheit der Schuldforderung beinhaltet nämlich, dass zu dem Zeitpunkt des Erlassens des Zwangsbefehls durch das LASS keine wirkliche « Streitsache » vorliegt, über die ein Richter urteilen muss.

B.20.1. Diese Erfordernisse vor der Beitreibung per Zwangsbefehl sind darüber hinaus direkt angelehnt an das Beitreibungsverfahren, das in den Artikeln 46 und 47bis des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 1967 geregelt ist, sowie an das Verfahren zur Beitreibung unbestrittener Geldforderungen, das in den Artikeln 1394/20 ff. des Gerichtsgesetzbuches, eingefügt durch die Artikel 33 ff. des Gesetzes vom 19. Oktober 2015 « zur Abänderung des Zivilprozessrechts und zur Festlegung verschiedener Bestimmungen im Bereich der Justiz » (auch das « Potpourri I-Gesetz » genannt), geregelt ist. Wie im Übrigen in B.2.2 erwähnt wurde, schließt sich das angefochtene Gesetz an das Potpourri I-Gesetz an.

B.20.2. Die Mahnung vor dem Zwangsbefehl soll es dem Schuldner-Arbeitgeber ermöglichen, (1) eine eindeutige Beschreibung und eine Begründung der verschiedenen von ihm geforderten Beträge, die gegebenenfalls Gegenstand einer Beitreibung per Zwangsbefehl sein werden (Beiträge, Beitragszuschläge, Verzugszinsen und Pauschalentschädigungen einschließlich der in den Artikeln 30bis und 30ter erwähnten Zuschläge und Summen) zu erfahren, (2) diese Beträge beim LASS anzufechten oder (3) einen Plan zur Beitreibung auf gutlichem Wege zu beantragen, der die Ausstellung eines etwaigen Zahlungsbefehls aussetzen würde. In dieser Mahnung müssen die Möglichkeiten aufgeführt sein, über die der Schuldner verfügt, um zu reagieren, und es muss die Art und Weise der Anfechtung der Schuldforderung angegeben sein.

Wenn der Schuldner-Arbeitgeber nach dem Erhalt der Mahnung per Einschreibebrief, und sei es nur summarisch, das Vorhandensein, die Höhe oder die Fälligkeit der Sozialversicherungsschuld bestreitet, kann die angefochtene Bestimmung folglich nicht angewandt werden, auch dann nicht, wenn dieses Bestreiten offenkundig unbegründet ist. In diesem Fall muss sich das LASS an den zuständigen Richter wenden, um die Zahlung der bestrittenen Forderung gegenüber dem Schuldner durchzusetzen. Jedoch stellt allein die ausbleibende Zahlung der Schuld nicht an sich ein Bestreiten dar, mit dem die Möglichkeit, einen Zwangsbefehl zu erlassen, ausgeschlossen werden kann.

B.20.3. Die in B.20.2 erwähnten vorherigen Erfordernisse stellen nämlich wesentliche Garantien für den Schuldner von Sozialbeiträgen, aber auch unerlässliche Bedingungen dar, um das im vorliegenden Fall angestrebte Ziel, das heißt eine Verringerung der Streitsachen wegen « unbestrittener » Schuldforderungen des LASS zu erreichen.

B.20.4. Aus den in B.3 erwähnten Vorarbeiten geht außerdem hervor, dass der Gesetzgeber entschieden hat, im Rahmen der allgemeinen Einführung des Zwangsbefehls langfristig die allgemeine Nutzung einer e-Box für Unternehmen für die Kommunikation mit den Arbeitgebern einzuführen, die « einen erheblichen Mehrwert » darstellen soll (*Parl. Dok., Kammer, 2016-2017, DOC 54-2082/001, S. 6*).

Auch wenn die verpflichtende Nutzung der e-Box für die gesamte Kommunikation der Einrichtungen für soziale Sicherheit mit einem Unternehmen, einem Bevollmächtigten oder einem Kurator noch nicht in Kraft ist, obliegt es dem LASS dafür zu sorgen, dass eine Kommunikation mit den Arbeitgebern gewährleistet ist, bei der die in B.20.2 aufgezählten Garantien eingehalten werden.

B.21. Insofern der Gesetzgeber es unterlassen hat, ein Verfahren vor der Ausstellung des Zwangsbefehls durch das LASS vorzusehen und die Erfordernisse festzulegen, denen dieses Verfahren genügen muss, werden dem Schuldner des LASS ohne Rechtfertigung die in B.20.2 aufgezählten wesentlichen Garantien vorenthalten.

B.22. Der dritte Teil des Klagegrunds ist begründet, aber nur insofern Artikel 40 des Gesetzes vom 27. Juni 1969 kein Verfahren vorsieht, das der Ausstellung des Zwangsbefehls vorangeht und die in B.20.2 aufgezählten Garantien umfasst.

Es obliegt dem Gesetzgeber, diese Garantien zu formalisieren, indem eine Bestimmung angenommen wird, die Artikel 40 des Gesetzes vom 27. Juni 1969 ergänzt.

B.23. Da ein Zwangsbefehl, bei dem diese wesentlichen Garantien nicht eingehalten werden, keinen gültigen Vollstreckungstitel darstellen kann, sind die Folgen der angefochtenen Bestimmung in dem im Tenor angegebenen Maße aufrechtzuerhalten.

B.24. Im vierten Teil des Klagegrunds bemängelt die klagende Partei den Umstand, dass den Bediensteten des LASS mit einer zu weitgehenden Ermächtigung die Befugnis zur Ausstellung des Vollstreckungstitels (im vorliegenden Fall des Zwangsbefehls) und davor die Befugnis zur Bestimmung des Betrags der ausstehenden Sozialbeiträge ohne vorherige richterliche Prüfung vor der Ausstellung des Vollstreckungstitels übertragen werde.

B.25. Artikel 40 § 2 Absatz 3 des Gesetzes vom 27. Juni 1969, ersetzt durch das Gesetz vom 1. Dezember 2016, bestimmt:

« Die Heberollen werden vom Generalverwalter, vom beigeordneten Generalverwalter oder von einem zu diesem Zweck vom Geschäftsführenden Ausschuss beauftragten Personalmitglied für vollstreckbar erklärt ».

Diese für vollstreckbar erklärte Heberolle gilt als Vollstreckungstitel (Artikel 40 § 2 Absatz 2) im Hinblick auf die Beitreibung per Zwangsbefehl der « Beiträge, Beitragszuschläge, Verzugszinsen und Pauschalentschädigungen einschließlich der in den Artikeln 30bis und 30ter erwähnten Zuschläge und Summen » (Artikel 40 § 2 Absatz 1).

Artikel 40 § 3 des Gesetzes vom 27. Juni 1969, ersetzt durch das Gesetz vom 1. Dezember 2016, bestimmt:

« Zwangsbefehle des Landesamtes für soziale Sicherheit werden vom Generalverwalter, vom beigeordneten Generalverwalter oder von einem zu diesem Zweck vom Geschäftsführenden Ausschuss beauftragten Personalmitglied erlassen ».

B.26. In der Begründung des Gesetzes vom 1. Dezember 2016 ist dazu angegeben:

« Le paragraphe 2 du nouvel article 40 reprend le contenu de l'actuel article 43bis de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, qui traite du rôle et du fait de rendre exécutoire ce rôle.

Afin de mettre le texte en concordance avec l'utilisation généralisée de la contrainte, un certain nombre de modifications rédactionnelles ont été apportées. Le renvoi actuel au recouvrement par voie de contrainte dans les catégories de cas à déterminer par l'Office national de Sécurité sociale est ainsi devenu superflu et est supprimé. Là où jusqu'ici - outre l'administrateur général et l'administrateur général adjoint - un membre du personnel désigné à cette fin par le Comité de Gestion dispose également du pouvoir de rendre les rôles exécutoires, cette dernière catégorie est dans la nouvelle réglementation remplacée par un membre du personnel auquel ce pouvoir a été délégué par le Comité de gestion.

Le paragraphe 3 du nouvel article 40 reprend une grande partie du contenu de l'article 43ter, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal précité du 28 novembre 1969. Ce paragraphe détermine la personne qui rend la contrainte exécutoire. Tout comme pour le rôle rendu exécutoire, la même adaptation terminologique est appliquée ici » (*Doc. parl., Chambre, 2016-2017, DOC 54-2082/001, pp. 8-9*).

B.27. Zwar kann es in Anbetracht der Absicht, unnötige Gerichtsverfahren zur Beitreibung von ausstehenden Sozialbeiträgen zu vermeiden, akzeptiert werden, dass dem LASS die Befugnis verliehen wird, diese ausstehenden Beträge per Zwangsbefehl einzutreiben, es obliegt jedoch dem Gesetzgeber, ein faires Gleichgewicht zwischen den Rechten der betroffenen Schuldner und denen der öffentlichen Behörde herzustellen, die befugt ist, Zwangsbefehle zu erlassen.

B.28. Gemäß Artikel 40 § 2 Absatz 3 und § 3 des Gesetzes vom 27. Juni 1969 kann ein zu diesem Zweck vom Geschäftsführenden Ausschuss beauftragtes Personalmitglied jeweils die Heberolle zur Beitreibung per Zwangsbefehl für vollstreckbar erklären und den Zwangsbefehl erlassen.

Diese Möglichkeit der Befugnisübertragung auf einen Bediensteten des LASS ist durch den Verwaltungsaufwand gerechtfertigt, den das tägliche Management der Beitreibung der dem LASS geschuldeten Sozialbeiträge per Zwangsbefehl mit sich bringen kann. Es wäre nämlich unrealistisch zu verlangen, dass der Generalverwalter oder der beigeordnete Generalverwalter des LASS die Zwangsbefehle des LASS selbst erlassen.

B.29.1. Diese Möglichkeit der Befugnisübertragung kann jedoch nicht die Rechte der betroffenen Schuldner verletzen.

B.29.2. Das vom Geschäftsführenden Ausschuss beauftragte Personalmitglied kann nämlich die Heberolle nur im Namen und für Rechnung des öffentlichen Gläubigers, der das LASS ist, für vollstreckbar erklären und den Zwangsbefehl erlassen. Zur Ausübung dieser Befugnis muss der Bedienstete des LASS die Berechnungsweise der Beträge gemäß den Artikeln 14 bis 18 und 28 bis 30ter des Gesetzes vom 27. Juni 1969, die per Zwangsbefehl begetrieben werden können, aber auch die Bedingungen für die Ausstellung des Zwangsbefehls, die durch Artikel 40 desselben Gesetzes vorgesehen sind, beachten.

B.29.3. Das durch Artikel 40 des Gesetzes vom 27. Juni 1969 vorgesehene Verfahren zur Beitreibung per Zwangsbefehl betrifft ausschließlich Schulden von Sozialbeiträgen und ist nur auf versicherungspflichtige Arbeitgeber anwendbar, die den Erklärungspflichten und den Pflichten zur Zahlung der Sozialbeiträge unterliegen.

Mit der allgemeinen Einführung des Zwangsbefehls sollen die Gerichte von Rechtssachen entlastet werden, in denen nicht wirklich eine Streitsache zwischen den Parteien vorliegt. Wie in B.19.2 betont, betrifft die Möglichkeit des LASS, sich selbst einen Vollstreckungstitel auszustellen nur « unstrittige Sachen » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2082/001, S. 4, siehe auch ebenda, S. 3).

Der Rückgriff auf den Zwangsbefehl zugunsten des LASS kann nur akzeptiert werden, wenn seitens des Schuldner-Arbeitgebers kein Bestreiten vorliegt. Dieses fehlende Bestreiten setzt voraus, dass vor der Ausstellung des Zwangsbefehls die in B.20.2 aufgezählten wesentlichen Erfordernisse eingehalten werden, die die Unterrichtung des Schuldners durch eine Mahnung per Einschreibebrief gewährleisten, die ihm eine angemessene Frist einräumt, um gegebenenfalls, und sei es nur summarisch, die Gründe geltend zu machen, aus denen er die Forderungen bestreitet, oder um einen Bereinigungsplan zu beantragen, der die Beitreibung aussetzen würde.

Das Verfahren zur Beitreibung per Zwangsbefehl muss unterbrochen werden, wenn die Schuld auch nur im Geringsten bestritten wird, selbst wenn dies nicht begründet ist. In diesem Fall muss ein Richter mit der Sache befasst werden. Der Arbeitgeber-Schuldner kann also vor der Ausstellung des Vollstreckungstitels das Eingreifen eines Richters durchsetzen, der mit voller Rechtsprechungsbefugnis urteilt und alle tatsächlichen, rechtlichen und verfahrensmäßigen Aspekte der Sache prüfen kann.

B.29.4. Der Vollstreckungstitel kann folglich nur ohne vorheriges gerichtliches Eingreifen, gegebenenfalls durch den zu diesem Zweck beauftragten Bediensteten des LASS, ausgestellt werden, wenn der Schuldner-Arbeitgeber es versäumt hat, seine Sozialbeitragsschulden zu zahlen, und er danach auch einer Zahlungsaufforderung per Einschreibebrief nicht nachgekommen ist.

Durch die angefochtene Bestimmung wird deshalb dem LASS oder seinem beauftragten Bediensteten keine übermäßige Befugnis erteilt.

B.29.5. In Anbetracht des Vorstehenden wird das Grundrecht auf einen effektiven gerichtlichen Rechtsschutz, das in Artikel 6 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention und in Artikel 47 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union garantiert ist, durch eine fehlende gerichtliche Kontrolle vor der Ausstellung des Vollstreckungstitels, gegebenenfalls durch einen zu diesem Zweck beauftragten Bediensteten des LASS, nicht beeinträchtigt, da die Forderungen der Sozialbeiträge des LASS in diesem Stadium des Beitreibungsverfahrens noch nicht bestritten werden und die Ausstellung des Zwangsbefehls folglich keinerlei Ermessensbefugnis beinhaltet.

B.30. Der vierte Teil des ersten Klagegrunds ist unbegründet.

In Bezug auf die Modalitäten des Rechtsmittels gegen den Zwangsbefehl (Artikel 40 § 5 Absatz 2 des Gesetzes vom 27. Juni 1969)

B.31. Im ersten Teil des Klagegrunds übt die klagende Partei Kritik an einer wesentlichen Verletzung des Rechts auf Zugang zum Richter, insofern die Verpflichtung, eine Ladung per Gerichtsvollzieher unter Ausschluss der kontradiktorischen Antragschrift zu verwenden, um den vom LASS ausgestellten Zwangsbefehl anfechten zu können, für die Schuldner von Sozialbeiträgen übermäßige finanzielle Mehrkosten nach sich ziehen würde.

Im zweiten Teil des Klagegrunds übt die klagende Partei Kritik an der Einspruchsfrist von fünfzehn Tagen gegen den Zahlungsbefehl, die zur Folge hätte, dass die Rechtsunterworfenen daran gehindert und davon abgebracht würden, gegen die Zwangsbefehle des LASS zweckdienlich Rechtsmittel einzulegen.

Der Gerichtshof prüft diese beiden Teile des Klagegrunds zusammen.

B.32.1. Ein Zwangsbefehl, der dem Schuldner durch Gerichtsvollzieherurkunde zugestellt wurde, ist eine außergerichtliche Handlung, die dem LASS einen Vollstreckungstitel verleiht, um zur Beitreibung der Schuldforderung, die Gegenstand davon ist, überzugehen. Die Zustellung beinhaltet einen Zahlungsbefehl, in dem dazu aufgefordert wird, innerhalb vierundzwanzig Stunden zu zahlen, sowie eine buchhalterische Rechtfertigung für die eingeforderten Summen und eine Kopie der Vollstreckbarerklärung (Artikel 40 § 4 des Gesetzes vom 27. Juni 1969).

Aufgrund des Zwangsbefehls darf das LASS eine Sicherungspfändung vornehmen lassen und die gemeinrechtlichen Vollstreckungshandlungen anordnen lassen, einschließlich einer Mobiliar- oder Immobiliarpfändung (Artikel 40 § 6 des Gesetzes vom 27. Juni 1969).

Das Verfahren des Zwangsbefehls « kann jederzeit im Fall der Zahlung der Schulden beendet werden » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2082/003, S. 9).

B.32.2. Nach der angefochtenen Bestimmung verfügt der Schuldner über eine Frist von fünfzehn Tagen nach der Zustellung des Zwangsbefehls, um vor dem Arbeitsgericht, Einspruch gegen die Gerichtsvollzieherurkunde, mit der ihm der Zwangsbefehl des LASS zugestellt wurde, zu erheben, und zwar nur im Wege der Ladung.

Der Einspruch muss zur Vermeidung der Nichtigkeit mit Gründen versehen sein (Artikel 40 § 5 Absatz 2); er setzt die Vollstreckung des Zwangsbefehls und die Verjährung der im Zwangsbefehl enthaltenen Schuldforderung aus, bis über seine Begründetheit befunden worden ist (Artikel 40 § 5 Absatz 3).

B.32.3. In der Begründung ist zu der Bestimmung, die zu Artikel 40 § 5 des Gesetzes vom 27. Juni 1969 geworden ist, angegeben:

« Le paragraphe 5 du nouvel article 40 reprend le contenu de l'article 43^{quater} de l'arrêté royal précité du 28 novembre 1969. Ce paragraphe traite de la possibilité de former opposition à la contrainte devant le tribunal du travail, de la procédure à suivre et dans quel délai. Le paragraphe 5 mentionne également que les dispositions relatives aux délais du chapitre VIII, Première partie, du Code judiciaire sont applicables au délai d'opposition. Cet ajout explicite veille à ce qu'aucune discussion ne puisse avoir lieu au sujet de l'applicabilité de ces dispositions, ce qui favorise la sécurité juridique. Finalement, ce paragraphe 5 prévoit aussi que l'exercice de l'opposition suspend l'exécution et la prescription des créances contenues dans la contrainte, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur son bien-fondé et que les saisies pratiquées auparavant conservent leur caractère conservatoire » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2082/001, p. 9).

B.32.4. Obwohl in einem Abänderungsantrag vorgeschlagen wurde, die Frist von fünfzehn Tagen, um Einspruch gegen den Zwangsbefehl zu erheben, durch eine Frist von einem Monat zu ersetzen, hat die Ministerin der Sozialen Angelegenheiten und der Volksgesundheit erklärt:

« [Le] délai de quinze jours est précédé d'un délai de trois mois au cours duquel l'ONSS prend déjà contact à trois reprises avec les employeurs visés. De plus, les organisations représentant les employeurs n'ont pas demandé que ce délai soit porté à un mois, et il convient de distinguer, à cet égard, la situation des travailleurs indépendants, qui ne paient des cotisations sociales que pour eux-mêmes, de la situation des entreprises, qui doivent payer les cotisations sociales de leur personnel » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2082/003 p. 10).

Sie hat außerdem geantwortet:

« Quinze jours est un délai raisonnable. Nous prévoyons en outre un système double, incluant l'envoi de messages via l'e-Box ainsi que par e-mail. Ce faisant, nous franchissons une nouvelle étape importante en matière de simplification administrative » (*Compte rendu intégral*, Chambre, 2016-2017, CRIV 54 PLEN 138, p. 86).

B.33.1. Das Recht auf Zugang zum Gericht ist ein allgemeiner Rechtsgrundsatz, der unter Beachtung der Artikel 10, 11 und 13 der Verfassung, der Artikel 6 und 13 der Europäischen Menschenrechtskonvention und des Artikels 47 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union einem jeden zu gewährleisten ist. Er stellt einen wesentlichen Aspekt des Rechtes auf ein faires Verfahren dar und ist in einem Rechtsstaat von grundlegender Bedeutung. Das Recht, sich an einen Richter zu wenden, betrifft außerdem sowohl die Freiheit, vor Gericht aufzutreten, als auch die Freiheit, sich zu verteidigen.

B.33.2.1. Das Recht auf Zugang zum Gericht ist jedoch nicht absolut. Es kann finanziellen Einschränkungen unterliegen, sofern diese Einschränkungen die Substanz dieses Rechtes selbst nicht beeinträchtigen. Die Einschränkungen dieses Rechtes müssen in einem vernünftigen Verhältnis zum rechtmäßigen Ziel stehen, das damit verfolgt wird (EuGHMR, 7. Juli 2009, *Stagno gegen Belgien*, § 25). Die diesbezügliche Regelung muss dem Zweck der Rechtssicherheit und der geordneten Rechtspflege dienen und darf an sich nicht zu Einschränkungen führen, die den Rechtsuchenden daran hindern, den Inhalt seiner Streitsache vor den zuständigen Richter zu bringen (EuGHMR, 7. Juli 2009, *Stagno gegen Belgien*, § 25; 29. März 2011, *RTBF gegen Belgien*, § 69).

B.33.2.2. Die Einführung von finanziellen Regelungen hat zum Ziel, unbegründeten Verfahren und exzessiven Kosten entgegenzuwirken, und trägt dazu bei, eine geordnete Rechtspflege sicherzustellen und die Interessen und Rechte der anderen, unter anderem auch des Staates als Prozesspartei, zu wahren (EuGHMR, 18. Juli 2013, *Klauz gegen Kroatien*, § 85; 6. September 2016, *Cindrić und Bešlić gegen Kroatien*, § 96).

Die Einführung von Verfahrenskosten für das Einlegen eines Rechtsmittels verletzt für sich genommen nicht das Recht auf Zugang zum Richter, sofern nicht einer der Prozessparteien eine übermäßige Belastung aufgebürdet wird (EuGHMR, 3. Juni 2014, *Harrison McKee gegen Ungarn*, §§ 27-28; 6. September 2016, *Cindrić und Bešlić gegen Kroatien*, §§ 96-99 und §§ 121-122).

B.33.3.1. Das Recht auf Zugang zum Richter, das zum Recht auf ein faires Verfahren gehört, kann auch Zulässigkeitsbedingungen unterworfen werden, insbesondere hinsichtlich des Einlegens eines Rechtsmittels. Diese Bedingungen dürfen allerdings nicht dazu führen, dass das Recht dergestalt eingeschränkt wird, dass seine Substanz angetastet wird. Dies wäre der Fall, wenn die Einschränkungen kein rechtmäßiges Ziel verfolgen oder wenn es zwischen den eingesetzten Mitteln und dem angestrebten Ziel keinen vernünftigen Zusammenhang der Verhältnismäßigkeit gibt. Die Vereinbarkeit solcher Einschränkungen mit dem Recht auf gerichtliches Gehör hängt von besonderen Aspekten des fraglichen Verfahrens ab und wird im Lichte des Verfahrens insgesamt beurteilt (EuGHMR, 24. Februar 2009, *L'Érablière gegen Belgien*, § 36; 29. März 2011, *RTBF gegen Belgien*, § 69; 18. Oktober 2016, *Miessen gegen Belgien*, § 64; 17. Juli 2018, *Ronald Vermeulen gegen Belgien*, § 43).

B.33.3.2. Insbesondere bezwecken die Regeln bezüglich der Formalitäten und Fristen für die Rechtsmittel, eine geordnete Rechtspflege zu gewährleisten und die Gefahren von Rechtsunsicherheit zu vermeiden. Diese Regeln dürfen die Rechtsuchenden jedoch nicht daran hindern, die verfügbaren Rechtsmittel geltend zu machen.

Außerdem « müssen die Gerichte bei der Anwendung der Verfahrensregeln sowohl einen übertriebenen Formalismus, der die Fairness des Verfahrens beeinträchtigen würde, als auch eine übertriebene Flexibilität, die zur Folge hätte, dass die durch das Gesetz festgelegten Verfahrensbedingungen aufgehoben würden, vermeiden » (EuGHMR, 26. Juli 2007, *Walchli gegen Frankreich*, § 29; 25. Mai 2004, *Kadlec und andere gegen Tschechische Republik*, § 26). « Das Recht auf gerichtliches Gehör wird in der Tat beeinträchtigt, wenn seine Regelung nicht mehr den Zielen der Rechtssicherheit und der geordneten Rechtspflege dient und eine Art Schranke bildet, die den Rechtsuchenden daran hindert, seinen Streitfall zur Sache durch das zuständige Rechtsprechungsorgan beurteilen zu lassen » (EuGHMR, 24. Mai 2011, *Sabri Güneş gegen Türkei*, § 58; 13. Januar 2011, *Evangelou gegen Griechenland*, § 19; 18. Oktober 2016, *Miessen gegen Belgien*, § 66).

Das Recht auf gerichtliches Gehör wird insbesondere verletzt, wenn einer Verfahrenspartei ein übertriebener Formalismus in Form einer Frist, deren Einhaltung von Umständen abhängt, auf die sie keinen Einfluss hat, auferlegt wird (EuGHMR, 22. Juli 2010, *Melis gegen Griechenland*, §§ 27-28).

B.34.1. Die Maßnahme, die vorsieht, dass der Einspruch gegen den Zwangsbefehl nur mit einer Ladung an das LASS durch Gerichtsvollzieherurkunde binnen fünfzehn Tagen nach der Zustellung des Zwangsbefehls erhoben werden kann, betrifft die Zulässigkeit des Rechtsmittels des Schuldners gegen den vom LASS erlassenen Zwangsbefehl.

B.34.2. Zwar muss der Schuldner, der die Aussetzung des Zwangsbefehls durchsetzen will, selbst ein Rechtsmittel bei Gericht einreichen (was auf eine « Umkehr der Verfahrensinitiative » hinausläuft), nachdem sich das LASS einen Vollstreckungstitel ausgestellt hat. Aber dieses Verfahren ist nur anwendbar, wenn der Schuldner nicht auf die Mahnung des LASS reagiert hat, sodass die Ausstellung des Zwangsbefehls möglich wurde.

Wie in B.20.2 erwähnt, kann der Schuldner dies durch eine Reaktion auf die Mahnung verhindern, indem er entweder zahlt oder einen Bereinigungsplan beantragt oder indem er die Schuldforderung des LASS mit einer kurzgefassten Begründung bestreitet.

Es ist daher zumutbar, von dem Schuldner, der nicht auf die Mahnung reagiert und anschließend einen Richter anrufen möchte, zu verlangen, dass er selbst ein Rechtsmittel in diesem Sinne bei einem Richter einreicht, der eine Prüfung des Zwangsbefehls mit voller Rechtsprechungsbefugnis vornimmt und alle tatsächlichen, rechtlichen und verfahrensmäßigen Aspekte der Sache prüft. Wird der Einspruch für begründet erklärt, sind alle Kosten im Zusammenhang mit der Zustellung des Zahlungsbefehls und dem Einspruchsverfahren vom LASS zu tragen.

Aufgrund von Artikel 2 Nr. 4 des Gesetzes vom 11. April 1994 über die Öffentlichkeit der Verwaltung muss in der Gerichtsvollzieherurkunde außerdem im Zwangsbefehl diese Einspruchsmöglichkeit vermerkt sein. Andernfalls beginnt die in der angefochtenen Bestimmung vorgesehene Einspruchsfrist nicht zu laufen.

B.34.3. Auch wenn der Gesetzgeber durch die allgemeine Einführung des Zwangsbefehls des LASS das rechtmäßige Ziel verfolgt, die Beitreibung der dem LASS geschuldeten Sozialbeiträge zu verbessern, indem man Nutzen aller betroffenen Parteien unnötige Gerichtsverfahren in unstrittigen Sachen vermeiden werden, darf die « Umkehr der Verfahrensinitiative », die der allgemeine Zwangsbefehl mit sich bringt, jedoch nicht den Schuldnern des LASS, die Einspruch gegen den Zwangsbefehl erheben möchten, Kosten oder Zulässigkeitsbedingungen aufbürden, die ihr Recht auf Zugang zum Richter übermäßig behindern können.

Der Zugang dieser Schuldner zum Recht muss zudem unter Berücksichtigung des Umstands beurteilt werden, dass sich die Arbeitgeber, die Sozialbeiträge schulden, im Allgemeinen in einer schwierigen finanziellen Lage befinden. Es ist außerdem der Umstand zu berücksichtigen, dass die Einspruchsfrist « auch eine Rolle beim Erreichen eines machbaren und wünschenswerten Vergleichs spielen kann » und dass « die administrativen Ressourcen und juristische Beratung in KMB und Kleinstbetrieben beschränkt, bisweilen nicht vorhanden sind » (Ausf. Ber., Kammer, 2016-2017, CRIV 54 PLEN 138, S. 85).

B.35.1. Dadurch dass die angefochtene Bestimmung vorschreibt, dass auf eine Ladung zurückgegriffen werden muss, um Einspruch gegen den Zwangsbefehl zu erheben, und so Kosten im Zusammenhang mit der Intervention eines Gerichtsvollziehers entstehen, behandelt sie die Schuldner von dem LASS geschuldeten Beiträgen im Vergleich zu anderen Rechtsunterworfenen, für die Hauptklagen durch eine kontradiktorische Antragschrift beim Arbeitsgericht eingereicht werden können (Artikel 704 § 1 des Gerichtsgesetzbuches), aber auch im Vergleich zu anderen Rechtsunterworfenen, gegenüber denen der Gesetzgeber eine « Umkehr der Verfahrensinitiative » eingeführt hat und die ihr Rechtsmittel gegen den erlassenen Vollstreckungstitel im Wege der kontradiktorischen Antragschrift einreichen können, unterschiedlich (siehe in Bezug auf die « Beitreibung unbestrittener Geldforderungen » Artikel 1394/24 § 3 des Gerichtsgesetzbuches in der durch Artikel 37 des Gesetzes vom 19. Oktober 2015 eingefügten Fassung; siehe in Bezug auf den kommunalen Zwangsbefehl für nichtsteuerliche Schuldforderungen Artikel 94 Absatz 2 des flämischen Gemeindedekrets vom 15. Juli 2005 und Artikel L1124-40 § 1 Nr. 1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung, wie er durch Artikel 26 des Dekrets der Wallonischen Region vom 18. April 2013 ersetzt wurde; siehe in Bezug auf Streitfälle bezüglich der Anwendung eines Steuergesetzes Artikel 1385^{decies} Absatz 1 des Gerichtsgesetzbuches).

B.35.2. Dadurch dass die angefochtene Bestimmung zudem vorschreibt, dass der Einspruch innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Zustellung des Zwangsbefehls erhoben werden muss, behandelt sie die Schuldner von dem LASS geschuldeten Beiträgen im Vergleich zu anderen Rechtsunterworfenen, gegenüber denen der Gesetzgeber eine « Umkehr der Verfahrensinitiative » eingeführt hat und die über eine Frist von mindestens einem Monat verfügen, um ihr Rechtsmittel gegen den erlassenen Vollstreckungstitel einzulegen, unterschiedlich (siehe in Bezug auf die Beitreibung von Sozialbeiträgen, die von Selbständigen geschuldet werden, Artikel 47^{bis} § 5 Absatz 2 des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 1967; siehe in Bezug auf die « Beitreibung unbestrittener Geldforderungen » Artikel 1394/24 § 3 des Gerichtsgesetzbuches in der durch Artikel 37 des Gesetzes vom 19. Oktober 2015 eingefügten Fassung; siehe in Bezug auf den kommunalen Zwangsbefehl für nichtsteuerliche Schuldforderungen Artikel 94 Absatz 2 des flämischen Gemeindedekrets vom 15. Juli 2005 und Artikel L1124-40 § 1 Nr. 1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung, wie er durch Artikel 26 des Dekrets der Wallonischen Region vom 18. April 2013 ersetzt wurde; siehe in Bezug auf Streitfälle bezüglich der Anwendung eines Steuergesetzes Artikel 1385^{undecies} des Gerichtsgesetzbuches).

Der Umstand, dass der Frist von fünfzehn Tagen, um Einspruch gegen den Zwangsbefehl zu erheben, eine administrative Phase vorangeht, in der das LASS den Schuldner-Arbeitgeber kontaktiert, ändert nichts an dieser Feststellung, da die Frist von fünfzehn Tagen den Zugang eines Schuldners, der den Zwangsbefehl anfechten möchte, zum Richter betrifft.

B.35.3. Diese Verfahrensvorschriften bewirken, dass der Schuldner des LASS ohne Rechtfertigung dazu gezwungen wird, Kosten im Zusammenhang mit der Ladung aufzuwenden und seinen Einspruch innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Zustellung des Zwangsbefehls einzureichen. Diese Maßnahme bedeutet einen übertriebenen Formalismus und übermäßige Kosten, die den Schuldner des LASS in offenkundig unverhältnismäßiger Weise an der Ausübung seines Beschwerderechts gegen den allgemeinen Zwangsbefehl des LASS hindern können.

Das in der angefochtenen Bestimmung festgelegte, aber nicht bemängelte Erfordernis, dass der Einspruch zur Vermeidung der Nichtigkeit mit Gründen versehen sein muss, verschärft diese Feststellung noch.

B.36. Die ersten zwei Teile des Klagegrunds sind begründet, aber nur insofern es Artikel 40 § 5 Absatz 2 des Gesetzes vom 27. Juni 1969 nicht ermöglicht, dass der Einspruch gegen den Zwangsbefehl mit einer kontradiktorischen Antragschrift erhoben wird, und insofern er vorsieht, dass dieser Einspruch binnen fünfzehn Tagen nach der Zustellung des Zwangsbefehls erhoben werden muss.

B.37. Diese so begrenzte Nichtigerklärung kann keine Rechtsunsicherheit bezüglich der Einsprüche schaffen, die gemäß Artikel 40 § 5 Absatz 2 des Gesetzes vom 27. Juni 1969 im Wege der Ladung und innerhalb der Frist von fünfzehn Tagen erhoben worden sind. Solange der Gesetzgeber keine neue Bestimmung zur Regelung der Modalitäten des Einspruchs gegen den Zwangsbefehl angenommen hat, bedeutet diese teilweise Nichtigerklärung jedoch, dass der Einspruch gegen einen vom LASS erlassenen Zwangsbefehl auch nach Ablauf dieser Frist von fünfzehn Tagen im Wege der kontradiktorischen Antragschrift oder der Ladung erhoben werden kann.

In Bezug auf den zweiten Klagegrund

B.38. Der zweite Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen Artikel 22 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention, mit dem Übereinkommen Nr. 108 vom 28. Januar 1981 zum Schutz des Menschen bei der automatischen Verarbeitung personenbezogener Daten (nachstehend: Übereinkommen Nr. 108) und dem Legalitätsprinzip, den Grundsätzen der Rechtssicherheit und der Verhältnismäßigkeit.

Die klagende Partei ist der Auffassung, dass das angefochtene Gesetz, indem es im Hinblick auf die Beitreibung ausstehender Schuldforderungen des LASS die Vergabe einer Konzession des öffentlichen Dienstes an einen nicht näher bestimmten Konzessionär vorsieht, ohne irgendeine Garantie für den wirksamen Schutz der Daten der Schuldner vorzusehen, gegen das Legalitätsprinzip verstößt, nach dem alle erforderlichen Elemente, um einen wirksamen Schutz des Privatlebens sicherzustellen, eindeutig im Gesetzestext aufgeführt sein müssen.

B.39.1. Der neue Artikel 40 § 8 Absatz 1 des Gesetzes vom 27. Juni 1969 ermächtigt das LASS, im Rahmen einer Konzession des öffentlichen Dienstes die Verwaltung einer digitalen Plattform zu übertragen, um den Auftrag des öffentlichen Dienstes zur Beitreibung von Schuldforderungen, für den das LASS zuständig ist, auszuführen.

Dieser Auftrag schließt « alle vorbereitenden Handlungen und Vollstreckungshandlungen ein, die für die administrative und gerichtliche Beitreibung ausstehender Schuldforderungen notwendig sind, für deren Beitreibung das Landesamt für soziale Sicherheit sorgt, wie insbesondere die Verteilung der Anträge auf Intervention an die zuständigen Gerichtsvollzieher, die administrative und finanzielle Verwaltung der Gerichtsvollzieher, die elektronische Übermittlung von personenbezogenen Daten der Schuldner, von Urteilen, Zwangsbefehlen und anderen zuzustellenden und zu vollstreckenden Vollstreckungstiteln an diese Gerichtsvollzieher, die Weiterverfolgung und Berichterstattung in Bezug auf ihre Zustellung und Zwangsvollstreckung sowie die administrative Verwaltung der diesbezüglichen eventuellen gütlichen oder gerichtlichen Beanstandungen » (Artikel 40 § 8 Absatz 1).

B.39.2. Die Übermittlung personenbezogener Daten von Schuldnern des LASS und die Verarbeitung dieser Daten zielen einzig auf die Beitreibung ausstehender Schuldforderungen des LASS ab (Artikel 40 § 8 Absatz 2), wobei diese Daten in Artikel 40 § 8 Absatz 3 des Gesetzes vom 27. Juni 1969 nicht erschöpfend aufgezählt sind.

Die fraglichen Daten werden unter Einhaltung der Grundsätze verarbeitet, die in dem zwischenzeitlich aufgehobenen Artikel 4 des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten erwähnt sind (Artikel 40 § 8 Absatz 4) und die wohl als die Grundsätze anzusehen sind, die in Artikel 5 der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 (Datenschutz-Grundverordnung) genannt sind, und das LASS ist der für die Verarbeitung dieser personenbezogenen Daten Verantwortliche (Artikel 40 § 8 Absatz 5).

Der Konzessionär darf diese Daten « nur für die Dauer aufbewahren, die für den Abschluss des Beitreibungsverfahrens notwendig ist, das heißt bis zur Zahlung der Schuld oder bis zur Erklärung, dass die Forderung nicht beitreibar ist, und bis zum Abschluss der Intervention des Gerichtsvollziehers im betreffenden Verfahren » (Artikel 40 § 8 Absatz 6).

B.40.1. In der Begründung des Gesetzes vom 1. Dezember 2016 ist erläutert, dass die durch die angefochtene Bestimmung eingeführte IT-Plattform « es dem LASS ermöglicht, die Vollstreckungstitel über ausstehende Schuldforderungen, für die es zuständig ist, auf einer digitalen Plattform zu zentralisieren, die anschließend eine automatisierte Übermittlung der Beitreibungsakten an die örtlich zuständigen Gerichtsvollzieher sowie die administrative Weiterverfolgung und die Kommunikation zwischen den Gerichtsvollziehern und dem LASS über die Handlungen, für die deren Intervention erforderlich ist, gewährleistet » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2082/001, S. 6).

Gemäß der angefochtenen Bestimmung wird mit der Verwaltung dieser einzigen IT-Plattform « ein Betreiber über eine Konzession für öffentliche Dienste beauftragt » (ebenda).

Es wird auch erklärt:

« Le paragraphe 8, alinéa 1^{er}, habilite l'ONSS à déléguer, dans le cadre d'une concession de services publics, la mise en œuvre et la gestion d'une future plateforme informatique ayant pour objet la numérisation et la centralisation de la gestion administrative du recouvrement des créances impayées dont l'ONSS est chargé.

Cette plateforme devra notamment permettre la transmission, par voie informatique, de tous les échanges avec les huissiers de justice territorialement compétents, dont la transmission des copies des titres exécutoires, jugements et contraintes à signifier et exécuter pour compte de l'ONSS.

Les alinéas 2 à 4 du § 8 posent diverses balises garantissant que les données personnelles communiquées et traitées via la plateforme informatique donnée en concession par l'ONSS, respecteront la protection de la vie privée des débiteurs de l'ONSS qu'il s'agisse de débiteur personne physique ou personne morale.

Ainsi, l'alinéa 2 précise que le traitement de ces données n'aura d'autre finalité que le recouvrement des créances de l'ONSS. L'alinéa 3 détaille les données personnelles dont le traitement est autorisé. Ne pourront être traitées que les données qui sont nécessaires au recouvrement : il s'agira notamment des données reprises sur les titres exécutoires à signifier et à exécuter, notamment les données d'identification des débiteurs de l'ONSS, incluant le numéro de registre national, les données relatives aux créances impayées à l'égard de l'ONSS et les éventuels rétroactes de procédure qui ont eu lieu avant le recouvrement. L'alinéa 4 prévoit enfin que le responsable du traitement de ces données est l'Office, lequel est expressément autorisé à communiquer ces données au concessionnaire et aux huissiers de justice.

L'alinéa 5 précise ce qu'il en est du délai de conservation des données par le concessionnaire » (*ibid.*, p. 10).

B.40.2. Was die Rolle des Konzessionärs betrifft hat die Ministerin der Sozialen Angelegenheiten und der Volksgesundheit erläutert:

« La mission du concessionnaire se limite à l'organisation et à la gestion de la plateforme numérique. Elle est donc séparée du recouvrement effectif des créances. Le concessionnaire doit de surcroît être habilité par le comité sectoriel compétent avant de pouvoir accéder aux données personnelles des débiteurs » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2082/003, p. 7).

B.40.3. Zwar lief zum Zeitpunkt der Annahme des Gesetzes vom 1. Dezember 2016 das Verfahren zur Bestimmung des Konzessionärs noch (ebenda), aber der Ministerrat hat in seinem Schriftsatz angegeben, dass diese Konzession an die PGmbH « JD-Consult » vergeben wurde.

B.40.4. Durch Beschluss Nr. 17/006 vom 7. Februar 2017 « über die Übermittlung personenbezogener Daten durch das Landesamt für soziale Sicherheit an den Konzessionär und die Gerichtsvollzieher im Hinblick auf die Beitreibung von Rückständen (' P4Employer ') » hat sich der Sektorielle Ausschuss der sozialen Sicherheit und der Gesundheit - Abteilung « Soziale Sicherheit » des Ausschusses für den Schutz des Privatlebens - zu der Möglichkeit des LASS, diese personenbezogenen Daten an den Konzessionär JD-Consult und an die zuständigen Gerichtsvollzieher zu übermitteln, geäußert.

Die Abteilung « Soziale Sicherheit » des Sektoriellen Ausschusses der sozialen Sicherheit und der Gesundheit war diesbezüglich der Auffassung:

« 8. L'Office national de sécurité sociale, plus précisément les directions générales des services de perception, les services juridiques (direction du recouvrement judiciaire) et les services d'inspection (direction de la gestion des risques), souhaite donc pouvoir traiter des données à caractère personnel de la banque de données ' P4Employer ' et les communiquer à son concessionnaire (J.D.-CONSULT), et ce exclusivement pour le recouvrement d'arriérés auprès des débiteurs (cotisations sociales, intérêts de retard, indemnités forfaitaires,...). Le concessionnaire qui est chargé de la gestion de l'exécution des contraintes de l'Office national de sécurité sociale et des autres titres exécutoires, doit aussi pouvoir transmettre ces données à caractère personnel, pour suite utile, aux huissiers de justice compétents.

9. La banque de données ' P4Employer ' est utilisée en vue d'une identification et authentification centralisées d'employeurs (avec suivi de leur dossier), au profit de l'Office national de sécurité sociale et d'autres instances publiques fédérales. Elle contient en principe les données à caractère personnel précitées, qui sont énumérées de manière non exhaustive dans la loi modifiée du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs. Les directions générales précitées de l'Office national de sécurité sociale souhaitent pouvoir transmettre au concessionnaire tous les renseignements nécessaires à l'exécution forcée.

[...]

14. La communication des données à caractère personnel par l'Office national de sécurité sociale au concessionnaire et ensuite aux huissiers de justice compétents peut être considérée comme une communication de données à caractère personnel par une institution de sécurité sociale à son sous-traitant qui, en vertu de l'arrêté royal du 4 février 1997 *organisant la communication de données sociales à caractère personnel entre institutions de sécurité sociale*, ne doit pas non plus faire l'objet d'une autorisation du Comité sectoriel. En vue de la perception de cotisations sociales, l'Office national de sécurité sociale fait, en l'espèce, appel à une instance qui règle les contacts ultérieurs avec les huissiers de justice compétents, toutefois, il demeure responsable du traitement des données à caractère personnel (le concessionnaire poursuit un objectif qui n'est pas déterminé par lui-même mais par l'Office national de sécurité sociale).

[...]

16. La demande contient une description des mesures techniques prises par le concessionnaire pour sécuriser les données à caractère personnel. Il s'agit notamment des initiatives suivantes :

Est utilisée la source authentique des utilisateurs de la plateforme dans laquelle sont enregistrés leurs qualités, rôles et droits. L'enregistrement est réalisé par une personne désignée par le coordinateur en sécurité.

L'accès à l'application intervient au moyen de la carte d'identité électronique des utilisateurs et leurs actions font l'objet d'une prise de logs (pour surveillance/rapportage). Les logs détaillés sont uniquement accessibles au coordinateur en sécurité et au data protection manager.

Tous les collaborateurs du concessionnaire doivent signer une déclaration de confidentialité; par ailleurs, il y a lieu d'accorder une attention particulière à la protection physique du bâtiment et des appareils.

Le concessionnaire réalise des audits internes à des intervalles réguliers. Le conseiller en sécurité de l'information analyse les réponses des huissiers de justice et constate les infractions éventuelles.

[...]

18. Lors du traitement des données à caractère personnel, les parties concernées doivent respecter la loi du 15 janvier 1990 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale*, la loi du 8 décembre 1992 *relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel*, leurs arrêtés d'exécution et toute autre législation relative à la protection de la vie privée.

[...]

Par ces motifs,

la section sécurité sociale du Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé

autorise l'Office national de sécurité sociale, à communiquer les données à caractère personnel précitées, selon les modalités précitées, au concessionnaire (JD-CONSULT) et aux huissiers de justice compétents, et ce uniquement pour le recouvrement efficace des arriérés qui lui sont dus, conformément à l'article 40 de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

En cas d'utilisation d'un environnement cloud, les parties concernées doivent garantir une protection adéquate, éventuellement en faisant appel au G-Cloud sécurisé, de sorte que les données à caractère personnel traitées puissent être protégées, dans des conditions optimales, contre des attaques externes.

Le concessionnaire et la Chambre Nationale des Huissiers de Justice doivent conclure un accord explicite selon lequel la Chambre actualisera en permanence la liste des utilisateurs de la plateforme informatique et communiquera, dans les meilleurs délais, les éventuelles modifications au concessionnaire ».

B.41.1. In ihrem Gutachten zu dem Gesetzentwurf, aus dem das Gesetz vom 1. Dezember 2016 entstanden ist, hat die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates in Bezug auf den im Entwurf befindlichen Artikel 40 § 8 folgendermaßen Stellung genommen:

« Il est recommandé de recueillir l'avis de la Commission de la protection de la vie privée sur ces dispositions, en application de l'article 29, § 1^{er}, de la loi du 8 décembre 1992 ' relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel '.

Si, consécutivement à l'avis de la Commission, des modifications devaient encore être apportées au projet de loi, ces dernières devront être soumises pour avis au Conseil d'État, section de législation.

Afin de rester en conformité avec l'article 22 de la Constitution, l'on peut d'ores et déjà envisager de donner dans la loi proprement dite une énumération exhaustive (et non indicative, comme c'est actuellement le cas) des ' données personnelles qui peuvent être traitées conformément à l'alinéa 2 ' (article 40, § 8, alinéa 3, en projet) et de fixer dans cette même loi la période maximale pendant laquelle les données personnelles peuvent être conservées. La finalité du traitement des données personnelles apparaît déjà de manière suffisamment explicite dans le texte en projet » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2082/001, p. 33).

B.41.2. In Beantwortung dieser Anmerkung heißt es in der Begründung diesbezüglich:

« Il a été en grande partie tenu compte des remarques émises par le Conseil d'État dans son avis n° 60 024/1/V du 15 septembre 2016. La remarque faite quant à la nécessité d'énumérer de manière exhaustive les données pouvant être traitées n'a pu être complètement rencontrée au risque de rendre inopérantes certaines procédures de recouvrement à défaut de pouvoir traiter une donnée nécessaire à l'exécution de la mission confiée à un huissier au motif que l'Office national de sécurité sociale n'aurait pas été expressément autorisé par la loi à communiquer celle-ci à la plateforme et aux huissiers » (*ibid.*, p. 7).

Die Ministerin der Sozialen Angelegenheiten und der Volksgesundheit hat weiterhin geantwortet:

« L'énumération des données personnelles figurant à l'article 4, § 8, n'est pas exhaustive. Toutes les données actuellement pertinentes sont explicitement énumérées, mais si une modification des règles ou des évolutions technologiques l'imposent, la liste doit pouvoir être complétée à l'avenir par d'autres données sans modification de loi. Dans ce cas, l'assentiment de la Commission de la protection de la vie privée ou du comité sectoriel concerné est toutefois requis. Les données auxquelles les huissiers de justice ont accès dans le cadre de leurs missions sont en outre inscrites dans le Code judiciaire. Les coûts afférents au développement et à la gestion de la plateforme ne peuvent encore être chiffrés, dès lors que la procédure d'attribution du contrat de concession est toujours en cours » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2082/003, p. 8).

B.41.3. Der Ausschuss für den Schutz des Privatlebens hat aufgrund eines Antrags des LASS auf Stellungnahme zum Vorentwurf des Gesetzes, das zum Gesetz vom 1. Dezember 2016 geworden ist, am 12. Oktober 2016 eine befürwortende Stellungnahme « vorbehaltlich der Berücksichtigung der in der vorliegenden Stellungnahme in den Erwägungen 16 bis 18 enthaltenen Anmerkungen » abgegeben. Diese lauten:

« 16. En matière de sous-traitance, la Commission rappelle au demandeur que l'article 16 de la loi vie privée doit être observé tant par le responsable de traitement que par le sous-traitant.

17. À cet effet, la Commission invite le demandeur à rappeler tout d'abord que les traitements de données envisagés sont soumis aux dispositions de la Loi du 8 décembre 1992 mais également, de souligner l'importance pour le sous-traitant d'en respecter l'article 16. Il en va notamment des mesures organisationnelles et techniques de sécurité à mettre en place.

18. La Commission invite également le demandeur à préciser exactement les données d'identification nécessaires au traitement des contraintes qui seront communiquées aux huissiers par l'intermédiaire de la plateforme à mettre en œuvre » (avis n° 58/2016 du 12 octobre 2016).

B.42.1. Artikel 22 der Verfassung bestimmt:

« Jeder hat ein Recht auf Achtung vor seinem Privat- und Familienleben, außer in den Fällen und unter den Bedingungen, die durch Gesetz festgelegt sind.

Das Gesetz, das Dekret oder die in Artikel 134 erwähnte Regel gewährleistet den Schutz dieses Rechtes ».

B.42.2. Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention bestimmt:

« (1) Jede Person hat das Recht auf Achtung ihres Privat- und Familienlebens, ihrer Wohnung und ihrer Korrespondenz.

(2) Eine Behörde darf in die Ausübung dieses Rechts nur eingreifen, soweit der Eingriff gesetzlich vorgesehen und in einer demokratischen Gesellschaft notwendig ist für die nationale oder öffentliche Sicherheit, für das wirtschaftliche Wohl des Landes, zur Aufrechterhaltung der Ordnung, zur Verhütung von Straftaten, zum Schutz der Gesundheit oder der Moral oder zum Schutz der Rechte und Freiheiten anderer ».

B.42.3. Der Verfassungsgeber hat eine möglichst weitgehende Übereinstimmung zwischen Artikel 22 der Verfassung und Artikel 8 der vorerwähnten europäischen Konvention angestrebt (*Parl. Dok.*, Kammer, 1992-1993, Nr. 997/5, S. 2).

Die Tragweite dieses Artikels 8 entspricht derjenigen der vorerwähnten Verfassungsbestimmung, weshalb die Garantien, die durch die beiden Bestimmungen geboten werden, ein untrennbares Ganzes bilden.

B.43.1. Das Recht auf Achtung des Privat- und Familienlebens, so wie es durch die vorerwähnten Verfassungs- und Vertragsbestimmungen gewährleistet wird, bezweckt im Wesentlichen, die Personen gegen Einmischungen in ihr Privatleben und Familienleben zu schützen.

Dieses Recht hat eine weitreichende Tragweite und umfasst unter anderem den Schutz der personenbezogenen Daten und der persönlichen Information. Die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs für Menschenrechte zeigt, dass, u. a., folgende personenbezogene Daten und Informationen unter den Schutzbereich dieses Rechts fallen: der Name, die Adresse, die professionellen Aktivitäten, die persönlichen Beziehungen, digitale Fingerabdrücke, Kamerabilder, Fotos, Kommunikationsdaten, DNA-Daten, gerichtliche Daten (Verurteilung oder Verdacht), finanzielle Daten und Informationen über Eigentum (siehe insbesondere EuGHMR, 26. März 1987, *Leander gegen Schweden*, §§ 47-48; Große Kammer, 4. Dezember 2008, *S. und Marper gegen Vereinigtes Königreich*, §§ 66-68; 17. Dezember 2009, *B.B. gegen Frankreich*, § 57; 10. Februar 2011, *Dimitrov-Kazakov gegen Bulgarien*, §§ 29-31; 18. Oktober 2011, *Khelili gegen Schweiz*, §§ 55-57; 9. Oktober 2012, *Alkaya gegen Türkei*, § 29; 18. April 2013, *M.K. gegen Frankreich*, § 26; 18. September 2014, *Brunet gegen Frankreich*, § 31).

B.43.2. Die durch Artikel 22 der Verfassung und durch Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention gewährleisteten Rechte sind jedoch nicht absolut.

Sie schließen eine behördliche Einmischung in das Recht auf Achtung des Privatlebens nicht aus, verlangen jedoch, dass diese durch eine ausreichend präzise Gesetzesbestimmung erlaubt wird, einem zwingenden gesellschaftlichen Bedürfnis in einer demokratischen Gesellschaft entspricht und im Verhältnis zu der damit verfolgten gesetzmäßigen Zielsetzung steht. Diese Bestimmungen beinhalten außerdem die positive Verpflichtung für die Behörden, Maßnahmen zu ergreifen, die eine tatsächliche Achtung des Privatlebens gewährleisten, selbst in der Sphäre der gegenseitigen Beziehungen zwischen Einzelpersonen (EuGHMR, 27. Oktober 1994, *Kroon und andere gegen Niederlande*, § 31; Große Kammer, 12. November 2013, *Söderman gegen Schweden*, § 78).

B.44.1. Indem Artikel 22 der Verfassung dem zuständigen Gesetzgeber die Befugnis vorbehält, festzulegen, in welchen Fällen und unter welchen Bedingungen vom Recht auf Achtung des Privatlebens abgewichen werden kann, gewährleistet er einem jedem Rechtsunterworfenen, dass keinerlei Einmischung in dieses Recht erfolgen darf, außer aufgrund von Regeln, die durch eine demokratisch gewählte beratende Versammlung angenommen wurden.

Eine Ermächtigung einer anderen Gewalt steht jedoch nicht im Widerspruch zum Legalitätsprinzip, sofern die Ermächtigung ausreichend präzise beschrieben ist und sich auf die Ausführung von Maßnahmen bezieht, deren wesentliche Elemente vorher durch den Gesetzgeber festgelegt wurden.

B.44.2. Neben dem formalen Erfordernis der Legalität wird durch Artikel 22 der Verfassung ebenfalls die Verpflichtung auferlegt, dass die Einmischung in das Recht auf Achtung des Privatlebens deutlich und ausreichend präzise formuliert wird, damit es möglich ist, die Fälle vorherzusehen, in denen der Gesetzgeber eine solche Einmischung in das Recht auf Achtung des Privatlebens erlaubt.

Ebenso beinhaltet das Erfordernis der Vorhersehbarkeit, die das Gesetz erfüllen muss, damit davon ausgegangen wird, dass es Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention entspricht, dass dessen Formulierung ausreichend präzise ist, damit jeder - gegebenenfalls mit einer geeigneten Beratung - unter den gegebenen Umständen in vernünftigem Maße die Folgen einer bestimmten Handlung vorhersehen kann (EuGHMR, Große Kammer, 4. Mai 2000, *Rotaru gegen Rumänien*, § 55; Große Kammer, 17. Februar 2004, *Maestri gegen Italien*, § 30). Die Gesetzgebung muss einem jeden ausreichende Hinweise über die Umstände und die Bedingungen geben, unter denen die Behörden von Maßnahmen Gebrauch machen können, mit denen die durch die Konvention gewährleisteten Rechte beeinträchtigt werden können (EuGHMR, Große Kammer, 12. Juni 2014, *Fernández Martínez gegen Spanien*, § 117).

B.44.3. Aus Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention und Artikel 22 der Verfassung ergibt sich somit, dass ausreichend präzise festgelegt werden muss, unter welchen Umständen eine Verarbeitung von personenbezogenen Daten erlaubt ist (EuGHMR, Große Kammer, 4. Mai 2000, *Rotaru gegen Rumänien*, § 57; Große Kammer, 4. Dezember 2008, *S. und Marper gegen Vereinigtes Königreich*, § 99).

Das erforderliche Maß der Präzision der betreffenden Gesetzgebung - in der nicht alle Fälle vorgesehen werden können - hängt, nach Darlegung des Europäischen Gerichtshofes für Menschenrechte, unter anderem von dem Bereich ab, der geregelt wird, sowie von der Anzahl und der Eigenschaft der Personen, an die sich das Gesetz richtet (EuGHMR, Große Kammer, 4. Dezember 2008, *S. und Marper gegen Vereinigtes Königreich*, §§ 95 und 96). So hat der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte geurteilt, dass das Erfordernis der Vorhersehbarkeit in Bereichen, die die nationale Sicherheit betreffen, nicht die gleiche Tragweite haben kann wie in anderen Bereichen (EuGHMR, 26. März 1987, *Leander gegen Schweden*, § 51; 8. Juni 2006, *Lupsa gegen Rumänien*, § 33).

B.45.1. Eine Einmischung der Behörden in das Recht auf Achtung des Privatlebens muss nicht nur auf einer ausreichend präzisen Gesetzesbestimmung beruhen, sondern auch einem zwingenden gesellschaftlichen Bedarf in einer demokratischen Gesellschaft entsprechen und im Verhältnis zu dem damit angestrebten rechtmäßigen Ziel stehen.

Der Gesetzgeber verfügt in dem Zusammenhang über einen Ermessensspielraum. Dieser Ermessensspielraum ist gleichwohl nicht grenzenlos: Damit eine gesetzliche Regelung sich mit dem Recht auf Achtung des Privatlebens vereinbaren lässt, ist es erforderlich, dass der Gesetzgeber ein gerechtes Gleichgewicht zwischen allen betroffenen Rechten und Interessen schafft.

B.45.2. Bei der Beurteilung dieses Gleichgewichts berücksichtigt der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte u. a. die Bestimmungen des Übereinkommens Nr. 108 (vgl. EuGHMR, 25. Februar 1997, *Z gegen Finnland*, § 95; Große Kammer, 4. Dezember 2008, *S. und Marper gegen Vereinigtes Königreich*, § 103).

Dieses Übereinkommen beinhaltet u. a. die Grundsätze in Bezug auf die Verarbeitung personenbezogener Daten: Rechtmäßigkeit, Ordnungsmäßigkeit, Transparenz, Zweckbindung, Verhältnismäßigkeit, Richtigkeit, Speicherbegrenzung, Integrität, Vertraulichkeit und Rechenschaftspflicht.

Dieses Übereinkommen Nr. 108 wird durch ein Änderungsprotokoll aktualisiert, das am 10. Oktober 2018 zur Unterzeichnung aufgelegt wurde.

B.45.3. Ein Eingriff in das Recht auf Achtung des Privatlebens durch Verarbeitung von personenbezogenen Daten, hier durch Zugang seitens öffentlicher Behörden zu bestimmten personenbezogenen Daten und deren Nutzung mithilfe besonderer Techniken (EuGHMR, 26. März 1987, *Leander gegen Schweden*, § 48; Große Kammer, 4. Mai 2000, *Rotaru gegen Rumänien*, § 46; EuGH, Große Kammer, 8. April 2014, C-293/12, *Digital Rights Ireland Ltd*, und C-594/12, *Kärntner Landesregierung u.a.*), muss deshalb eine angemessene Rechtfertigungsgrundlage haben und den vom Gesetzgeber verfolgten Zielen entsprechen. Ein Eingriff in das Recht auf Achtung des Privatlebens durch Verarbeitung von personenbezogenen Daten, hier durch Zugang seitens öffentlicher Behörden zu bestimmten personenbezogenen Daten und deren Nutzung mithilfe besonderer Techniken (EuGHMR, 23. März 1987, *Leander gegen Schweden*, § 48; Große Kammer, 4. Mai 2000, *Rotaru gegen Rumänien*, § 46; EuGH, Große Kammer, 8. April 2014, C-293/12, *Digital Rights Ireland Ltd*, und C-594/12, *Kärntner Landesregierung u.a.*), muss deshalb eine angemessene Rechtfertigungsgrundlage haben und den vom Gesetzgeber verfolgten Zielen entsprechen.

B.45.4. In Rahmen der Verhältnismäßigkeit berücksichtigen der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte und der Gerichtshof der Europäischen Union das etwaige Vorhandensein der in B.44.4 erwähnten materiellen und prozessualen Garantien in der einschlägigen Regelung.

Bei der Beurteilung der Verhältnismäßigkeit von Maßnahmen in Bezug auf die Verarbeitung personenbezogener Daten sind mithin u. a. deren automatischer Charakter, die verwendeten Techniken, der Genauigkeitsgrad, die Relevanz, der gegebenenfalls außergewöhnliche Charakter der zu verarbeitenden Daten, das etwaige Vorhandensein von Maßnahmen zur Begrenzung der Datenspeicherfrist, das etwaige Vorhandensein eines unabhängigen Überwachungssystems, mit dem geprüft werden kann, ob eine Datenspeicherung weiterhin erforderlich ist, das etwaige Vorhandensein von ausreichenden Kontrollrechten und Rechtsbehelfen für die betroffenen Personen, das etwaige Vorhandensein von Garantien zur Vermeidung einer Stigmatisierung der Personen, deren Daten verarbeitet werden, der unterscheidende Charakter der Regelung und das etwaige Vorhandensein von Garantien zur Vermeidung einer falschen Nutzung und von Missbrauch der verarbeiteten personenbezogenen Daten durch öffentliche Behörden zu berücksichtigen (vgl. EuGHMR, Große Kammer, 4. Mai 2000, *Rotaru gegen Rumänien*, § 59; Entscheidung, 29. Juni 2006, *Weber und Saravia gegen Deutschland*, § 135; 28. April 2009, *K.H. u.a. gegen Slowakei*, §§ 60-69; Große Kammer, 4. Dezember 2008, *S. und Marper gegen Vereinigtes Königreich*, §§ 101-103, 119, 122 und 124; 18. April 2013, *M.K. gegen Frankreich*, §§ 37 und 42-44; 18. September 2014, *Brunet gegen Frankreich*, §§ 35-37; 12. Januar 2016, *Szabó und Vissy gegen Ungarn*, § 68; EuGH, Große Kammer, 8. April 2014, C-293/12, *Digital Rights Ireland Ltd*, und C-594/12, *Kärntner Landesregierung u.a.*, §§ 56-66).

B.46.1. Wie in den in B.40.1 erwähnten Vorarbeiten erläutert, ermöglicht es Artikel 40 § 8 des Gesetzes vom 27. Juni 1969 dem LASS den Auftrag des öffentlichen Dienstes zur Beitreibung von Sozialbeiträgen, die ihm geschuldet werden, an einen Konzessionär zu übertragen, indem er ihn mit der Verwaltung einer computergestützten Plattform beauftragt, in der die Daten gesammelt werden, die sowohl für die administrative als auch für die gerichtliche Beitreibung dieser Schuldforderungen notwendig sind.

Diese Maßnahme stellt eine Einmischung in das Recht auf Achtung des Privat- und Familienlebens dar.

B.46.2. Jeder Person muss hinreichend genau bekannt sein, in welchen Fällen und unter welchen Bedingungen ein Eingriff in ihr Privatleben, insbesondere durch die automatische Verarbeitung personenbezogener Daten, gestattet ist. Deshalb muss es jeder Person möglich sein, einen hinreichend deutlichen Einblick in die zu verarbeitenden Daten, in die von der Verarbeitung betroffenen Personen sowie die Bedingungen und die Ziele der Verarbeitung zu haben.

B.46.3. Artikel 40 § 8 des Gesetzes vom 27. Juni 1969 bestimmt präzise den Auftrag des öffentlichen Dienstes, der dem Konzessionär übertragen werden kann: Dieser « schließt alle vorbereitenden Handlungen und Vollstreckungshandlungen ein, die für die administrative und gerichtliche Beitreibung ausstehender Schuldforderungen notwendig sind, für deren Beitreibung das Landesamt für soziale Sicherheit sorgt ».

Zur Wahrnehmung dieses Auftrags verwaltet der Konzessionär insbesondere « die Verteilung der Anträge auf Intervention an die zuständigen Gerichtsvollzieher, die administrative und finanzielle Verwaltung der Gerichtsvollzieher, die elektronische Übermittlung von personenbezogenen Daten der Schuldner, von Urteilen, Zwangsbefehlen und anderen zuzustellenden und zu vollstreckenden Vollstreckungstiteln an diese Gerichtsvollzieher, die Weiterverfolgung und Berichterstattung in Bezug auf ihre Zustellung und Zwangsvollstreckung sowie die administrative Verwaltung der diesbezüglichen eventuellen gütlichen oder gerichtlichen Beanstandungen » (Artikel 40 § 8 Absatz 1).

Die exemplarische Aufzählung der in Artikel 40 § 8 Absatz 1 des Gesetzes vom 27. Juni 1969 erwähnten Bestandteile hat den Zweck, den Auftrag des öffentlichen Dienstes, der « alle vorbereitenden Handlungen und Vollstreckungshandlungen [...] die für die administrative und gerichtliche Beitreibung ausstehender Schuldforderungen notwendig sind, für deren Beitreibung das Landesamt für soziale Sicherheit sorgt, » einschließt, zu verdeutlichen. Andere Bestandteile könnten dem Konzessionär nur übertragen werden, wenn sie Teil des so vorgegebenen Auftrags des öffentlichen Dienstes sind.

B.46.4. Zwar regelt die angefochtene Bestimmung die elektronische Übermittlung der personenbezogenen Daten der Schuldner an den Konzessionär und dann an die Gerichtsvollzieher, sie legt jedoch einen Rahmen für diese Datenübermittlung fest, da die Übermittlung der personenbezogenen Daten der Schuldner des LASS an den Konzessionär und an die Gerichtsvollzieher und deren Verarbeitung im Rahmen des in Absatz 1 erwähnten Auftrags des öffentlichen Dienstes einzig auf die Beitreibung ausstehender Schuldforderungen abzielen, für deren Beitreibung das Landesamt für soziale Sicherheit sorgt (Artikel 40 § 8 Absatz 2).

Die durch die angefochtene Bestimmung geregelte Datenübermittlung ist also strikt auf das Notwendige begrenzt, um die Beitreibung der ihm geschuldeten Sozialbeiträge durch das LASS sicherzustellen.

Wie der Ausschuss für den Schutz des Privatlebens in seiner in B.41.3 zitierten Stellungnahme Nr. 58/2016 vom 12. Oktober 2016 unterstrichen hat, stellt die durch Artikel 40 § 8 des Gesetzes vom 27. Juni 1969 eingerichtete Plattform ein « Instrument zur administrativen Vereinfachung durch die Zentralisierung der Vollstreckungstitel und deren automatisierte Übermittlung an die örtlich zuständigen Gerichtsvollzieher » dar (Punkt 15).

B.46.5.1. Die angefochtene Bestimmung sieht außerdem vor, dass die personenbezogenen Daten der Schuldner « unter Einhaltung der in Artikel 4 des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten erwähnten Grundsätze verarbeitet » werden (nachstehend: Gesetz vom 8. Dezember 1992) (Artikel 40 § 8 Absatz 4).

Das Gesetz vom 8. Dezember 1992 wurde durch Artikel 280 des Gesetzes vom 30. Juli 2018 « zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten » (nachstehend: Gesetz vom 30. Juli 2018) aufgehoben, das insbesondere für die Öffnungsklauseln die Verordnung 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG (nachstehend: « DSGVO ») umsetzt. Der Verweis in Artikel 40 § 8 Absatz 4 des Gesetzes vom 27. Juni 1969 auf das Gesetz vom 8. Dezember 1992 ist deshalb so zu verstehen, dass er sich auf das Gesetz vom 30. Juli 2018 und die « DSGVO » bezieht.

B.46.5.2. Gemäß Artikel 40 § 8 Absatz 5 des Gesetzes vom 27. Juni 1969 wird das LASS als der Verantwortliche für die Verarbeitung dieser personenbezogenen Daten, die im Rahmen der Beitreibungsplattform ausgetauscht werden, angesehen. Dies bedeutet, dass das LASS als Verantwortlicher verpflichtet ist, die durch das Gesetz vom 30. Juli 2018 vorgeschriebenen Pflichten, aber auch die in der DSGVO oder dem Übereinkommen Nr. 108 oder jeder anderen Rechtsvorschrift auf dem Gebiet des Schutzes personenbezogener Daten enthaltenen Pflichten einzuhalten.

Daraus ergibt sich ebenfalls, dass auch der Konzessionär, dem der Auftrag des öffentlichen Dienstes zur Beitreibung der Schulforderungen des LASS übertragen worden ist, in der Eigenschaft als Auftragsverarbeiter dazu verpflichtet ist, die Pflichten, die durch das Gesetz vom 8. Dezember 1992 vorgeschrieben waren, einzuhalten (siehe Ausschuss für den Schutz des Privatlebens, Stellungnahme Nr. 58/2016 vom 12. Oktober 2016, Punkte 16 und 17), darunter der Grundsatz der Zweckbindung und Verhältnismäßigkeit, der in Artikel 4 dieses Gesetzes verankert und in Artikel 5 der « DSGVO » wiedergegeben ist.

Sowohl der Verantwortliche als auch der Auftragsverarbeiter sind verpflichtet, die geeigneten technischen und organisatorischen Maßnahmen zu ergreifen, um den Schutz von personenbezogenen Daten zu gewährleisten (Artikel 24 und 28 der DSGVO). In Artikel 7 des Übereinkommens Nr. 108 ist ebenfalls vorgeschrieben, dass geeignete Sicherheitsmaßnahmen ergriffen werden, um den Schutz von personenbezogenen Daten zu gewährleisten.

Die Gerichtsvollzieher, die zu dieser IT-Plattform Zugang haben werden, üben zwar einen freien Beruf aus, sind aber nichtsdestotrotz zugleich nach einem besonderen Verfahren ernannte ministerielle Amtsträger, die an der Ausführung des öffentlichen Dienstes der Justiz mitwirken, die an das Berufsgeheimnis gebunden sind und die einer besonderen Disziplinarregelung unterliegen (siehe die Artikel 509 bis 548 des Gerichtsgesetzbuches). Diese Gerichtsvollzieher sind also verpflichtet, den vertraulichen Charakter der auf der Plattform enthaltenen personenbezogenen Daten zu wahren, da sie andernfalls gegen ihre Schweigepflicht verstoßen (Artikel 458 des Strafgesetzbuches).

In dem in B.40.4 erwähnten Beschluss Nr. 17/006 vom 7. Februar 2017 des Sektoriellen Ausschusses der sozialen Sicherheit und der Gesundheit ist ebenfalls angegeben, dass alle betroffenen Parteien die Rechtsvorschriften zum Schutz personenbezogener Daten einhalten müssen (Punkt 18).

B.46.6. Schließlich darf der Konzessionär diese Daten nur für die Dauer aufbewahren, die für den Abschluss des Beitreibungsverfahrens notwendig ist, « das heißt bis zur Zahlung der Schuld oder bis zur Erklärung, dass die Forderung nicht beitreibbar ist, und bis zum Abschluss der Intervention des Gerichtsvollziehers im betreffenden Verfahren » (Artikel 40 § 8 Absatz 6).

Die Dauer der Speicherung dieser Daten ist also auf eine Dauer begrenzt, die diejenige nicht übersteigen darf, die für den Zweck, für den diese Daten erfasst wurden, notwendig ist.

B.46.7. Artikel 40 § 8 des Gesetzes vom 27. Juni 1969 bestimmt also die Personen, die Zugriff auf die personenbezogenen Daten der Schuldner haben, den Verantwortlichen für diese Daten, den Zweck der Verarbeitung dieser Daten und die Dauer, für die sie durch den Konzessionär gespeichert werden dürfen und die auf die Dauer des Beitreibungsverfahrens begrenzt ist.

Im Gegensatz zu dem, was die klagende Partei vorbringt, sind diese Elemente in dem Gesetz in ausreichend präziser Weise bestimmt, um dem Legalitätsprinzip, das durch die Artikel 22 der Verfassung und 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention gewährleistet wird, zu entsprechen.

B.46.8. Angesichts des Vorstehenden entspricht der Eingriff in das Recht auf Achtung des Privatlebens einem zwingenden gesellschaftlichen Bedarf und steht im Verhältnis zur rechtmäßigen Zielsetzung.

B.47.1. Die personenbezogenen Daten der Schuldner sind in Artikel 40 § 8 Absatz 3 des Gesetzes vom 27. Juni 1969 in nicht erschöpfender Weise aufgezählt. Dieser bestimmt:

« Es handelt sich unter anderem um folgende Angaben:

- Name, Vornamen, Nationalregisternummer, Geburtsdatum, Geburtsort, Geschlecht, Personenstand, ehelicher Güterstand, Beruf, Haushaltszusammensetzung, Kontaktdaten (E-Mail, Telefon usw.), Adresse des Wohnsitzes und des Wohnortes, Bankkontonummer des Schuldners oder des Drittgepfändeten, des Anspruchstellers, eines Erben beziehungsweise eines Miteigentümers, Mitgepfändeten, Bevollmächtigten, Gesellschafters,

- Vollstreckungstitel, die das Landesamt für soziale Sicherheit erhalten hat,

- Gerichtsvollzieherurkunden,

- vom Gerichtsvollzieher aufgelistete bewegliche oder unbewegliche, körperliche oder unkörperliche pfändbare Güter,

- Daten, die gemäß dem Gerichtsgesetzbuch in Gerichtsvollzieherurkunden enthalten sein müssen,

- Betrag und Art der Sozialschulden,

- Informationen, die ausgetauscht worden sind, um die Vollstreckung der Vollstreckungstitel zu gewährleisten,

- Auszug aus der Datei der Pfändungsmeldungen,

- Stand der Gerichtsverfahren in Bezug auf laufende Pfändungen ».

B.47.2. Der König könnte daher aufgrund von Artikel 108 der Verfassung noch andere personenbezogene Daten festlegen, die gemäß Artikel 40 § 8 Absatz 2 des Gesetzes vom 27. Juni 1969 verarbeitet werden könnten, wenn Er es zur Beitreibung ausstehender Schulforderungen, wie in Artikel 40 § 8 Absatz 3 des vorerwähnten Gesetzes erwähnt, für notwendig erachtet. Wie in B.44.1 erwähnt, verstößt eine solche Befugnisübertragung nicht gegen das in Artikel 22 der Verfassung enthaltene Legalitätsprinzip, da sich diese Ermächtigung ausschließlich auf die Ausführung von Maßnahmen bezieht, deren wesentliche Elemente durch den Gesetzgeber festgelegt wurden.

Es obliegt gegebenenfalls dem zuständigen Richter zu prüfen, ob die Nutzung dieser Ermächtigung durch den König den im Klagegrund angeführten Verfassungs- und Vertragsbestimmungen entspricht, wie sie insbesondere in B.45.1, B.45.3 und B.46.2 präzisiert wurden.

B.47.3. Der Klagegrund ist unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

1. erklärt Artikel 40 des Gesetzes vom 27. Juni 1969 zur Revision des Erlassgesetzes vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer, ersetzt durch Artikel 4 des Gesetzes vom 1. Dezember 2016 « zur Abänderung des Gesetzes vom 27. Juni 1969 zur Revision des Erlassgesetzes vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer, zur Aufhebung von Kapitel III Abschnitt 3 des Königlichen Erlasses vom 28. November 1969 zur

Ausführung des Gesetzes vom 27. Juni 1969 zur Revision des Erlassgesetzes vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer in Bezug auf die Beitreibung per Zwangsbefehl durch das Landesamt für soziale Sicherheit und zur Abänderung des Gesetzes vom 24. Februar 2003 zur Modernisierung der Verwaltung der sozialen Sicherheit und über elektronische Kommunikation zwischen Unternehmen und der Föderalbehörde », für nichtig, insofern er kein Verfahren vorsieht, das der Ausstellung des Zwangsbefehls vorangeht und die in B.20.2 aufgezählten Garantien umfasst;

2. erklärt Artikel 40 § 5 Absatz 2 desselben Gesetzes vom 27. Juni 1969, ersetzt durch Artikel 4 des vorerwähnten Gesetzes vom 1. Dezember 2016, für nichtig, insofern er es nicht ermöglicht, dass der Einspruch gegen den Zwangsbefehl mit einer kontradiktorischen Antragschrift erhoben wird, und insofern er vorsieht, dass dieser Einspruch binnen fünfzehn Tagen nach der Zustellung des Zwangsbefehls erhoben werden muss;

4. erhält die Folgen der Zwangsbefehle, die vor dem Datum der Veröffentlichung des vorliegenden Entscheids im *Belgischen Staatsblatt* erlassen wurden, endgültig aufrecht;

- weist die Klage im Übrigen zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 4. April 2019.

Der Kanzler,
F. Meersschant

Der vors. Richter,
J.-P. Snappe

GRONDWETTELIJK HOF

[2019/201832]

Uittreksel uit arrest nr. 53/2019 van 4 april 2019

Rolnummers 6816, 6818, 6819, 6820 en 6821

In zake : de beroepen tot vernietiging van het decreet van het Vlaamse Gewest van 7 juli 2017 houdende wijziging van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren, wat de toegelaten methodes voor het slachten van dieren betreft, ingesteld door het Centraal Israëlitisch Consistorie van België en anderen, door de vzw « Unie Moskeeën Antwerpen » en de vzw « Islamitisch Offerfeest Antwerpen », door Marcel Lehrer en Nochem Jakobovics, door het Executief van de Moslims van België en anderen en door de vzw « Coördinatie Comité van Joodse Organisaties van België. Section belge du Congrès juif mondial et Congrès juif européen » en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters A. Alen en F. Daoût, en de rechters L. Lavrysen, J.-P. Snappe, T. Merckx-Van Goye, P. Nihoul, T. Giet, R. Leysen, J. Moerman en M. Pâques, bijgestaan door de griffier F. Meersschant, onder voorzitterschap van voorzitter A. Alen,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de beroepen en rechtspleging*

a. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 16 januari 2018 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 17 januari 2018, is beroep tot vernietiging ingesteld van het decreet van het Vlaamse Gewest van 7 juli 2017 houdende wijziging van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren, wat de toegelaten methodes voor het slachten van dieren betreft (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 18 juli 2017) door het Centraal Israëlitisch Consistorie van België, de Israëlitische Gemeente van Antwerpen Machsike Hadass, de Israëlitische Gemeente van Antwerpen Shomre Hadass, de Portugees-Israëlitische Gemeenschap van Antwerpen Beth Mosche, de « Communauté israélite de Waterloo et du Brabant Sud », de « Communauté israélite de Charleroi », de « Communauté israélite de Liège », de « Communauté israélite d'Arlon », Albert Guigui, Josef Cohen Tarab, Daniel Kalter, Amram Benizri, Jacob Benzennou, Joshua Nejman, Eric Globen, het Forum der Joodse Organisaties, Isaac Weiss, de bvba « Stogel Catering », de bvba « Hodaya », Bluma Friedman, Joel Reitzer, Josef Herczl, Samuel Friedman, Abraham Dellafaille, Jeroen Le Jeune, Marianne Faes, David Vandeputte, Els Segers, David Norero Sánchez, Rosa De Bruyn, Johan Declerck, Maaike Niemeijer, O. Reinier, I. Braeckman, Penina Soudry, Jeannine Béatrice Wisnia en Georges Friedmann, bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. E. Jacobowitz, Mr. C. Caillet en Mr. E. Maes, advocaten bij de balie te Brussel.

b. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 16 januari 2018 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 18 januari 2018, is beroep tot vernietiging ingesteld van hetzelfde decreet door de vzw « Unie Moskeeën Antwerpen » en de vzw « Islamitisch Offerfeest Antwerpen », bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. D. Philippe, Mr. I. Akrouh en Mr. M. Clément de Cléty, advocaten bij de balie te Brussel.

c. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 16 januari 2018 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 18 januari 2018, is beroep tot vernietiging ingesteld van hetzelfde decreet door Marcel Lehrer en Nochem Jakobovics, bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. S. Ronse en Mr. D. Smets, advocaten bij de balie van West-Vlaanderen.

d. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 16 januari 2018 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 18 januari 2018, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 3, 4 en 5 van hetzelfde decreet door het Executief van de Moslims van België, de Coördinatieraad van de islamitische instellingen van België, de ivzw « Internationale vereniging Diyanet van België », de vzw « Islamitische Federatie van België », de vzw « Rassemblement des Musulmans de Belgique », de vzw « Union des Mosquées de la Province de Liège », de vzw « Unie van Moskeeën en islamitische verenigingen van Limburg », Hasan Batakli, Tahar Chahbi en Semsettin Ugurlu, bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. J. Roets, advocaat bij de balie te Antwerpen.

e. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 16 januari 2018 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 18 januari 2018, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 3, 4 en 5 van hetzelfde decreet door de vzw « Coördinatie Comité van Joodse Organisaties van België. Section belge du Congrès juif mondial et Congrès juif européen », Yohan Benizri, Liliane Seidman en Dinah Korn, bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. E. Cloots en Mr. S. Sottiaux, advocaten bij de balie te Antwerpen.

Die zaken, ingeschreven onder de nummers 6816, 6818, 6819, 6820 en 6821 van de rol van het Hof, werden samengevoegd.

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van het bestreden decreet en de situering ervan